DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - Nº 13127

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 12-LUNDI 13 AVRIL 1987

# Les propositions de M. Gorbatchev sur le désarmement | En se pliant à la discipline majoritaire

# M. Reagan « protégera » les intérêts de ses alliés L'UDF réaffirme ses craintes

# pris au mot

Ambicano

-

The Contract of

· ·

وأنعاد الموسوم

Management :

Annual of

rent renone.

A 4 4 - 75

T. S. Trans.

-

general and the second

March Co. San St.

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

经海外 16 一一

100 market 100 mm

STATE OF THE PERSON

An Arthred St. 10

6 🐞 🚁 miles

THE SECOND

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

Marie Today it no

A PORT L. STE.

A PROPERTY OF

AND IN

**公司** 

The second

THE PLAN IS The Control of the Co

Mary W

**美国中国地**区

THE RESERVE OF .

THE DEVICES THE

医神经 市市 加州市

Sans doute le discours de M. Gorbetchev à Praque ne suffira-t-il pas à mettra un terme aux interrogations at aux controverses que suscitent en Europe occidentale son nouyeau style de gouvernament et la fameuse « transparence ». Mais il est au moins une vertu tactique qu'on ne lui chicanera pas : il excelle à mettre ses interlocuteurs dans l'embarres.

Les Occidentaux, et au premier chef les Américaine, peuvent difficilement désormals ne 28 tévrier dernier par le numéro un soviétique lorsque celui-ci s'était ralifé à l'e option zéro », autrement dit au principe d'un démantélement généralisé des euromissiles de part et d'autre du rideeu de fer, SS-20 d'un côté, Pershing-2 et missiles de croisière de l'autre. Certes, dès le lendomain de cette première ouverture, les réactions de l'Ouest avaient été plutôt positives; et le principe de la visite que M. Shultz doit enterner lundi à Mossou avait été arrêté.

MAIS II subsi tait d'importantes restrictions du côté de l'OTAN. On insistait en particulier sur la très importante d'armes nucléaires à courte portés (SRINF). De même pour l'avance de l'URSS, elle aussi considérable selon toutes les estimations disponibles, sur la terrain des armes chimiques, et bien entendu pour le très fort déséquilibre existent entre le pecte de Varsovie et l'OTAN en ce qui concerne les forces classi-

Ainsi les alliés européens de Washington pouvaient-ils redou-ter que le démantèlement des euromissiles ne les laisse singulièrement désarmés face à une Union saviétique dont la supériorité sur tous les autres terrains

M. Gorbatchev s'est done employé, point per point, sinon à dissiper toutes leurs craintes du moins à en reconnaître le bienfondé et à les prendre en compte. Les ermes nucléaires à courte portée ? Il est finalement d'accord pour en discuter tout de suite. Les armes chimiques ? L'URSS cesse d'en tabriquer et est prête à détruire ses stocks. La déséquilibre des forces classipar l'accroissement du potentiel le plus faible mais par la réduc-tion du plus fort. Quant à la vérification de la mise en œuvre des accords, alla sera « une des garanties les plus importantes de

LE numéro un soviétique fait en sorte que les alliés européens de Washington pressent M. Shultz de ne pes revenir du Kremlin les mains vides. Même la France et la Grande-Bretagne, qui ont toujours estimé que leurs propres forces de dissussion nucléaire ne devaient pas être prises en compte, au moins à ce stade, dans les négociations Est-Quest, n'ent pas été oubliées par M. Gorbatchev.

Après la première proposition de M. Gorbatchev, le ministre ouest-allemend des effaires etrangères, M. Genscher, zvait demandé aux Occidentaux de « prendre au mot » le chef du Kremlin. Il semble bien, pour l'instant, que ce soit surtout ce dernier qui ait appliqué ce précepte à ses interiocuteurs de

# Les Européens dans les négociations Est-Ouest

Les propositions formulées, le vendredi 10 avril à Prague, par M. Gorbatchev ont été généralement bien accueillies dans les capitales occidentales. M. Reagan s'est félicité de l'attitude « sérieuse » de Moscou et a indiqué qu'il « protégerait » les intérêts de ses allies. M. Gorbatchev a suggéré l'ouverture de négociations sur la réduction des armes nucléaires à courte portée.

WASHINGTON de notre correspondant

Quelques heures après que des fuites » eurent annoncé un durcissement des positions américaines sur le contrôle des armements, au beau milieu des révélations et contre-révélations sur l'espionnage des ambassades américaine à Moscou et soviétique à Washington, juste avant en un mot - que la tension ne devienne trop forte, M. Reagan a soudain calmé le jeu.

A la veille du départ pour l'URSS de son secrétaire d'Etat, le président américain a, en effet, savorablement réagi, le vendredi 10 avril, aux propos que M. Gorbatchev venait de tenir, le même jour, à Prague, sur les perspec-tives d'accord dans le domaine des missiles de portée intermé-

diaire (FNI). Les négociations sur les FNI et celles qui sont à ouvrir sur les missiles de courte portée (SRINF) pourraient se dérouler « en même temps », a déclaré M. Reagan. - Nous n'avons jamais cru, a-t-il ajouté, à un lien entre ces deux systèmes d'armements, mais nous pensons que les négociations doivent être simultanées, parce que [les Soviétiques] ont un avantage prépondé-

rant dans le domaine des armes

de plus courte portée. »

Cette réaction est d'autant plus notable que, très peu de temps auparavant, un haut fonctionnaire de la Maison Blanche avait déclaré, à propos des SRINF: « Cela doit faire partie d'un accord plus large sur les FNI ».

BERNARD GUETTAL (Lire la suite page 3.)

# pour la Nouvelle-Calédonie

Le débat sur l'organisation d'un référendum dit d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie doit reprendre le mardi 14 avril à l'Assemblée nationale.

Mais, dès le vendredi 10. le gouvernement a pu vérisier, à l'occasion de débats de procédure soulevés par les socialistes, qu'il dispose d'une majorité, malgré les fortes réserves que suscite son projet dans les rangs de l'UDF.

Dans ce dossier néo-calédonien. il s'agit avant tout pour le gouvernement d'accéder aux demandes de M. Jacques Lasleur, député RPR et chef de file des antiindépendantistes. Compte tenu de la composition du corps èlectoral, ce dernier est en effet assuré d'une majorité à l'occasion de ce référendum, et ce d'autant plus que les indépendantistes du FLNKS menacent de ne pas participer à la consultation.

« Nous ne refusons pas un référendum d'autodétermination », écrit M. Tjibaou, dans une « lettre ouverte aux Français » publiée par Témoignage Chrétien. . mais nous demandons qu'il soit organisé dans le respect des règles internationales. L'obligation des trois ans de résidence est insuffisante. »

Vendredi 10 avril, recevant M. Lafleur, M. François Mitterrand avait rappelé ses fortes réserves. Les mêmes craintes ont été exprimées à la tribune de l'Assemblée nationale par M. Jean-Paul Fuchs, député

(UDF-CDS) du Haut-Rhin, qui a

affirmé que, en Nouvelle-

Calédonie, « la simple loi majori-

taire ne réglera rien ». M. Pasqua, en revanche, a assuré qu'il . fera respecter . la décision qui résultera du référen-

Lire page 6 l'article d'ALAIN ROLLAT - Le RPR isolé face à la coalition des inquiétades »

# La réunion du FMI

Le directeur du Fonds monétaire international demande un effort à l'égard des pays endettés. PAGE 13

# **Absentéisme** parlementaire

De Bonn à Washington en passant par Paris, la perfection n'existe pas. PAGE 5

# **M<sup>mo</sup> Barzach** à Bordeaux

Le ministre de la santé veut rassurer les étudiants en médecine.

PAGE 8

# La situation à TF 1

M. Bouygues prend les commandes. PAGE 6

# Chronologie

Mars en France et dans le monde.

PAGE 12

Le sommaire complet se trouve page 16

# Un entretien avec M. Geremek, conseiller de M. Walesa

L'historien Bronislaw Gers-mek, conseiller de Solidarité, est mek, conseiller de Solidarité, est peut-il se perpétuer dans une telle situation d'impuissance? l'un des représentants les plus comus de l'opposition polonnise l'un de ceux que les responsables occidentaux tienment à rencontrer. M. Jean-Bernard Raimond, qui a effectné le vendredi 10 et le samedi 11 avril une visite à Varsovie, ne detait pas manquer à cette « tradition ». M. Gemerek lonne ici son point de vue sur la situation de l'opposition et

l'effet Gorbatcher en Pologne.

VARSOVIE de notre correspondant

« Solidarité n'a plus depuis iongiemps d'existence légale et, désormais, ne somble même plus avoir vraiment de prise sur les évérécente hausse des prix et l'absence de réactions d'envergure.

- Il ne faut pes juger de la situation polonaise dans l'optique du passé, de l'enchaînement hausse des prix-grèves-révolte populaire. Les Polonais savent désormais que ce type d'enchaînement ne provoque qu'un change-ment superficiel, le remplacement d'une équipe au pouvoir et quelques promesses de réformes. L'acte de naissance de Solidarité, la grève de 1980, était précisément une rupture de cette logique puisque, pour la première fois, on a pu obtenir un espace d'indépen-

sse qui se voulait l'expression rations de toute la société des aspirations de toute la société polomise, Solidarité n'a-t-elle pas régressé vers un rôle de sim représentation symbolique de

l'« opposition » dans un système qui ne prévoit pas de place pour

- Solidarité existe à présent à trois niveaux : celui de l'expression des aspirations, celui des publications illégales et au plan » La représentation des aspirations nationales et sociales est de fait un peu symbolique. Avec sa philosophie de l'action non vio-

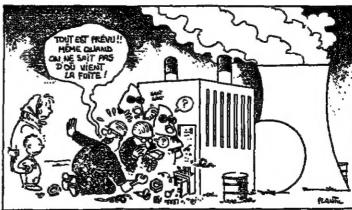
iente, Solidarité est incapable de

réaliser ces vœux, incapable de mobiliser les masses. » Les publications parallèles, ce qu'on appelle le «second circuit», restent très importantes. Elles permettent non seulement une circulation de l'information, mais aussi l'expression des différents programmes politiques.

Propos recueillis par JAN KRAUZE (Lire la suite page 4.)

# La fuite de sodium de Superphénix

# « Le chapitre Solidarité n'est pas clos » Réparations « longues et coûteuses »



La fuite de sodium liquide dans un réservoir du réacteur mucléaire Superphénix à Creys-Mabrille est grave et n'est toujours pas localisée. Elle Superphenix à Creys-Mairille est grave et n'est toujours pas locaisses. Elle me se produit pas dans la partie baute de ce réservoir, appelé « barillet », mais probablement à la partie inférieure, ce qui entraînera des réparations « longues et coûleuses ». Il n'est pas exclu qu'il faille changer le barillet, équipement dont le prix est de 90 millions de francs.

(Lire pos informations page 8.)

# Le déménagement du ministère des finances

# Armistice pour le Grand Louvre

M. François Mitterrand a visité vendredi 10 avril le chantier du Grand Louvre alors que la polémique provoquée par le refus de M. Balladur de quitter la rue de Rivoli semble s'apaiser. « Il n'y a pas de guerre de Cent Aus », a déclaré le chef de l'Etat. Une solution se profile fondée sur l'étalement des travaux. Mais sur combien d'années ?

Au cours de son voyage au Portugal (le Monde du 10 avril), le ésident de la République a confié aux journalistes qui 'accompagnaient combien il tennit au déménagement du minis-tère des finances. L'éventualité des reports des travaux en cours lui donnerait, pour le coup, l' . envie d'être encore là en 1989 ». Plaisanterie mise à part, il a affirmé ne pas douter de la parole d'Edouard le vieux palais d'ici à deux ans.

ieudi 9 avril, au cours d'une réunion, les représentants du budget demandaient à l'établissement public du Grand Louvre d'étudier une nouvelle hypothèse : la nonutilisation de l'aile Richelieu en pleine activité. · pour permettre au gouverne-ment de choisir ·. Il leur fut fermement répondu que les choix étaient faits depuis longtemps et inscrits dans l'existence même de l'établissement public. Retrait diplomatique de ladite proposition qui a tout l'air de s'apparenter à une sorte de bluff, comme s'il s'agissait de tester le partenaire

En effet, en dépit des apparences, le débat semble prendre un tour moins passionnel. Les contours d'un consensus émergent peu è peu. On fait d'ailleurs remarquer, rue de Rivoli, que les travaux

d'une partie de poker.

Pourtant, au même moment, le Louvre, ni à Bercy, C'est vrai, à quelques détails près : la couverture des cours intérieures a été reportée et les gaines de ventilation, détournées. Les senêtres du ministre s'ouvrent sur un chantier

Si l'entourage de M. Balladur s'interroge toujours sur la nécessité d'avoir demandé au génie de M. Pei de se manifester au milieu de la cour Napoléon, il constate que le projet de l'architecte doit aujourd'hui être mené à son terme et que tout autre schéma est désormais impensable. S'il reconnaît avec peine - que le musée a besoin de surfaces nouvelles, il fait remarquer que la première tranche des travaux, qui s'achèvera comme prévu en 1988, libérera 15 000 à 20 000 mètres carrés.

**EMMANUEL DE ROUX.** 

Göran Tunström L'ORATORIO DE NOËL traduit du suédois par M. de Gouvenain et L. Grumbach L'UN DE CES ROMANS FOISONNANTS, MULTIPLES, UN PEU FOUS, OÙ L'ON SOUHAITE DEMEURER LONGTEMPS ÉDITER, C'EST DÉCOUVRIR!

Balladur qui lui a promis de libérer DIFFUSION BUE n'ont jamais été interrompus ni au (Lire la suite page 9.) PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER: Algérie, 3 DA; Merce, 6 dir.; Tunisie, 700 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autricha, 20 sch.; Balgique, 40 fr.; Cenada, 2 \$; Côte-d'Ivoire, 316 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 170 pec.; C.-B., 55 p.; Portugal, 130 sec.; Sénégal, 335 F CFA; Subte, 13,70 cm.; Suisse, 1,80 f.; USA, 1,25 \$; USA (Wort Coast), 1,50 \$.

# Document

#### RENDEZ-VOUS

Dimanche 12 avril. - Tokyo . élections régionales au Japon. - Helsinki : visite de
M. George Shultz (jusqu'au 13). - Buenos-Aires :
Jean-Paul II célèbre la Journée mondiale de la jeunesse. Lundi 13 avril. – Washington

candidature officielle aux présidentielles de G. Hart - Moscou : rencontre Shultz-Chevardnazé (et visite jusqu'au 16). Mardi 14 avril - Paris : visite

du ministre ture chargé des relations avec la CEE. Dimanche 19 août. - Hanoī : élections législatives aux Viet-

lieu récemment à Paris au siège de l'association France-URSS sur le thème : « Le dialogne des littératures à l'aube du vingt et unième siècle ». A cette occasion, vingt-six écrivains soriétiques, pour la plu-part inconnus à l'étranger, haptisés collectivement

maintenant, j'étais pourtant resté une tête sans cervelle.

depuis dix ans. Ce qui s'était passé dix ans plus tôt, les causes

de ces deuils, de ces longues

absences, tout cela est bien

connu aujourd'hui. Aujourd'hui,

oublie qu'alors nous étions dans

le coup, que nous avons vécu ce

Dix ans, en 1947, c'était pour

moi énorme : un pan de vie. Et

je me disais que si j'avais tant

vécu, si j'étais devenu un

homme, maman, c'était sûre-

ment une petite vieille dessé-

chée, grisonnante. Ce qui me sai-

Retour du front, j'étais entré à l'université de Tbilissi (...). Ins-

crit à la faculté des lettres, je pondais des vers à la manière de

mes poètes préférés. Comme tous les étudiants de l'après-

guerre, je vivais sans souci de

l'avenir, sans le sou et sans

détresse. Je tombais souvent

amoureux, car les coups de cœur

comblent le vide de l'estomac.

Du moment que j'étais vivant et intact, que me fallait-il de plus?

Seul l'amer secret de la sépara-

tion projetait son ombre au tré-

fonds de moi quand j'évoquais le

jeune, de larges yeux de jais, les

cheveux soigneusement tirés for-

mant chignon sur la nuque, une

robe sombre à petit col blanc, la

mine grave, mais des lèvres

qu'on devinait prêtes à sourire.

le me rappellais aussi des

inflexions de voix, des éclats de

gaieté, des bribes de propos ten-

dres, des riens, en somme.

J'aimais cette image évanes-cente. Je souffrais d'en être

séparé. Ce n'était guère pour

moi qu'un symbole vague et

J'avais un voisin de l'autre

côté de la cloison. Méladzé était

un gros Géorgien sur le retour, aux oreilles en éventail d'où jail-

lissaient des poils blancs, un être

peu soigneux de sa personne,

sourcilleux, rébarbatif, avec moi

surtout, comme s'il me prenait pour un tapeur. On ne l'avait

jamais vu aller au travail ou en

revenir. A croire qu'il s'envolait

par le vasistas et revenait par le

même chemin, suivi de son însé-

parable porte-documents en

« Arriverai train 501.

Baisers, Maman. »

sin de tout repos. Il débarquait chez moi des bandes d'hurlu-

berlus de mon âge. Des filles

galettes de maïs. On débouchait

des bouteilles de mauvais vin.

Braillements, rires, tintements de

verres, messes basses, baisers

volés, Méladzé devait tout enten-

j'apprécie son tact. Pas une fois

ne lui échappa un mot de repro-

che. Comme si je n'existais pas à ses yeux. (...)

En ce jour mémorable, je ren-trai tard, ayant traîné je ne sais où. Il m'attendait dans la cuisine

- Télégramme .. grogna-t-il.

Le télégramme venait de

Méladzé m'observait en reni-

flant. Bêtement, j'allumai le

réchaud à pétrole, l'éteignis,

posai dessus la bouilloire,

Karaganda. Je lus : « Arriveral

train 501. Baisers. Maman -

et me remit un papier plié.

dre. Aujourd'hui seulement

Au vrai, je n'étais pas un voi-

moleskine brune élimée.

souvenir de ma mère.

J'avais one

traumatisés.

sait très peur.

Nous étions donc séparés

pour la circonstance «Les quarante ans», avaient fait le voyage à destination de Paris pour la première fois, sous le symbole de la «transparence». Ils étaient dirigés par le poète moscovite Serge Bobkov. membre du comité directeur de l'Union des

Une rencontre d'écrivains franco-soviétique a en

écrivains, fils de Philippe Bobkov, le numéro deux du KGB.

Une nouvelle du poète et romancier soviétique Boulat Okoudjava

A l'issue de ces deux jours de discussion, les participants à la rencontre ont adopté une résolution demandant l'ouverture de centres culturels français et soviétique à Moscou et à Paris. Jusqu'à aujourd'hui, l'URSS s'est toujours opposée à ce qu'un pays occidental ouvre un tel établissement dans la capitale soviétique.

En marge de cette rencontre, l'un des plus courageux et prestigieux membres de l'intelligentsia soviétique, le poète et romancier Boulat Okoudjava. a affirmé, au cours d'une conférence de presse, que les réformes engagées en URSS auraient besoin de temps car il faut que les Soviétiques «apprennent à vivre autrement que sur ordre». Il a aussi exprimé l'espoir de voir un jour «la littérature russe réunifiée», y compris avec les écrivains émigrés. Nous publions ci-dessous la plus récente nouvelle de Boulat Okondjava, dont le père, qui était général, a été fusillé en 1937 sur ordre de Staline.

# Femme de rêve

#### L'ÉTAIT en 1947. Et Le Monde j'allais retrouver ma mère. Elle avait quitté un garcon de douze ans. J'en comptais vingt-deux. J'étais étudiant, j'avais fait la guerre, pas THE MONDPAR 650572 F mal dégusté, blessures com-prises. Tel que je me revois

Tél.: (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde Gérant : André Foutzine, directeur de la publication

Anciens directeurs: Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social: 620.000 F

Principaux associés de la société : Société civile

Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Beruard Wouts, Rédocteur en chef : Daniel Vernet, Corédacteur en chef: Claude Sales.



5, rae de Mouttessuy, 75007 PARIS TH: (1) 45-55-91-82 on 45-55-91-71 THEX MONDPUB 206 136 F



sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037

# Le Monde

**TÉLÉMATIQUE** Composez 36-15 - Taper LEMONDE

ABONNEMENTS TEL: (1) 42-47-98-72 6 mais 9 mais 12 mais

FRANCE 672 F 954 F 1 200 F TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messageries)

- BELGIOUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS
199 F 762 F 1 089 F 1 380 F IL - SUISSE, TUNISIE 504 F 972 F 1 404 F 1 806 F Par role nérieune : tarif sur demande.
Par role nérieune : tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou
provisoires : nos abounés sont invités à
formules leur demande dem formuler leur denande deux semaines a formuler leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Venillez avoir l'obligeance d'écrire tous les nous progres en capitales d'imprimerie.

La Monde USPS 765-910 is published delly, except Sundays for \$ 460 per year by La Monde c/o Speedimpox, 45-45 39 th Street, LCJ. N.Y. 17104. Second class postage paid at New-York, N.Y. postmeater: and address characters. postmaster: send address changes to La Monde c/o Speedimpex U.S.A., P.N.C., 46-45 39 th Street, L.L.C., N.Y. 11104.



# IMMOBILIER

30 000 affaires

Paris-province.

36.15 TAPEZ LEMONDE

balayai sous ma table, m'inter-rompis pour en racler la toile « Karaganda ? grommela

ment

an soupir énorme. - Qu'est-ce que c'est, ce train 501 ? demandai-je. Il n'y a pas de train avec un numéro

- Que si! Les 500, c'est les trains de plaisir.

- De plaisir?

- Du wagon de marchandises, mon drôle. Ça va pas vite, et tout le monde y a plaisir.

Je n'ai pas dormi de la nuit. Derrière la cloison. Méladzé on comprend tout, on explique tout : c'est de l'histoire. On n'arrêtait pas de tousser. Au petit matin, j'ai couru à la gare. Une pensée atroce m'obsédait : reconnaîtrais-je maman? > temps, que nous en avons été directement concernés, frappés,

Le train 501 existait bel et bien. Sauf que l'heure de son arrivée demeurait un secret. Peut-être en fin d'après-midi, me

De retour chez moi, je lessivai le plancher et lavai mon unique nappe avec mon unique serviette, sans cesser d'imaginer l'instant où je retrouverais maman. La reconnaîtrais-je, vieillie, courbée, la tête blan-che? Et si je ne la reconnaissais pas? Si je passais outre, pen-dant qu'elle me chercherait du regard? A moins qu'elle ne comprît que je ne pouvais pas la reconnaître. Et ce serait encore plus affreux pour elle.

Il était près de quatre heures quand je sus de nouveau à la gare. Cette sois, le train de plai-sir s'était évaporé. On l'espérait cependant avant la nuit. Je regagnai mon gîte, repassai au fer la nappe avec la serviette, époussetai tout, secouai la carpette, pour la gare.

#### Un film qui lui délasserait l'âme

Le tramway nº 10 grouillait de mères qui ne m'étaient rien, chacune accompagnée de sa progéniture. Et personne ne sem-blait se douter que ce jour de mai était pour moi grande fête, puisque je n'allais pas rentrer seul, mais étreignant les épaules maigrelettes d'une maman à moi. Quand l'interminable convoi aurait stoppé, il me fau-drait, bien sûr, des allées et venues à toutes jambes, le long du quai, avant de reconnaître maman, avant de sauter au cou d'une frêle petite vieille épuisée. Mais quand je l'aurai retrouvée, nous rentrerons dîner à la maison. Tête à tête. Elle me racontera son existence. Je lui raconterai la mienne. Nous ne perdrons pas notre temps à chercher les causes, les responsables. Ce passé aura été effacé, puisque nous serons de nouveau ensemble. Et puis j'amènerai maman au cinéma.

J'avais choisi le film qui lui délasserait l'âme. C'était le film dont tout Tbilissi raffolait, un film viennois, une prise de guerre, un « trophée » comme on disait alors : Une semme de rève, avec l'irrésistible Marika Rokk dans le rôle principal. La ville entière vivait ce film. Les passants en sifflaient les airs. Tous les pianos de Tbilissi en déversaient les valses par les fenêtres ouvertes à deux battants. Pensez donc : un film en couleurs avec flonflons, chansons, gags, aven-tures d'amour. Quel éclair de joie, en ces dures années de après-guerre! Juste le film qu'il fallait à maman pour revenir à la vie, pour redécouvrir un unie beauté, de luxe et de

sérénité qui ne la ramènerait pas seulement à la vie, mais à moi... Le place de la gare ressem-blait au marché du dimanche. Une rumeur assourdissante montait de la foule bigarrée. Valises et bailots s'amoncelaient sur l'asphalte. On riait, on pleurait, on jurait. J'étais en retard. Je demandai à des gens assis sur leurs bagages s'ils étaient du train 501. Non : ils venaient de Batoumi. Soulagé, je me ruai

- Hé oui, répondis-je triste-ment. vers le bureau des renseigne-ments. Assiégée par une cohue de braillards, la fille du guichet an soupir énorme. problème. Quand elle eut enfin compris, la fureur lui marbra les joues de taches roses. Le 501, hurla-t-elle, était arrivé. Il y avait une heure. Tous les voyageurs de ce train de fous en étaient descendus. Et partis. Oui, partis, partis, partis. Et que je fiche mon camp aussi.

Je m'en retournai à pied : sans doute rattraperais-je maman en route. J'arrivai à la maison sans l'avoir rattrapée. Ma cham-bre était vide. Méladzé toussait dans la sienne. Je rebroussai chemin. Au premier coin de rue, aperçus maman. Qui marchait lentement, une valisette de contreplaqué à la main. Elle n'avait absolument pas changé : grande, svelte, la même que dans mon souvenir, sauf une affreuse robe fripée. Et solide, par-dessus le marché, bronzée, une jeunesse. Quel bonheur que mon imagination m'ait trompé!

Le soir tombait. Elle m'embrassa, joue contre joue. Les passants ne nous regardaient même pas : à Tbilissi, on s'embrasse à chaque rencontre.

- C'est donc toi! s'exclamat-elle. C'est donc toi, mon petit, mon gentil, »

Ainsi me parlait-elle jadis. Nous allions à pas lents. Je la tenais aux épaules. J'aurais voulu lui dire comme on dit aux absents retrouvés : « Et toi, maman? Comment c'était, là-

bas? - Mais les mots ne sortaient pas.

Dans ma chambre, je la fis asseoir sur le sofa défoncé et la regardai dans les yeux : de grands yeux sombres, taillés en smande, où je pouvais enfin me plonger. Je m'étais préparé à nos retrouvailles, à des flots de larmes, à des lamentations. l'avais même, pour la consoler, une phrase si souvent répétée que je la connaissais par cœur : · Pourquoi pleurer, petite maman? Tu vois bien: je suis en bonne santé, tout marche bien pour moi, et toi aussi, tu te portes bien, tu es aussi belle qu'autrefois, tout va bien aller maintenant, te voici revenue, nous voici ensemble... » Mais ses yeux étaient secs, distants, comme si elle regardait sans voir. Ses mains halles reposaient inertes sur ses genoux. Elle ne disait rien. Parfois, d'un hochement de tête, elle semblait approuver mon futile bavardage. (...) Ah! si sculement elle avait éclaté en sanglots! Mais non : elle avait allumé une cigarette de mauvais tabac et me caressait les cheveux.

· On va diner, annonçai-je fièrement. Tu as faim, n'est-ce pas?

- Tu dois avoir faim, après ce voyage?

- Moi ? - Toi, bien sûr, maman.

- Oui. Et toi? » Il me semblait qu'elle avait esquissé un sourire. Mais les mains restaient plaquées aux

genoux.

Je courus à la cuisine, allumai le réchaud, pétris ce qu'il me restait de farine de mais, découpai un bout de fromage d'Imérétie conservé par miracle, déposai le tout sur la table devant maman, sûr qu'elle allait se réveiller, se réjouir d'avoir un fils pareil, se dire que tout allait lui réussir, que nous étions plus forts que le malheur, qu'on le surmonterait à force de courage et d'amour. Elle fumait cigarette sur cigarette, avec le même air d'absence. La bouilloire avait fini de chanter. Je la portai sur la table. Après tout ce que maman avait enduré loin de chez elle, les choses, bien sûr, ne

coup. Mais avec de la patience... Comme j'enlevais les galettes du seu, la porte grinça. Méladzé me tendait une écuelle de haricots blancs. Je protestai :

pouvaient pas s'arranger d'un

« Merci, mais nous avons tout ce qu'il faut. - Prends, dit-il sombrement.

Moi, je sais. .

Je pris l'écuelle. Il ne s'en allait pas. « Venez, dis-je, que je vous

présente à maman. Je pensais qu'à sa vue maman allait se lever, sourire, se nom-

mer. Sans bouger de sa chaise. elle tendit sa main hålée et la reposa sur son genou. - Asseyez-vous », dis-je à

> Lui aussi gardait les mains aux genoux

Il s'assit en face de maman. Lui aussi gardait les mains aux genoux. Sur fond de crépuscule. tous deux semblaient des statues. Et il y avait, dans leurs profils, comme un air de famille,

J'allai jeter un coup d'œil à la cuisine. Quand je suis revenu,



maman s'était accoudée à la table et semblait écouter.

- Batyk ? demandait Méladzé. - Jaryk, murmura mamen. avec un sourire de gêne. - Tas-tas! - siffiota Méladzé en hochant la tête.

Je suis retourné à la cuisine. evenu dans la chambre. Elle et lui continuaient de dialoguer. tout bas, dans une langue incom-préhensible. Mais Jaryk, je savais : c'est la gare d'où m'arrivaient les rares lettres de maman, et c'est à cette adresse que je lui écrivais.

Méladzé refusa de prendre le thé et s'éclipsa. Pour la première fois, maman me regarda comme si elle me voyait. Je chuchotai : Il est de là-bas?

- Qui? - Méladzé, le voisin, celui

que je viens de te présenter. Lui aussi, il a été... là-bas? - On ne parle pas de ces choses, mon petit. > (...)

Et elle recommença à fumer. « Tu sais, maman, j'ai une urprise pour toi. Mais il nous

faudra sortir et marcher un Je suffoquais de bonheur : j'allais offrir à maman ce que je possédais de plus précieux au monde. Mais maman haussa le

sourcil . . Sortir? - N'aie pas peur. Il ne faut plus avoir peur de rien. Je vais te montrer une merveille, le remède miracle. Tu m'entends? Viens, maman, viens, je t'en

prie. \*
Elle se leva, docile. En chemin, je pensais la ques-tionner sur sa vie là-bas. Mais les soirs de mai à Thilissi sont si beaux, si tendres! Et j'étais si heureux de donner le bras à maman! Car elle était jolie, ma maman, malgré cette robe grise de cotonnade dont aucune pau-vresse de Tbilissi n'aurait voulu. malgré ces savates éculées, informes, cette veture d'une autre existence. (...)

Au cinéma, pendant que j'achetais les billets, elle resta immobile contre le mur. les yeux baissés. Quand nous enmes trouvé nos places dans la salle une étuve -, je lui dis :

- - El maintenant, tu vas voir ce que lu vas voir. C'est si beau qu'il n'y a pas de mots assez beaux. On vous en montrait là-bas?

- De quol ? - Des films. Au moins de temps en temps?
- Des films? Pour nous ? - (...)

Je regardais l'écran. Je regar-dais maman. La salle s'esclaffait, s'extasiait, applaudissait, reprenait certains airs en chœur. Immobile, ma maman baissait la tête. Je chuchotai :

 N'est-ce pas, maman, que c'est fameux? Mais ça va être encore plus amusant. Regarde. L'admirable Marika se baignait. Toute nue. Dans un tonneau rempli d'eau monsseuse. La salle grondait d'enthousiasme.

- Partons, me glissa Maman à l'oreille. - Tu n'as pas encore vu ce qu'il y a de mieux!

- Je t'en prie, partons. -

#### « Tu aimes les cerises, dis ? Tu les aimes ? >

Nous avons regagné la maison en silence. Dans la chambre. Maman se rassit sur la même chaise, le regard fixe, les mains sur les genoux, tandis que je déployais les draps : pour elle, sur le lit; pour moi, sur le sofa. Et là, elle protesta : elle préférait le sofa, oui, elle me priait de ma maman (elle essayait de prendre le ton de la plaisanterie), car elle était ma mère, non, et il faut écouter sa mère, sa maman, oui, sa maman, sa maman, sa maman...

Elle parlait comme à la canto-

J'allai à la cuisine. Contre toutes ses habitudes, Méladzé y était encore, affaié sur un tabouret et m'interrogeant du regard. · Je l'al emmenée au cinéma,

expliquai-je piteusement, et elle est partie au milieu du film. - Pourquoi le cinéma? C'est le repos qu'il lui faut, à elle.

- Elle a sellement changé! Chaque fois que je lui pose une question, elle me la fait répéter. Comme si elle ne m'entendait

- Ord veut pas en dire trop, mon drôle, il dit peu. Il dit peu parce qu'il pense. Il pense, tu comprends? Et il faut du temps pour penser. C'est un truc qui s'apprend là-bas.

– Maman aurait peur de m'en trop dire? - Pas à toi, pauvre drôle. Pas à toi : à eux, là-bas, à eux qui interrogent, à eux qui te deman-dent : « Qui ça ? », « Pour-

quoi ? .. . Comment ? .. Tu comprends? Je comprends. - Et tu vas lui acheter des fruits.

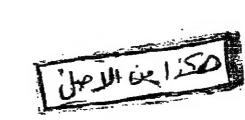
- Quels fruits? - De la cerise. »

Maman avait gardé sa robe fripée et s'était couchée sur le sofa, en chien de fusil. Elle me regarda, sourit, et c'était son sourire d'autrefois, le sourire tout simple de chaque soir. La vie recommençait.

- Maman, c'est moi qui devais dormir sur le soft. - Non et non! riposta-elle avec l'entêtement rieur de l'enfant capricieuse. - Tu aimes les cerises, maman?

- Quoi? - Tu aimes les cerises, dis? Tu les almes? - Moi? -

BOULAT OKOUDJAVA Traduit par Lucia et Jean Cathala \* Publié en russe dans la revue Droujba Narodov, octobre 1986.



11年後来 . BUSHEYE'S ..... 27.... a vos timentis b. Park 10 M · / 外面影響

. S. SER THE SER 10000 n à là p

> -ALCOHOL STATE · Tredle -4.44" 18 4000 -respect de la A AND THE REAL PROPERTY AND THE PARTY AND TH

Destroye Parci visit and -\*\*\* THE PART OF an and the A Principal Section 2 ACCREC LINES الإنجية المستراحي

· . 4 12 63

المهابة كالرنشاء وا

--

Andriva in the second

\* Forms

a the many of the -- --5 2 15 × \$5. الله جميته بيسم - 5" 18 + 5 4"/ PERSONAL PROPERTY. and the same of CALL PROPERTY AND 円井を使ってい

1.743

たんじじぎなまで変

. Same at moils. - 12 july

1.5 4 4261

and the section

1 10 10 10 10

tierte giffer --de the fac ----. . See I'm 2024 14. 434 

Acres 45 

1) 26 -1 10,000 2 th -1 2 er . 1255 27 44 7:02

-

1000

# Etranger

# Les nouvelles initiatives soviétiques pour le contrôle des armements en Europe

Les réactions enregistrées dans différentes capitales occidentales après les nouvelles propo-sitions de M. Gorbatchev, le vendredi 10 avril, sur les armes chimiques et les fusées nucléaires à courte portée stationnées en Europe (SRINF) sout marquées par un optimisme prudent.

A Londres, un porte-parole du Foreign Office a déclaré: « Ce que nous voulons, c'est une élimination totale des armes chimiques. » Dans les milieux officiels britanniques, on

ajoute, d'autre part, ne pas s'opposer à la tenue de discussions séparées sur les euromissiles et sur les SRINF, mais on estime aussi qu'un accord Est-Onest sur les premiers devrait comporter au moins une référence à des « restrictions » ou des « contraintes » sur les secondes.

Bonn veut, de son côté, « étudier attentivement » avec ses alliés les propositions de M. Gorbatchev et souhaite « un accord mondial

le plus rapide possible sur la suppression des armes chimiques ». A Bruxelles, dans les milieux de l'OTAN, on accueille aussi de manière favorable l'initiative soviétique sur les armes chimiques. Lord Carrington, secrétaire général de l'alliance atlantique, a déclaré à ce sujet : - Si l'URSS a effectivement arrêté sa production d'armes chimiques, cela correspondrait à une décision prise depuis des années par l'alliance atlantique. » A Paris, le ministère de la désense a

publié, vendredi, une déclaration dans laquelle il indique que « la destruction des stocks d'armes chimiques soviétiques constituerait un pas positif en direction des souhaits exprimés jeudi à l'Assemblée antionale » par M. André Giraud. Mais le ministère estime également que le discours de M. Gorbatchev « confirme les craintes, notamment exprimées par la France, sur la possession d'importants stocks d'armes chimiques en URSS ».

# A Prague, M. Gorbatchev a proposé une négociation sur les fusées à courte portée

VIENNE

Boulat Call

1111

1.000

Water -

The deliver of

A STATE OF THE STATE OF

2 34 ·

With the Party of the Party of

Caretter, as more

PROPERTY.

医性性 安 如人。

機能 神 さなか ・・

\*\*\*

Contract the second

The Parkers 740

Maria Salata Salata

THE PERSON SERVICES

Security is

The state of the state of

The second of the second

Store its facilities

**建**电流 建二十二十二

THE THE SECOND

position of the

A THE STATE OF

The state of the state of

新生活 新八つつつ

And others

Service .

74.5 TAN TAN

water a second

A MANUFACTURE

A STATE OF THE STA

A. Francisco

action."

ANN .

Name of the Park

**発表を受するないようます。** 

A PROPERTY OF THE PARTY OF

Marie British

WAY TO SHIP

in the

-

---

Charles to Contract

the same of the MANAGER CONTRACTOR ...

de notre correspondante

Le numéro un soviétique, M. Mikhail Gorbatchev, a proposé le vendredi 10 avril, dans un discours à Prague, d'entamer des négociations sur la réduction et la liquidation des missiles tactiques opérationnels stationnés en Europe sans attendre un accord sur les euro-

Il a, à la même occasion, annoncé que l'Union soviétique a interompu la production d'armes chimiques et qu'elle se prépare à détruire les stocks de telles armes. Enfin il a invité les ministres des affaires

sécurité et la coopération en Europe (CSCE) réunie à Vienne à prendre une décision sur le début de négocia tions globales portant sur une réduction radicale des armes nucléaires tactiques, des forces et des armements classiques en Europe... M. Gorbatchev a prononcé ce dis-

cours au palais de la culture à Prague - où il effectue depuis jeudi une visite officielle de trois jours – à l'occasion d'un ressemblement d'amitié soviéto-tchécoslovaque.

Le secrétaire général du PC soviétique a admis, dans son discours, qu'un accord sur les missiles tactiques opérationnels devrait - natuétrangères des trente-cinq pays rellement être soumis à un strict

contrôle - et que - les questions de vérifications du futur accord acquerront une nouvelle significa-tion au plan qualificatif». « Dans ces conditions, a-t-il dit, les mesures de vérifications deviendront les plus importants moyens de garantie de sécurité. » M. Gorbatchev n'a pas omis d'inviter notamment Paris, Londres et Bonn « à contribuer à débarrasser l'Europe des missiles nucléaires à moyenne portée et à s'engager dans la voie du désarmement nucléaire ».

Il s'est réjouit dans ce contexte, de la proposition des gouvernements tchécoslovaque et est-allemand de créer un corridor dénucléarisé en Europe centrale.

WALTRAUD BARYLL

# « L'URSS a mis fin à la production d'armes chimiques »

Voici les principaux points du discours prononcé par M. Gor-

Armes chiniques: « Je peux vous informer que l'Union soviétique a mis fin à la production d'armes chimiques. On sait que les autres pays de l'Organisation du traité de Varsovie n'ont jamais produit ces armes et ne les ont jamais eues sur leur territoire. L'Union soviétique n'a pas d'armes chimiques en dehors de son territoire. En ce qui concerne les stocks d'armes chimiques, j'almerals vous informer que nous construisons une usine spéciale pour les détruire. »

M. Gorbatchev a ajouté que l'Union soviétique a fermement préconisé l'élaboration rapide, cette année, d'une convention internationale appropriée sur une interdiction es chin u el des negoc tions actives sur cette question ».

 Armes intermédiaires à courte portée (SRINF) : « Pour assurer un accord rapide sur les missiles à moyenne portée en Europe, nous suggérons que les discussions sur la réduction et l'élimination ultérieure des missiles ayant une portée de 500 kilomètres à 1000 kilomètres déployés en Europe commences sans aucun lien avec le progrès et le résultat des discussions sur les missiles à plus long terme. .

« Les parties pourraient prendre l'obligation de ne pas accroître leurs forces SRINF pendant la durée des conversations. >

« Nous invitons Paris, Londres et Bonn, pour leur part, à contribuer à débarrasser l'Europe des missiles mucléaires à moyenne portée et à progresser enfin vers le désarme-

 Armes stratégiques : « Des réductions radicales des armements stratégiques offensifs restent le fond du problème. Comme chacun le sait, nous sommes préts à des mesures résolues dans ce domaine, soit des réductions de 50 % sur cinq ans, soit l'élimination totale d'ici dix ans, naturellement à condition que le traité ABM (missiles antiba-listiques) soit strictement respecté et que la course aux armes dans l'espace soit empêchée. »

· Vérification: « Nous demanderons des mesures de vérification les plus strictes possibles, ce qui signifie, bien sur, non la vérification pour la simple vérification, mais la nuveillance du respect par les parties de leurs engagements à chaque étape du désarmement nucléaire.

· Une vérification adéquate, incluant des inspections sur les lieux, devrait couvrir les missiles et les lanceurs restant après les réductions, les périmètres d'essai, les usines de fabrication, les centres d'entraînement, etc. Les inspecteurs devraient être admis dans les bases militaires de l'autre partie sur les territoires de pays tiers. »

o Forces conventionnelles en Europe : « Les efforts de tous les pays européens, des Etats-Unis et réduire les forces armées et les armements en Europe. (...) Le temps n'est-il pas venu pour les ministres des affaires étrangères des pays participants à la confé-rence sur la sécurité et la coopération en Europe de se réunir et de décider d'une date pour des conver-sations à grande échelle afin de réduire de manière radicale les armements nucléaires tactiques, les forces armées et les armements entionnels?

» De telles discussions pourraient porter sur des mesures urgentes afin de réduire la confrontation militaire et d'empêcher la menace d'une attaque soudaine et afin de retirer sur une base musuelle les armems offensifs les plus dangereux de la zone de contact direct des deux alliances militaires.

. L'objectif final de telles com sations serait une réduction majeure des forces armées et des armements accompagnée de l'établissement d'une vérification internationale et d'inspections sur les

lieux. » L'établissement de zones nonnucléaires et de zones libres d'armes chimiques (proposé par la RDA et la Tchécoslovaquie en

Europe centrale) serait également

de nature à renforcer la sécurité

Au cours d'un entretien avec les ouvriers de l'usine de compresseurs CKD à Prague, M. Gorbatchev a également invité les Tchécoslovaques à retenir les enseignements de la - crise - de 1968, tout en reconnaissant à chaque Etat socialiste ses particularités ».

> La « crise » de 1968

Selon le chef du Kremlin, la crise de 1968 a été le résultat d'un coup d'arrêt donné au développement du socialisme dans les amées qui l'ont précédée. Il a com-paré cette situation à celle qui avait prévalu dans les années 70 en URSS, sous Leonid Brejnev. « Vous vous êtes arrêtés dans les années 60 et une crise s'en est suivie. Nous nous sommes arrêtés dans les années 70 et maintenant nous pei-nons », a-t-il ajouté.

M. Gorbatchev a rendu hommage qui, a-t-il dit, « ont fait beaucoup pour s'en sortir - au cours des dis-huit années écoulées. « Aujourd'hui, la Tchécostovaquie est un pays très développé dans les doncies formées. naines économique, social, culturel et autres. Cest un bon pays. Mais nous devons progresser (...) et c'est pourquoi la restructuration est nécessaire », a dit encore M. Gorbatchev, soulignant qu'il en avait • beaucoup discuté avec le cama-

rade Husak ». · Nous sommes loin, a-t-il dit. d'appeler qui que ce soit à nous copier. Chaque pays socialiste a ses caractères spécifiques et les partis frères déterminent leur ligne politique en fonction des conditions

Il a cependant ajouté : « Certains problèmes qui sont actuellement prioritaires en URSS ont déjà été résolus dans d'autres pays socia-listes ou sont en train d'être résolus spécifiquement. Nous ne cachons pas notre conviction que la restruc-turation en URSS correspond à l'essence la plus profonde du sociolisme et au besoin justifié du pro-grès social. »

# Moscou donne la priorité à un accord éliminant les euromissiles

MOSCOU de notre correspondant

M. Gorbatchev a, une fois de plus, créé l'événement. En annon-cant, le vendredi 10 avril à Prague, que l'URSS était prête à entamer incessamment l'examen du problème des missiles à courte portée en Europe, le secrétaire général a en effet, bouleversé à nouveau les données du grand marchandage en cours avec les Occidentaux.

La supériorité soviétique dans cette catégorie d'armes était la prin-cipale objection des Européens de l'Ouest à un accord « séparé » américano-soviétique sur les missiles à moyenne portée (SS-20, Pershing-2 et missiles de croisière). M. Gorbatchev a levé cette objection trois jours avant l'arrivée à Moscou de M. Shultz.

Il sera difficile au secrétaire d'Etat américain de ne pas reconnaî-tre que M. Gorbatchev a ainsi rempli la principale condition posée par l'administration américaine sous la pression de ses alliés européens.

Le chef du Kremlin s'est voulu très clair à ce sujet. Il y est revenu plusieurs fois dans son discours, la signature d'un accord éliminant d'Europe les missiles de portée intermédiaire est sa priorité. Pour y aboutir, il est prêt à mettre sur la table, dans un forum distinct, les missiles à courte portée. Les deux négociations semblent, dans son esprit, indépendantes.

Les Occidentaux sont ainsi pris au piège. Leur principale demande étant acceptée, il ve bien leur falloir désormais envisager d'un œil moins sceptique cette « dénucléarisation » progressive de l'Europe qui est l'objectif avoué du munéro un sovié-

M. Gorbatchev a également fait, vendredi, une révélation de taille en annonçant que l'Union Soviétique a cessé de l'abriquer des armes chimiques. On mesure le chemin percouru en quelques mois dans ce domaine, où, il est vrai, la vérification est dif-

Il y a peu de temps encore l'URSS niait, contre toute évidence, la présence sur son territoire de centres de production d'armes chimiques. Au nom de la transparence, Moscon a admis récemment que ceux-ci existaient. M. Gorbatchev a proclamé solennellement que leur activité devait cesser et que les ingénieurs chimistes soviétiques spécialisés consacraient actuellement leurs talents à édifier une unité capable, si la décision politique est prise, de résorber un jour les stocks.

Cette annonce répond également une demande formulée par les Occidentaux, inquiets de la supériorité chimique de l'armée rouge. La panoplie est complète, puisque M. Gorbatchev rappelle que les pays du pacte de Varsovie sont toujours prêts à entamer avec ceux de l'OTAN des pourpariers en vue d'une réduction des armes classiques en Europe.

#### Les trois rolets

Les trois volets sont donc présents : missiles nucléaires à courte portée ; armes chimiques ; forces conventionnelles. M. Gorbatchev peut estimer qu'il a rempli toutes les conditions « annexes » à un grand accord sur l'élimination des missiles de portée intermédiaire (FNI) en Europe, ces euromissiles qui sont l'objet principal de sa préoccupa-tion. « Je tiens à dire que, parmi les problèmes du désarmement nucléaire, l'un d'eux a aujourd'hui plus de chances d'être résolu que les autres. Celui des missiles à moyenne portée en Europe », a-t-il souligné devant ses hôtes tchécoslo-

La tâche de M. Shultz ne va donc pas être facile, alors que les données de la négociation ont complètement change. Il arrive dans une ambas-

presque quotidiennes venues de Washington sur l'étrange comportement des - marines - censes veiller à la sécurité du bâtiment. Il semble que M. Shultz tiendra ses conciliabules les plus confidentiels avec ses collaborateurs dans un camion venu spécialement des Etats-Unis et qui pourrait être garé dans une cour de l'ambassade... Les propos ironiques sur le « camping-car » du secrétaire d'Etat font flores à Moscou.

#### La délégation de l'UEO

M. Shultz, qui sera reçu à Moscomme le porte-parole de tous les Occidentaux, rencontrera dès lundi son collègue M. Chevardnadze el mardi. M. Gorbatchev. Ce dernier attendra de son interlocuteur une première réponse à ses ouvertures de Prague. Une délégation de l'Union de

l'Europe occidentale (UEO) était ces jours-ci à Moscou pour rappeler aux Soviétiques la position euro-péenne en matière de désarmement. Il s'agissait d'une première. Jamais depuis sa création en 1954 l'UEO n'avait été invitée officiellement en URSS. Scule organisation curopéenne compétente en matière de défense, elle avait été décrite à sa naissance par les Soviétiques comme un « serpent venimeux ». Le président de l'assemblée de l'UEO, M. Jean-Marie Caro, député UDF du Bas-Rhin, entouré de MM. Fer-rari Agradi (démocrate-chrétien, Italie) et Hartmut Soeli (social-démocrate, RFA) a donc éprouvé quelque satisfaction à être reçu avec beaucoup d'égards par les responsables soviétiques. Il a notamment ren-contré M. Anatoli Dobrynine, chargé au secrétariat du comité cen-tral des relations internationales. Ce peu à l'avance, que l'URSS était prête à une concession majeure à propos des missiles nucléaires à

courte portée en Europe. DOMINIQUE DHOMBRES.

# M. Reagan « protégera » les intérêts de ses alliés

(Suite de la première page.) Or, s'il arrive parfois, après des contradictions de ce genre, qu'une mise au point officielle fasse le président a été mal compris, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Fitzwater, a

cette fois-ci confirmé : Washington est bel et bien favorable à des négociations « simultanées », qui, a-t-il dit, « donneront le type de caranties - recherchées par les

Frats-Unis. Il y a, bien sûr, là beaucoup d'optimisme puisque, même acceptée par les Soviétiques, une

formule de simultanéité des pourparlers ne garantirait pas en ellemême qu'un accord sur les FNI ne laisserait pas à l'URSS - ne serait-ce que pour un temps -l'avantage de ses missiles de courte portée ou ne lui donnerait pas la possibilité d'accentuer sa pression contre les forces nucléaires française et britannique. Il est, à cet égard, frappant que M. Gorbatchev n'ait pas omis, vendredi, d' a inviter Paris, Londres et Bonn à contribuer pour leur part à débarrasser l'Europe des missiles nucléaires ».

#### « Nouveau sérienx »

M. Reagan a réaffirmé que la question de la vérification et celle des SRINF devaient être résolues d'une manière à - protéger les intérêts de sécurité de nos alliés », dont les préoccupations sout « centrales », a-t-il ajouté, en expliquant que les Etats-Unis ne pourraient pas « permettre que le bénéfice obtenu par la réduction des missiles FNI solt miné ou contourné par la poursuite du déséaullibre sur les missiles de plus courte portée ».

La tonalité générale de ce discours, rédigé avant même que ne soit connu celui de M. Gorbatchev, a été toutefois nettement positive. M. Reagan n'a, en particulier, pas hésité à parler d'un · nouveau sérieux montre par les Soviétiques au cours des récentes semaines », et il a qualifié de créneau en personne pour pour-

« claire possibilité » une » percée fendre les agissements du KGB.

dans les conversations sur les Pour le chef de la Maison Blan-

che, l'opération d'espionnage montée contre l'ambassade américaine à Moscou ne doit pas empêcher d'aller de l'avant, car - quiconque est familier du régime soviétique (...) comprend que de telles actions ne constituent pas une surprise ». Quant à l'évocation des autres grands dossiers des relations entre Washington et Moscou - de l'Afghanistan aux droits de l'homme en passant par la - guerre des étoiles - - elle n'a pas donné à M. Reagan l'occasion de modifier si peu que ce soit des positions connues et réexposées sans concessions.

#### M. Shultz sur la sellette

Cette volonté d'optimisme sur les euromissiles n'en est que mieux mise en valeur. Le contraste était saisissant avec les lourds nuages qui s'étaient accumulés depuis une dizaine de jours sur la préparation de la visite de M. Shultz à Moscou. Les révélations sur l'ampleur des possibilités offertes au KGB par la trahison de deux gardes de l'ambassade américaine en URSS étaient venues jeter un doute sur le sérieux avec lequel le département d'Etat veille à la sécurité de

ses dossiers. L'apparition de cette suspicion avait alors permis à des milieux qui n'ont pas grande sympathie pour M. Shultz et sa volonté obstinée d'arriver à redonner vie au processus de contrôle permanent des armements de mettre sur la place publique l'affaire de la nouvelle chancellerie des Etats-Unis à Moscou dont les murs ont été bourrés de micros.

Cela se savait depuis plus d'un an, mais on en avait peu parlé et les titres à la « une » des quotidiens n'ont pas amélioré la position du département d'Etat. M. Shultz dut donc monter au

Outre que la réaction soviétique a immédiatement été d'organiser, à Moscou, puis à Washington, de plaisantes conférences de pressedémonstrations sur le fonctionnement des micros américains et que le climat s'en est un peu plus dégradé encore, cette situation a mis M. Shultz en porte à faux.

Il arrive lundi à Moscou avec l'obligation, bien genante sur un agenda déjà difficile et chargé de protester fermement contre l'espionnage soviétique et, surtout, dans une position personnelle bien moins bonne qu'il n'aurait pu l'espérer.

Avant son départ, M. Shultz a essuyé une nette défaite dans l'éternelle bataille d'influence qui l'oppose au secrétaire à la défense. Donnant raison à M. Weinberger dont toute l'énergie est mobilisée à empêcher un ralentissement du programme de défense stratégique, M. Reagan a durci les positions américaines sur plusieurs des problèmes que M. Shultz aura à évoquer à Mos-

Le secrétaire d'Etat n'aura, en conséquence, pas la possibilité d'explorer les propositions soviétiques de compromis sur la question des essais nucléaires; il devra annoncer un raccourcissement de dix à cinq ans du délai durant lequel Washington serait disposé à suspendre le déploiement de systèmes antimissiles en échange d'un accord sur la réduction des armes stratégiques; cette éventuelle reduction, enfin, devrait être désormais menée sur sept et non plus cinq ans.

Plus encore que leur adoption par M. Reagan, l'immédiate parution de ces instructions dans la presse a semblé sérieusement atteindre le moral des fonctionnaires du département d'Etat certains n'était pas loin de considérer que les obstacles à des progrès commençaient à devenir réels. Un sentiment contredit par l'optimisme relatif manifesté de son cóté par M. Reagan.

BERNARD GUETTA.

# Une prolifération pour un emploi interdit

Depuis la première guerre mondiale où elles furent utilisées, les armes chimiques ont changé de nature. Elles étaient, primitivement, des toxines (phosgène, chlore et ypérite) ayant des effets suffocants ou vésicants. Elles sont devenues, ensuite, des produits plus élaborés : des neurotoxiques agissant sur la transmission de l'influx nerveux. Aujourd'hui, les armes chimiques sont des neurotoxiques de type binaire, c'est-à-dire que, sous l'effet d'un choc ou d'une explosion, deux produits, inoffensifs tant qu'ils sont isolés l'un par rapport à l'autre dans des réservoirs séparés, engendrent, en se mélangeant dans la munition larguée ou tirée, un produit gravement toxique.

C'est la raison pour laquelle le problème du contrôle de la production, puis du stockage de cas produits binaires, en apparence noffensits lorsau ils sont séparés, est la difficulté majeure de négociations internationales, telles qu'elles ont lieu régulièrement à Genève sous les auspices de

En effet, c'est déjà à Genève, le 20 juillet 1925, qu'une convention internationale a prohibé l'emploi des gaz asphyxiants, toxiques ou similaires, mais pas leur fabrication ou leur stockage éventuels. La plupart des signa-taires (dont la France) ont même été jusqu'à se réserver la possibilité d'utiliser l'arme chimique er riposte à une agression (ce qui revient à dire que, seul, l'emploi en premier est interdit).

L'Union soviétique, qui a signé le protocole de Genève, est créditée d'une importante capacité dans le domaine des armes chimiques. Elie disposerait de plusieurs centaines de milliers de tonnes (entre 300 000 et 700 000, selon différentes estimations) de toxiques (sous forme de composés organophosphorés), fabriqués dans, au moins, dix usines chimiques et adaptés à toutes les situations tactiques (obus, roquettes, missies et conteneurs d'avion). On évalue à soixante mille hommes le personnel, entraîné, des formations spéciali-

sées dans l'emploi. De leur côté, les Etats-Unis disposent d'un stock estimé à 40 000 tonnes. Mais le tiers de ces munitions seulement serait en état opérationnel, le reste prése tant des fuites ou n'ayant pas le système de lancement adéquat. A l'heure actuelle, cependant, huit usines, sur le territoire améri-cain, cherchent à mettre au point des armes chimiques plus opérationnelles à pertir de munitions binaires d'artillerie et d'avion.

La France, pour sa part, a explicité à plusieurs reprises depuis deux ans sa position, par l'intermédiaire du président Mitterrand et de la dernière loi de programme militaire soumise. présentement, au vote du Parle ment. Seuls, pour l'instant, des équipements de protection et de décontamination ont été distribués dans les armées françaises, bien que de tels équipements scient pénalisants en combat pulsou'ils diminuent les canacités des unités en coération. La France a fait savoir qu'elle n'avait aucune raison de s'interdire de telles armes, dans sa panoplie, c'est-àdire des armes chimiques offensives et défensives, si les conver sations internationales

VARSOVIE

La seconde journée de la visite à Varsovie de M. Jean-Bernard Rai-mond, ce samedi 11 avril, devait illustrer de manière assez spectaculaire les deux aspects de la politique française à l'égard de la Pologne. Dialogue avec le pouvoir, puisque le ministre français des affaires étranministre trançais des graires etrair-gères a été reçu tôt le matin par le général Jaruzelski avant une série d'autres entretiens, notamment avec le premier ministre; et souci de « ne pas décourager » l'opposition, de ne pas ignorer une composante majeure de la réalité polonaise. M. Raimond a invité cette opposition, ou da moins quelques-uns de ses éminents représentants, à déjeuner à l'ambas-sade, et il devait ensuite déposer une gerbe sur la tombe du Père Popie-luszko, assassiné par des officiers de la police politique en 1983. Le direc teur des affaires politiques du Quai d'Orsay, M. Noiville, lui-même ancien ambassadeur à Varsovie comme M. Raimond, devait pendant le même temps se rendre à Gdansk pour saluer M. Lech Walesa.

Au total, une série de gestes assez appuyés, sensiblement plus en tout cas que le strict minimum. La liste des invités au déjeuner de l'ambassade va en effet bien au-delà des anciens « amis » que M. Raimond avait déclaré par avance vouloir ren-contrer - ou alors il s'agit d'amis de cteur, puisqu'on y trouve Zbigniew Bujak, ancien dirigeant clandestin de Solidarité, qui avait défié le régime pendant des années et est aujourd'hui membre du conseil pro-visoire (et illégal) du syndicat. Au

côté de cet ouvrier, une série d'intellectuels représentant clairement Solidarité, comme MM. Geremek, Onyszkiewicz, Adam Michnik, eurs membres du club des intellectuels catholiques, comme MM. Wielowieyski et Stelmachowski, et le directeur de l'hebdomadaire Tygodnik Powszechny, M. Turowicz

Il reviendra aux autorités de Varsovie de décider si elles souhaitent ignorer ce comportement, après tout adopté de manière plus ou moins voyante par presque tous les hommes politiques occidentaux en visite en Pologne, soit, au contraîre, de considérer que la France · aggrave · son cas. Les responsa-bles de Varsovie affectent en effet toujours de tenir Paris pour seul responsable du coup de froid de ces dernières années.

# Un « dialogue

An cours des premiers entretiens. ndredi, entre M. Raimond et M. Marian Orzechowski, ministre onais des affaires étrangères, ce dernier a évité de trop insister sur le passé. An contraire, il a sonhaité qu'un - dialogue ouvert - s'instaure entre les deux pays et exprimé l'espoir que la venue de M. Raimond - première visite depuis six ans d'un ministre français des affaires étrangères – donne « une nouvelle impul-sion aux relations bilatérales ».

L'habituel tour d'horizon consacré aux rapports Est-Ouest et au désarmement n'a guère apporté

polonaises ne se distinguant en rien du point de vue soviétique, l'intérêt de la conversation est limité.

Comme prévu, M. Raimond a été prié de s'expliquer sur une phrase dans laquelle, conjointement avec M. Genacher, il avait évoqué la possibilité de modifier les frontières enropéennes « conformement du droit international et par des moyens pacifiques » (le Monde du 5 novembre). Il a assuré ses interlocuteurs qu'il ne s'agissait dans son esprit que de laisser la porte ouverte à une éventuelle réunification du peuple allemand et nullement de remettre en cause les frontières pales ellemandes. Il a cité à contière de la contraine de la polono-allemandes. Il a cité à ce propos ce qu'avait dit le général de Gaulle il y a vingt ans alors que pré-cisément il se trouvait en Pologne. Les Polonais voudraient d'ailleurs commémorer ce voyage dont ils avaient été fort satisfaits, par exem-ple par une visite de M. Chaban-Delmas, président de l'Assemblée

De part et d'autre, on s'est déclaré désireux de développer les échanges économiques, mais M. Raimond n'a pris aucun engagement, en particulier en matière de crédits. En revanche, le ministre français a annoncé une augmentation sensible des sommes consacrées à la coopération culturelle et technique - en particulier des bourses plus nombreuses, un effort pour l'enseignement du français en Pologne (qui avait fait ces dernières années l'objet de menaces de la pari des officiels polonais). La France va aussi faire don de quatre appareils de dépistage du SIDA.

# « Le chapitre Solidarité n'est pas clos »

(Suite de la première page.)

» De cette manière Solidarité est fidèle à sa philosophie propre, qui est de ne pas être un mouveme politique : les programmes politiques s'organisent autour du mouvement et non à l'intérieur.

» Et puis, il a l'action syndicale dont l'importance est mal perçue, aussi blen en Pologne qu'à l'étranger. Elle se manifeste à travers la fidélité des adhérents, le paiement des cotisations, la défense des avandes cotisations, la défense des avandes cotisations. tages sociaux et des conditions de travail. Solidarité veut aussi exercer une pression sur la justice locale, d'autogestion où eile est présente. Il s'agit d'un mouvement clandestin cherchant des moyens d'existence légale, qui sait que son programme se réalise partiellement par l'inter-médiaire d'institutions officielles.

### «Survivre. c'est conserver un rôle symbolique »

En formulant des exigences Solidarité obtient que les syndicats officiels en tiennent compte, et même cherchent parfois à aller plus loin. Dans le cas des augmentations de prix, Solidarité a défini en janvier son attitude. Et, deux mois plus tard, les syndicats officiels out présenté leurs revendications dans un langage similaire, y compris celle de l'indexation des salaires. Il est vrai qu'ensuite ils ont reculé et que l'opération peut apparaître comme une manœuvre. Il reste que cette exigence a été formulée

- Tout ce travail est peu spectaculaire et ne correspond peut-être pas à l'attente de l'opinion étrangère, ni à celle des Polonais, qui voudraient que Solidarité exprime avant tout les aspirations nationales. Mais, pour le mouvement, survivre en ttendant un moment plus favorable, c'est conserver son rôle symbolique, ses mythes propres, tout en faisant ce travail sur le plan syndical.

- Vous avez lié votre nous, votre existence politique, à Solidarité. Mais n'avez-vous pas le sentiment qu'il serait temps de tirer au trait, d'essayer autre chose?

- Non, je crois que le chapitre Solidarité n'est pas clos. Ceux qui le pensent se trompent profondés



C'est pour une qu'estime évolution. C'est pour nous une paremment une partie de l'épis-question-clé.

- Je ne pense pas que ce soit l'attitude de l'Eglise polonaise, qui reste consciente de l'importance de Solidarité. Mais il est vrai que, parfois, on perçoit comme un reflet de la propagande officielle, de la théorie des « conspirations perverses », qui va de pair avec la conviction que l'existence de Solidarité empêche une évolution positive de la situation interne. C'est un raisonnement

 Plus de cinq ans après la proclase trouve toujours en état de « conflit civil », et le pouvoir essaie toujours d'apprivoiser l'opposition, de la faire entrer dans le système. Or la raison d'être de Solidarité, c'est son indépendance. Le pouvoir doit admettre la nécessité d'un pluralisme institutionnel. C'est aussi dans son intérêt. Il pourrait, dans cette hypothèse, trouver un partenaire en Solidarité à condition de respecter

### La « dynamique » de M. Gorbatchev

- Au début des aunées 80, la Pologne était le pays par qui le scaudale arrivait, l'espoir aussi pour l'Europe de l'Est. Maintenant, c'est plutôt sur un bomme, un Russe, qui est aussi le chef du Parti com niste de l'Union soviétique, que semble se reporter cet espoir. N'en concevez-vous pas un peu d'amer-

- Certes, en considérant l'espace de la Pologne, on ne peut s'empé-cher de constater que, sauf en 1918, les grands mouvements nationaux, les insurrections en particulier, se sont toujours produits au mauvais moment: 1830, 1863, 1944... Mais is situation actuelle ne me rend pas amer. Au contraire, je crois que la politique de Gorbatchev est intéressante et importante pour la Pologne, et à mon seus, pour Gorbatchev, la Pologne est un fait très significatif. L'expérience polonaise prouve qu'un système non démocratique peut se permettre d'aller très loin dans le sens de la démocratisation puisqu'il s'avère qu'on peut insérer un mouve-ment par la force sans problème

- Cela dit, il n'y a pas de liaison obligée entre modernisation de l'éco-nomie et démocratisation. L'alternative est la suivante : ou bien on compte sur l'aide de l'Occident pour parvenir à moderniser l'économie ou bien on mise sur l'utilisation des énergies internes, auquel cas la

démocratisation est nécessaire. » Je me demande également si la modernisation = actuelle touche aussi, dans l'esprit de Gorbatchev, les principes sur lesquels est construit l'empire soviétique. Jusqu'à présent on ne distingue que des signes plutôt ténus d'une telle

 Mais ce qui frappe surtout, c'est qu'actuellement, du côté polonais, on ne constate qu'une stagnation, alors que la dynamique apparaît du côté soviétique. Depuis septembre 1986, depuis la libération des prisonniers politiques, les autorités n'out fait, ici, aucun pas supplémentaire, aucune ouverture. On attend toujours une réforme profonde de l'économie et, d'autre part, un processus de démocratisation - et non pas de libéralisation. La libéralisation, c'est l'octroi de libertés. Ce que les Polosations propres, faire entendre leur propre voix. En ce sens, la dynami-que de Gorbatchev n'a pas encore trouvé d'écho en Pologne. Mais nous arrivons, je crois, à un moment cru-

- Les dirigeants polonais ac se demandent-ils pas, comme hean-coup d'autres, si Gorbatcher va pouvoir se maintenir lougtemps, et avec lui sa politique?

- C'est sûrement là un des éléments qui les ont paralysés jusqu'à présent. Mais pour que « ça dure » il faut se décider. On ne peut plus

 Vous êtes l'une de ces person natités que les responsables occi-dentaux en visite à Varsovie ne maquent jamais de rencontrer des qu'ils en ont la possibilité, Quel peut encore être l'intérêt de ce type de rencoutre rituelle ?

- En effet, c'est devenu un rituel, mais il est important. Les hommes politiques occidentaux ne rencontrent pas des personnes pri-vées mais bien des représentants de l'opposition en tant que tels. C'est là une reconnaissance d'un pluralisme qui existe de fait en Pologne. Fy vois un appui donné à la société civile polonaise, mais aussi aux tendances à la démocratisation qui émanent du pouvoir communiste lui-même. »

#### Propos recueillis par JAN KRAUZE.

 Des manifestants polonais demandent le ratrait des troupes soviétiques. — La police a inter-pellé, le vendredi 10 avril à Cracovie, une quinzaine de militants du mouve-ment écolo-pacifiste polonais Liberté et Paix (WIP) qui envisageaient de manifester devant le consulat d'URSS pour exiger le départ des troupes soviétiques stationnées en Pologne, a constaté un journaliste de l'AFP. Au cours d'une conférence de presse, un porte-perole du WIP a déclaré que les manifestants devaient remettre au consulat géné-ral d'URSS un message destine à M. Gorbetchev réclamant le départ des troupes soviétiques de Pologne et des autres pays de l'Europe de l'Est, la dissolution simultance de l'OTAN et du pacte de Versovie, et la création d'une Europe indépenda des deux superpuissances, les Etats-

# Le doute sur l'identité de l'accusé

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le procès de John Demjanjuk fait relâche jusqu'au 21 avril, en raison des fêtes de Pâques, juive et chré-tienne. Après trente et une journées d'audience, c'est l'heure d'un premier bilan : le doute sur l'identité de l'accusé n'a pas été entièrement dis-Certes, quatre des cinq survivants

du camp d'extermination de Treblinks cités comme témoins à charge ont formellement reconnu en John Demjanjuk le sinistre « Ivan le Terrible ». Mais, au-delà de leurs émouvants récits, cette identifica-tion du bourreau de Treblinka aurait une valeur encore plus grande si l'accusation pouvait juridiquement l'étayer de manière irréfutable, ce qu'elle n'a pas réusti à faire jusqu'à présent. Pièce maîtresse du ministère public, la fameuse curte d'iden-tité censée avoir été délivrée à Demjanjuk per les autorités allemandes en 1942, larsque celni-ci se trouvait, selon l'accusation, dans le camp d'« entraînement » de Trawniki, en Pologne, fut au cœur des débats durant ces deux dernières semaines.

A Trawniki, la SS «formait» à eurs futures táches de tortionnaires d'anciens prisonniers de guerre capturés sur le front resse, notamment des Ukrainiens comme Demjanjuk

geance. Environ quatre mille « auxiliaires » nazis sont passés à Trawniki entre août 1941 et juillet 1944, date à laquelle l'armée rouge s'empara du camp. Dans leur fuite bâtive, les Allemands de Trawniki n'eurem pas le temps de détruire tous leurs documents, dont la plupart dorment dans les archives soviétiques, le reste étant dispersé en Allemagne, en Pologne et aux Etats-Unis.

**Proche-Orient** 

ISRAEL: le procès de John Demjanjuk

n'a pas été entièrement dissipé

#### Imprécision

La carte d'identité de John Dem-janjuk à Trawniki est-elle un document authentique? Oui, affirme l'accusation. Les policiers améri-cains, en 1981, avaient abouti à la même conclusion avant de retirer sa citoyenneté à l'ancien mécanicien auto de Cleveland. « C'est un faux grossier, thorque la défense. Les Soviétiques l'ont forgé pour punir Demjanjuk d'avoir « trahi » sa mère patrie en s'engageant dans l'armée Vlassov. » L'URSS a transmis dès 1976 une photocopie de ce document à la justice américaine. Elle mit l'original à la disposition d'Israël, il y a quelques mois, grâce à l'entremise du magnat juif américain Armand Hammer.

Selon le document de Trawniki. l'accusé y a subi un entraînement avant d'être affecté au camp

Le duel Pérès-Shamir

# Le premier ministre évoque à nouveau la possibilité d'élections anticipées

M. Shimon Pérès, ministre israé-en des affaires étrangères, a évo-ué, le vendredi 10 avril, la possibi-té d'élections anticipées à la suite es violentes attaques personnelles likoud et ancien ministre des suite des violentes attaques personnelles suite es violentes attaques que es violentes attaques personnelles suite es violentes attaques personnelles suite es violentes attaques personnelles suite es violentes es violentes attaques personnelles suite es violentes es violen lien des affaires étrangères, a évo-qué, le vendredi 10 avril, la possibi-lité d'élections anticipées à la suite des violentes attaques personnelles lancées la veille par M. Itzhak Shamir, premier ministre, à propos de la conférence internationale sur le Proche-Orient.

\*Ces attaques menent à la als-solution du gouvernement d'union nationale », a estimé M. Pérès au cours d'une visite à la Poire du livre à Jérusalem. « Il faut, toutefois, envisager cette passibilité avec sang-froid et patience », a ajouté le dirigeant du Parti travailliste.

« Le processus de paix a des chances d'aboutir : le véritable cauchemar serait de voir la guerre se prolonger éternellement », a pouraux propos tenus par M. Shamir, le chef de file du Likond, qui avait déclaré jeudi que l'idée de conférence internationale était « démentielle » et conduirait Israël « à sa perte». « M. Pérès a dû îmaginei cette idée au cours d'une nuit de cauchemars », avait estimé le premier ministre.

M. Yaakov Tzur, ministre de l'intégration (travailliste), s'est prononcé vendredi pour la dissolution du gouvernement. M. Ezer Weizman, ministre sans portefeuille,

#### Au Liban sud Le chef des observateurs syriens examine les modalités du retrait des Palestiniens de l'est de Saïda

Le chef des observateurs militaires syriens à Beyrouth est arrivé, le vendredi 10 avril à Saïda, pour examiner avec les parties concernées les modalités du retrait des combat-tants palestiniens de trois localités qu'ils occupent à l'est de ce chef-lien du Liban sud.

Scion le correspondant de l'AFP, le colonel Abdel Salam Daghastami s'est entretenu à cet effet, en tête à tête, avec un dirigeant de l'Organisation populaire nassérienne (OPN, prépondérante dans la ville), M. Oussama Saad.

Une délégation de la coalition pro-syrieme du Front de salut national palestinien (FSNP), conduite par M. Abou Maher Yamani, s'est jointe ensuite à la réunion, alors que les représentants du mouvement chitte Amal, dont un membre du bureau politique, M. Haytham Joumaa, prenaient part aux pourparlers en milieu d'après-midi.

Line source reconses ble de PSNID.

Une source responsable du PSNP Une source responsable du FSNP a indiqué que le principe du retrait palestinien des villages conquis le 24 novembre dernier, était « acquis », ajoutant qu' « il restait cependant à savoir qui se déploiera dans ces positions surplombant les camps d'An al-Héloué et de Mych-Much ; cui forment le plus impons Mych», qui forment la plus impor-tante concentration palestinienne (quatre-vingt mille personnes) du Liban.

Amai veut réintégrer les villages de Qrayyeh, Ala-Al-Delb et Jins-naya, et les Palestiniens souhaitent le déploiement d'une force d'inter-recities.

finances, s'est lui aussi affirmé partisan d'un recours aux arnes à court A Washington, te président Rea-gan a déclaré que les Etats-Unis ne s'opposaient pas à une éventuelle conférence internationale de paix au Proche-Orient, mais comprenais l'hostilité d'Israël. - Nous avore travaillé nous-mêmes sur cette

idée, a-t-il dit en réponse à une question, à l'issue d'un discours sur les relations Est-Onest à Los Angeles (Californie). Nous ne pouvous ignorer le fait que, jusqu'à présent, Israël, et avec justesse dans une certaine mesure, s'oppose à l'idée de la participation de l'URSS et des Palestiniens parce que tous deux dénient encore le droit d'Israël à exister en tans que nation. = (AFP).

La grève de la faim

# des détenus palestiniens Arrivée à Jérusalem d'un envoyé spécial

du CICR

Jérusalem. - Un envoyé spécial du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), le docteur Claude Félix, est arrivé, le jeudi 9 avril, en Israël, pour s'enquérir de l'état de santé des prisonniers palestiniens qui observent une grève de la faim depuis dix-sept jours.

Le docteur Félix a en, à ce sujet, une entrevue avec le responsable des services de santé dans les prisons, le docteur Yaakov Zingelbaum, a indiqué le porte-parole de l'administra-tion pénitentiaire qui a souligné que les prisonniers reçoivent des visites régulières de la Croix-Rouge, dont un délégué permanent participait à l'entrepres.

Le porte-parole de l'administra-tion pénitentiaire a affirmé, en outre, que le nombre de Palestiniens détenus pour « raisons de sécurité », qui observent une grève de la faim depuis dix-sept jours, a diminué et n'atteignait plus que six cents pri-sonniers contre plus de trois mille la semaine dernière. Il ajoute que trois cents prisonniers détenus à Hébron en Cisjordanie occupée avaient décidé, vendredi, de cesser leur mouvement et que seuls les détenus de la prison de Naplouse poursuivaient désormais la grève de la faim.

La semaine dernière, le mouvement avait été suivi par plus de trois mille détenus disséminés dans nenf prisons en Israèl et dans les territoires occupés, a précisé le porte-parole qui a estimé que la grève devrait être totalement interrompue dans les deux prochains jours. De sources indépendantes, on a confirmé que le mouvement de grève subit un certain recul ces derniers jours, sans toutefois pouvoir donner une appréciation chiffrée. -(AFP.)

d'extermination de Sobibor. Sa n'est pas mentionnée. L'encre et le papier de la carte d'identité vicament d'être examinés dans des laborarésultats de ces tests seront bientir comms. En attendant, l'accesation a cité sur ce point, comme principal expert, an historien ouest-allemand M. Wolfgang Scheffler, professeur à l'université libre de Berlin.

Pour ce spécialiste, qui témoigna lors d'une quarantaine de procès contre d'anciens nazis, aucun doute : l'hypothèse de la défense ne tient pas. « Du point de vue de l'histo-rien, a-t-il déclaré, ce document est authentique. Pour forger un tel faux, il aurait fallu posséder des dons surnaturels afin de prendre en compte l'ensemble des information nécessaires. Le faussaire aureit dà lieux et de dates avant de recom-truire un véritable puzzle. En vingscinq ans de recherche, nous n'avons d'ailleurs jamais découvert un seul faux de ce type en provenance d'Europe de l'Est.

Fidèle à sa tactique, la défense tenta de mettre en doute la valeur du témoignage et la compétence du témoin. Pourquoi cette différence de 5 centimètres entre la taille de l'accusé et celle indiquée sur le document de Trawniki ? « Ce n'est pas un élément décisif, répondit expert. De nombreux documents de cette époque présentent des imprécisions du même type. En outre, les erreurs d'orthographe et les sautes de transcription étaient chose courante. La défense mar-qua un point lorsqu'elle amena M. Schefiler à reconnaître que le nom de Demjanjuk ne figurait pas parmi ceux des vingt-sept auxiliaires de Trawniki dont il comnaissait

J. Park

e et Said-

14/2: 5786

· Julian .

Entr

1

1.5

WWW P

( TE )

J. W. 12

04.15.74

- 12766

さい 料準

Service 🙉

-: 47 THE

・ペーニ 音を構造

医多性纤维病毒。

250 La 7

25'023

The same 1. L. 2. 14

: 1,2 = pag

\* -- (橋

A SMALL

Name of the state of

.... V. ... \$0

- hetings -

5 912 g

... : A.

1500

"E has been

Trans.

12.000 the same

-- HAT 11.00 · - . Transfer.

- 4 mile.

1 . Sec. 100 100 100 100

1 Sept. 1

一心 年 静 。

1

An fil des semaines, le procès a pris un tour très technique, voire franchement ennuyeux. L'auditoire, plus clairsemé, eut tout de même la surprise, jeudi, d'entendre l'accusé demander la parole. D'une voix grave et ferme, il contesta, en ukraimen. l'avis de l'expert quant à la couleur de l'uniforme des hommes de Trawniki. Faillit-il en dire trop? Se reprenant aussitöt, il ajouta, au grand soulagement de ses avocats. - Je ne me fonde pas bien entendu sur ce que je sais, mais sur ce que j'ai emendu dans cette saile. » On vit aussi Demjanjuk rire avec le geste spontane, lorsque son muer-prète, se fourvoyant dans ses traducste spontané, lorsque son intertions, utilisa l'hébreu au lieu de l'ukrainieu

J.-P. LANGELLIER.

# Asie

CAMBODGE M. Hun Sen souhaite rencontrer

le prince Sihanouk

BANGKOK

correspondance

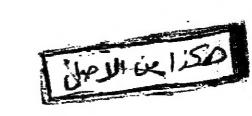
Phnom-Penh vient de proposer une nouvelle fois au prince Noro-dom Sihanouk une rencontre avec M. Hun Sen. Ce dernier, premier M. Hun Sen. Ce dernier, premier ministre de la République populaire du Kampuchéa, le régime instilé par les troupes vietnamiennes en 1979, a formulé cette suggestion dans un message verbal adressé à une haute personnalité française.

M. Hun Sen offre de rencontrer le prince Sihanouk, chef de fille de la résistance antivietnamienne, à Paris, à Stockholm on à Canberra. La teneur du message nous a été confirmée par le prince Norodom Ranariddh, fils et représentant du prince Sihanyah qui e antit de jurice. ndan, his et représentant du prince Sihanonik, qui en avait été informé lors d'un récent séjour en France. « Je doute que M. Hun Sen alt fait une telle offre sans avoir obtenu préalablement l'accord des Vietnamiens », nous a déclaré le prince Ranariddh, qui revient de Pékin, où il a transmis à son père la proposition de Phnom-Penh. tion de Phnom-Peni

tion de Phnom-Penh.

M. Hun Sen avait déjà suggéré une telle rencontre au prince Sihanouk à l'automne 1984, alors qu'il effectuait une visite privée en France. Ce séjour coincidait avec la présence de Sihanouk à Paris. Mais celui-ci, en partie sous la pression de ses partenaires da gouvernement de coalition du Kampuchéa démocratique, avait fini par refuser le contact direct. Le nouveau message du premier ministre de Phnom-Penh survient au moment où l'armée vietnavient au moment où l'armée vietna-mienne effectue une série d'opérations de « nettoyage » diri-gées contre les Khmers rouges et le maquis sihanoukiste dans les provinces du nord du Cambodge.

JACQUES BEKAERT.



Ma williams on the

T. 100

1. 13.2

was to the

OF STATE SEEDS

The second second

. 2. . .

# **Politique**

Le Monde ● Dimanche 12-Lundi 13 avril 1987 5

# L'absentéisme parlementaire en France et ailleurs

# La perfection n'existe pas

« Le droit de vote des membres du Parlement est personnel » : cette petite purase de la Consti-tution (art. 27) n'est-elle plus — si elle a jamais en d'autre réalité — qu'un mot pour rire entre initiés ? On peut se le demander depuis longtemps et surtout après la décision du Conseil constitutionnel qui a, le 23 janvier, refusé de considérer que la seule violation manifeste de cette règle suffisait à entraîner l'annulation d'une loi.

Ainsi, au grand soulagement des députés et sénateurs - et pent-être au lâche soulagement des députés socialistes qui avaient posé cette petite bombe sur la table du Conseil constitutionnel - tout a donc pu rentrer dans l'ordre.

L'ordre, ou plutôt l'ordinaire : la course, à l'instant de la plupart des scrutius publics, de quelques députés dans les travées pour assurer le vote électronique des collègnes de leur groupe massivement absents ou bien la circulation commode, au Sénat, des paquets de voix préparés à l'avance en fonction des effectifs théoriques des groupes, quel que soit le nombre des présents.

An nom de quoi le Conseil constitutionnel aurait-il pu condamner ce que près de trente ans de pratique ont inscrit dans le marbre d'habitudes inébraulables? Les intentions des auteurs de la Constitution de la V.? « Je rous supplie de me pas permettre que le Parlement puisse être décousidéré », implorait en août 1958, devant le comité consultatif constitutionnel, M. Raymond Janot, commissaire du gouvernement.

Tous les éléments du débat furent du reste évoqués à cette occasion. Le vote personnel? «Système rétrograde» affirmait devant ce comité M. Paul Coste-Floret. Un autre membre du comité objectuit : «On semble confondre la lutte contre l'abstentionnisme et le vote personnel : ce sont deux choses différentes. »

Plus tard, à propos de l'instauration des ses-sions parlementaires, M. Léopold Sedar Senghor fera même remarquer : «Pour lutter contre l'absentéisme, le vote personnel sera inefficace, tandis que la brièveté des sessions (...) réduit à néant l'absentéisme. »

M. Janot avait ainsi résumé le problème : « Il est probable que le vote personnel ne résolve pas totalement le problème de l'absentéisme, mais ou ne fera jamais croire aux électeurs, à tort peutêtre, qu'un vote est sérieux si, acquis à une majorité théoriquement importante, il n'a été émis que par un petit nombre de présents. »

Le Conseil constitutionnel a-t-il refusé de rabattre la question qui lui était posée sur une

lecture formaliste de la loi fondamentale ou de faire preuve de fétichisme des intentions des « pères » de la Constitution ? De ceux au moins qui estimaient, comme M. Michel Debré, présentant devant le Conseil d'Etat, le projet de Constitution: « Ouand on veut briser de mauvaises habitudes, il faut de vigoureux impératifs.

Les juges constitutionnels out préféré rai-conner ainsi : « Pourquoi annuler une loi irrégulièrement votée, il est vrai, par des députés absents et non « excusés », alors que le résultat, dans ce cas au moins, eût été le même s'ils avaient été présents ? », ce qui a'est guère contes-table si l'un accepte d'assimiler le vote d'une loi à... une élection.

Ou bien le Conseil constitutionnel 2-t-il cru faire preuve, tout simplement, de réalisme et de pragmatisme? N'a-t-il pas su ou voulu mesurer l'ampleur et le caractère salutaire de l'électrochoc qu'une mesure plus sévère eût imprimé au fonctionnement des Assemblées? La réponse appartient à l'avenir que dessineront peut-être pour le Parlement français l'application progressive de la limitation des cumuls et la mise en place graduelle de la décentralisation.

Elle dépend aussi de l'aptitude et de la volonté des futurs parlementaires français de briser la chaîne invisible mais infrangible qui les rattache pour le moment à leurs prédécesseurs des Républiques précédentes : celle de l'absentéisme.

Ce constat est souvent jugé excessif on caricatural. Il ne tiendrait pas compte, en particulier, du temps consacré par de nombreux députés aux travaux en commission. Il faut croire que cette assiduité-là non plus n'est pas constante puisque l'on a encore vu le 8 avril en commission des lois l'examen du projet de loi sur l'organisation du référendum en Nouvelle-Calédonie interrompu.

Sur trente-six présents, dix-sept députés de gauche avaient pu imposer temporairement à quinze de leurs adversaires politiques l'irrecevabilité du texte. La commission des lois compte soixante-treize membres...

La question et les solutions apportées ou esquissées ne concernent pas la seule réalité française. On lira ci-dessons la description des règles et des pratiques qui président, en Italie, en Grande-Bretagne, en République fédérale d'Allemagne et aux Etats-Unis au bon usage de l'assiduité et de l'absentéisme parlementaires,

Deux conclusions an moins s'en dégagent : mulie part la situation n'est simple et la perfection parlementaire ne paraît pas être de ce monde.

# RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE: à l'amende

Une scène étrange sait partie de la tradition du Bundestag, le Parlement ouest-allemand, lorsque on dernier est en session. Plusieurs fois par jour, une sonnerie retentit. Sortant alors de leurs bureaux, de la buvette ou du restaurant, selon les heures, quelques centaines d'hommes et de femmes se précipitent vers la salle des séances. La sonnerie indique que Fon va passer an vote.

Une raison impériouse pousse les députés ouest-ellemends vers leurs bancs : le vote des députés est per-sonnel et obligatoire. Cenx qui viendraient à manquer à ce devoir se voient appliquer une amende de 75 marks (environ 250 francs) par

Néammoins, un «forfait absentéisme » est prévu pour ceux qui «sèchent» une ou plusieurs journées de la session parlementaire : français. 80 marks pour une absence excusée et 150 marks pour une absence non

Le règlement, faut-il s'en étonner, est appliqué avec un rigorisme tout germanique par le bureau de l'Assemblée. Ainsi, un parlementaire parti déjeuner en ville verra son addition considérablement aug-

Cette rigneur dans le traitement de l'absentéisme parlementaire se justifie per le statut particulier des députés de la RFA. D'une part, la mostié d'entre eux (248 sur 496) ne sont pas des éins de circonscriptions, et n'ont pes de comptes à rendre à des électeurs directs (le Monde du 22 isnvier).

D'autre part, le cumul des mandats est également proscrit par la Constitution du pays. Un député ne peut donc pas justifier d'autres activités politiques pour déserter les banes du Bundestag. La régionalisation et le rôle

important des élus dans les parle-ments des Länder-dispensent aussi les membres de Bundestag d'exercer ce rôle d'assistante sociale qui re les riches heures des députés Enfin, une vingtaine de semaines annuelles de vacances parlemen-

teires permettent any dém allemands d'aller, s'ils le désirent, prendre le pouls de l'Allemagne profonde... ou rencontrer leurs concitoyens sur les plages méditerra-

# **GRANDE-BRETAGNE:** les mœurs policées d'un grand club

de notre correspondant

Le fidèle respect des traditions du très ancien Parlement britannique limite considérablement l'absentéisme. Des plus simples et désuets. table démarche, au sens physique du terme. Pour exprimer leur choix, les députés doivent franchir l'une des deux portes situées de part et d'autre du siège du président, le speaker, la porte des « pour » (ayes) ou celle des «contre» (noes). Le vote à la Chambre des communes est donc strictement personnel; toute délégation ou procuration est

Malgré la rigueur de ce système, la présence de tous les députés est loin d'être requise à chaque séance. Non seulement parce qu'il n'y a pas toujours un scrutin portant sur un breuses motions concluant un débat. Mais encore parce que majorité et opposition peuvent convenir d'un étrange subterfuge. En cela, la Chambre des communes prouve qu'elle est «le plus prestigieux des clubs», où se réunissent des gens de bonne compagnie, quelle que soit l'âpreté de la lutte politique.

Quand un vote est prévu, un député peut en effet s'absenter, en

gues du parti adverse pour qu'il s'absente également. Cela afin de ne pas modifier le rapport de forces fixé par le résultat des dernières élections. On a fréquemment

recours à cette convention. Cependant, pour éviter qu'elle ne conduise à des abus, les responsables du programme hebdomadaire des travaux de l'Assemblée soulignent d'un trait l'intitulé des séances au cours desquelles un scrutin important est à l'ordre du jour. La présence de tous est alors nécessaire. Toutefois, cette mobilisation est assez rare, lorsque - c'est le cas actuellement - le gouvernement dispose d'une confortable majorité.

An contraire, quand le moindre scrutin est susceptible de mettre en péril le parti au pouvoir, les députés doivent rester en permanence à Londres et être prêts à tout moment à se rendre précipitamment à la Chambre, s'ils ne s'y trouvent pes.

En dépit d'une procédure exigeante, l'absentéisme existe, et l'une des raisons pour lesquelles les députés continuent de refuser l'introduction des caméras de télévine veulent pas présenter à leurs électeurs le speciacle d'une Chambre

FRANCIS CORNU.

# **ITALIE**: une tradition

de notre correspondant

Les parlementaires italiens sont parmi les derniers au monde à être en service de façon ininterrompue -bormis naturellement durant les vacances d'été, Pâques et Noël. En théorie. Pour apprécier la réalité, il suffit de regarder la RAI (télévision publique) qui, beaucoup plus fréquemment qu'en France, montre des images de séances parlementaires et s'attarde complaisamment sur des bancs souvent désespérément vides.

Comment les projets et propositions de loi sont-ils approuvés? Chez les députés, le vote secret est obligatoire. Le règle selon leque les délibérations de l'Assemblée et des commissions en procédure légis-lative ne sont pas valables si elles ne sord pas prises à la majorité de leurs membres - est étrictement appliquée. Aucun texte de loi no peut donc, en principe, être approuvé s'il y a moins de 316 députés en séance (1).

Pour éviter que les députés ne soient en permanence sur la brèche. les travaux sur les textes de loi sont concentrés sur les mercredi et jeudi. En outre, depuis le 22 février 1987. une formule encore expérimentale durée du travail de la Chambre.

L'abolition du scrutin secret chez les députés est un thème récurrent du débat institutionnel en Italie. Comme il est inévitable, en effet, certains contestataires, courageux mais pas téméraires, ou des ambitieux désireux de hâter dans l'ombre l'avènement d'un prochain gouver-nement où ils espèrent figurer, profitent de cette particularité pour s'opposer à des textes proposés pa leur majorité, sinon par leur propre parti. Ainsi s'explique la chute de plusieurs gouvernements au cours de

ces dernières décennies. Au Sénat, la pratique courante avant l'ouvertu pour l'approbation des projets et de s'abstenir.

levée. L'article 107 du règlement du Sénat présume qu'il existe toujours le nombre légal de présents requis pour délibérer, en contradiction avec l'article 64 de la Constitution, qui dispose que « les délibérations de chaque Chambre et du Parlement ne sont valables que si elles sont prises en présence de la majoprévoit que la vérification du nom-bre légal est de droit si huit sénateurs au moins la demande

Cela arrive rarement; mais toujours, naturellement, à propos des textes les plus disputés, tel celui du budget. Dans ce cas, on vote par appel nominal ou par le dispositif électronique. La clé en est personnelle ; elle ne peut pas être prêtée à un collègue de parti afin qu'il vote à la place d'un absent. - Violer cette règle serait une grossière incorrection et cela ne se fait pas », précise. u choque par notre q un fonctionnaire de la direction du règiement.

Le taux d'absentéisme ordinaire au Sénat est impossible à calculer puisque le nombre légal est présumé exister toujours. A la Chambre, on pourrait retrouver, grâce à l'ordinateur, le nombre de présents à chaque vote. Comme il serait de toute facon supériour à 50 %, le contre de documentation automatique ne s'inté-resse pas à ce chiffre. Il établit en revanche des statistiques par parti. On observe ainsi qu'à l'occasion de 1 104 scrutins électroniques effectués en 1986, en soixante-seize séances, le moins assidu des partis a été le Parti libéral, avec 36 % d'absences, et le plus sérieux le PCI, avec 11,5 % de défections seule-

JEAN-PIERRE CLERC.

(i) En réalité, un député « en mis-sion » est compté présent. De même celui qui s'éclipse après avoir déclaré, avant l'ouverture du vote, son intention

# Un an de cohabitation « à la française »

# Entre phantasme et nostalgie?

Les manes du général de Gaulle pu mettre en scène « deux pouvoirs et les esprits rigoureux n'out rien pu y faire : la France ne vit pas depuis le lendemain du 16 mars 1986 en situation de dyarchie. Ou plutôt : la chose est sortie des urnes, mais le mot est resté dans les livres.

Même M. François Mitterrand n'a pu se faire entendre : l'appella-tion qu'il primait — à défaut d'avoir sonhaité la réalité correspondante, - la « coexistence institutionnelle : n'a pas non plus fait florès. Un seul label s'est imposé, pour qualifier la phase actuelle de la vie publique : la cohabitation.

Un an après, quel regard pent-on porter sur ce mot st cette chose à la fois banals et singuliers échus en partage à une Ve République qui ne croyait qu'à demi à semblable péripétie, tout en évoquant régulière-ment son inéluctable survenue ?

Banalité et singularité : les deux journées de réflexion consacrées les 3 et 4 avril à Paris par l'Association française de science politique avaient inscrit volontairement sons cette double bannière la cohabitation dite « à la française » qui en était le sujet. Pourquoi « à la francaise - ? S'il existe, soulignait M. Jean-Claude Parodi, une cohabitation « à l'israélienne, à l'autrichienne (...), à l'américaine, à la chilienne du temps d'Allende », la situation française, parmi tant de points de référence, est sans équivaleut (sauf, à la rigueur, à évoquer le cas du Portugal, aussitét après sa

révolution). On connaît les ingrédients du cocktail français, placés dans leur erspective complexe par M. Parodi : une cohabitation d'après législatives (et non d'après élection présidentielle, cas de figure qui reste à expérimenter). Une situation largement définie, d'antre part, par sa durée (deux aus au plus). D'autres effets de calendriers électoraux différemment ajustés auraient tout aussi bien

de légitimité électorale pratiquent de même ancienneté ».

Deux ans, pas plus (pour cette fois), avec pour conséquence ce que M. Parodi a nommé une certaine · non-gestion du temps - spécifimelle) et les fruits (une majorité ultracourte) des élections du 16 mars ; l'arrivée du Front national à l'Assemblée; enfin, la désumon continue de la gauche et l'union souvent conflictuelle de la droite. De tous ces traits du tableau de l'actuelle cohabitation à la française, lesquels retenir comme pro-pres à en illustrer la spécificité ?

### Le personnage central

La question ne souffre à vrai dire de réponse qu'une fois évoqué le per-sonnage central de la toile ; le chef de l'Etat. Sa posture, a encore suggéré M. Parodi, n'est en effet pas la cerectéristique la moins originale de l'ensemble, s'il est vrai que M. Mit-terrand incarne une parfaite « soumission tribunicienne ».

Soumission parce que la situation nonveile a déplacé le centre du pou-voir de l'Elysée à l'hôtel Matignon, entre les mains d'un premier ministre que le président n'a pas «donné» à la France mais reçu des résultats du 16 mars.

Défense et diplomatie constituent les deux seules vraies exceptions à cet état de choses. Fruit d'un large consensus? Somme disparate, a au contraire souligné M. Samy Cohen, de « ralliements sincères et de ralliements tactiques », explicables par la seule crainte d'un conflit majeur aux conséquences politiques incalcu-

Bien sûr M. Chirac a tenté de «grignoter» tel on tel des grands

dossiers-défense du président. Mais ce fut pour reculer aussitôt après en bon ordre. Et la plupart des pays étrangers continuent à considérer M. Mitterrand comme l'interlocu-

teur le plus important, que ce soit par « inertie, calcul ou obligation ». Soumission tribunicienne : M. Mitterrand accompagne ses propres replis, dans les autres domaines, d'un discours très habilement dosé et proféré qui ne parle que... de son refus de se soumettre, des limites à ne pas dépasser et des grands principes à ne pas transgresser. Sans ignorer que M. Chirac n'en

Au fond, a soutenu M. Parodi, M. Mitterrand a admirablement fait croire qu'il ne s'était pas soumis ». Il a fait « exactement ce que Valéry Giscard d'Estaing disait [en 1978] qu'il ferait tout en affir-mant qu'il ferait le contraire ».

Il est permis de se demander si cette partie fascinante du tableau n'éclipse pas les autres. Le parti socialiste en tout cas ne peut guère, a établi M. Hugues Portelli, que se placer, dans son action comme dans son inertie, dans la grande ombre présidentielle. Pour le reste, on s'essouffle vite à tenter de décrire ce que la cohabitation induit de spécifique dans le comportement du Front national ou dans le fonctionnement institutionnel (Assemblée nationale,

#### Ferven et défaveur

En grattant la surface des impressions dominantes successives de l'opinion publique à propos de la cohabitation : « ferveur » d'avril à décembre 1986, « défaveur » depuis, en attendant peut-être d'autres revirements, M. Jérôme Jaffré dégage de son côté quelques indications interessantes, mais qui

n'engagent rien de fondamental, ni ne préjugent de l'avenir proche : - lien - étroit » entre les juge-

la politique menée depuis un an : - absence de lien, au contraire, entre le thème barriste anticohabita-

tionniste et le barrisme électoral ; - parallélisme enfin entre la baisse de popularité de la cohabitation et le basculement des électeurs de droite.

Un dernier trait cependant apparaît plus éclairant : faible dans le cas de MM. Mitterrand et Barre, le lien entre perception de la cohabitation et positionnement pour l'élection présidentielle apparaît beaucoup plus fort (bien qu'en déclin) pour M. Chirac. Signe d'une « prime » électorale, si infime soit-elle, éventueliement puisée dans les rangs de la droite par un François Mitterrand candidat à sa propre succession?

Mais pas plus que d'autres, cette indication ne permet de déchiffrer entièrement la cohabitation à la française dont les petites péripéties se déroulent quotidiennement sous nos yenz. Longuemps l'hésitation demeurera entre les deux lectures toujours possibles : la cohabitation comme concurrence entre autorités institutionnelles (la présidence et le couple Assemblée-gouvernement) on comme concurrence entre légitimités électorales.

Peut-être même, suggérait M. Parodi, parenthèse bientôt refermée, s'effacera-t-elle, au prix d'un réagencement plus traditionnel des éléments du tableau, ne laissant subsister qu'un . phantasme et une nostalgie ». Le phantasme d'une question demeurée en partie en suspens : qui a exercé le pouvoir ? Et la nostalgie de ce phantasme : le . désir de voir revenir quelque chose qui n'aura peut-être jamais existé ».

MICHEL KAJMAN.

# **ÉTATS-UNIS:** l'éthique et l'astuce

WASHINGTON correspondance

Anx Etats-Unis, le vote par procuration n'est pas admis dans les séances plénières de la Chambre des représentants et du Sénat. En revanche, dans les commissions, on peut voter selon ce procédé si une majorité des membres de la commission

Bien entendu, au Sénat comme à la Chambre, des arrangements privés sont possibles. Un partisan et un adversaire du projet de loi en discussion penvent s'entendre pour décider de ne pas participer au vote. Mais la formule n'est sanctionnée par ancun règlement.

En fait, les parlementaires des deux Chambres votent selon deux systèmes : le voice vote qui est 'équivalent d'un vote à main levée. Le président de séance invite les représentants ou les sénateurs à dire oui » ou « non » et il est scul juge d'apprécier si les « oui » l'ont emporté sur les - non - ou inverse-

Mais, à la demande d'un membre. il est obligé de faire procéder à un recorded vote (vote enregistré). Avec l'introduction du « vote élec

tronique » le système du roll-call (l'appel nominal) n'est plus néces-(Tappel months) is est price incessive. Chaque parlementaire place la carte magnétique portant son nom dans une boîte, et son vote apparaît sur un panneau électronique qui enregistre et en même temps comptabilise l'ensemble.

Cette carte est personnelle. Théoriquement, elle pourrait être utilisée par un tiers, mais les parlementaires respectent « l'éthique professionnelle - et on ne signale pas d'infraction à la règle.

En fin de compte, sénateurs et représentants, en liaison avec leurs « whips » respectifs, sont astreints à faire acte de présence à deux lementaire : d'abord à l'ouverture de la séance quand il s'agit de réunir le quorum - soit à la moitié plus un du total des membres - nécessaire à l'ouverture des travaux. Puis au moment de la conclusion du débat quand il s'agit de passer au vote. Mais pendant le débat, les absents sont nombreux, particulièrement en fin de semaine quand les parlementaires s'apprêtent à partir en weekend pour leurs Etats et circonscriptions respectifs.

HENRI PIERRE

# **Politique**

Le débat parlementaire sur la Nouvelle-Calédonie

# Le RPR isolé face à la coalition des inquiétudes

que le calme règne dans le terri-toire, a dit le délégué national du PS

aux DOM-TOM, M. Robert Le Foll

(Seine-et-Marne), mais inutile, car

rien n'est prévu pour l'avenir; dan-gereux, car il va dresser les commu-

nautés les unes contre les autres, et

nuisible pour la France et son image

Après avoir affirmé, à l'intention

des héritiers politiques du général de

Gaulle, que « pas plus que naguère à la « corbeille », la politique de la France ne doit se décider au siège du RPCR », M. Alain Vivien

(Seine-et-Marne) a souligné : « A la veille du bicentenaire de la Grande

Révolution, la France se doit de

donner au monde l'image d'un pays

émancipateur; il ne faut pas, comme l'a dit le président de la République, que la force injuste d'une nouvelle loi participe demain

d'une logique d'exclusion à l'égard

de quelque groupe que ce soit, en particulier à l'égard du peuple canaque, qui ne demande que sa liberté dans l'amitié avec la

Le président du groupe socialiste,

M. Pierre Joxe, a relevé, pour sa

part, que « en refusant de prononcer seulement une fois le mot de décolo-nisation, M. Pons a malheureuse-

ment engagé le débat dans une voie

qui ignore la réalité et ne tient pas

Enfin, M. André Ledran, élu

socialiste du Calvados, a fait remar-

quer que le rapporteur de la com-mission des lois, M. Busseresu, avait

lui-même confirmé le rôle politique

imposé par le gouvernement à

l'armée dans les zones de brousse

quant dans son rapport la part du

quadrillage militaire - dans les

opérations de « maintien de

Les socialistes ont également

« ce projet déroge aux règles

essayé de démontrer l'inconstitution-

nalité du projet de loi en indiquant, par l'intermédiaire de M. Le Foll,

fixées pour la nation dans la mesure où il rétablit le vote par cor-

respondance, autorise à être porteur

de cinq procurations, permet de voter à des électeurs ayant quitté le

territoire », et en soutenant que « ce

résèrendum n'entre dans aucune

catégorie prévue par la Constitu-tion. - Toutefois, sur ce terrain, ils

ont été surclassés par le Front natio-

nal en la personne de M. Jean-

Claude Martinez. Très en verve,

bien que son groupe n'ait pas voté

l'exception d'irrecevabilité défendue

par les socialistes, le député de l'Hérault est remonté jusqu'à la croi-

sade des Albigeois et la bataille de

Pavie, en passant par la chouannerie

endéenne et les mercenaires du

Katanga pour conclure à la négation du principe d'autodétermination —

« ce SIDA des nations » - et pour

proclamer que si référendum il

devait y avoir tous les Français

devraient être appelés à se pronon-cer, et pas seulement les Calédo-

buables doivent être les décideurs ».

Son exercice de voltige a laissé pan-

tois tous ses collègues, à l'exception des socialistes qui ont vigoureuse-ment protesté contre les diverses

gracieusetés dont M. Martinez a

motif que . tous les contri-

l'ordre », comme en Algérie jadis...

compte de l'histoire. »

dans le Pacifique sud. »

L'Assemblée nationale continuera, mardi après-midi 14 avril, l'examen du projet de loi tendant à organiser l'été prochain un référendum d'antodétermination en Nouvelle-Calédonie. Le rendredi 10 avril, les députés de la majorité ont repoussé, par 325 voix contre 246, une exception d'irrecevabilité contestant la constitutionnalité de ce texte, puis, par 322 voix contre 247, une ques-tion préalable, estimant qu'il n'y avait pas lieu tion préalable, estimant qu'il n'y avait pas lieu d'en délibérer. Ces deux arguments de procédure avaient été utilisés par les socialistes.

A l'Elysée, quelques heures auparavant, M. François Mitterrand, qui recevait les trois parlementaires RPR du territoire, MM. Jacques Lafleur, Maurice Nenou-Pwataho, députés, et Dick Ukeiwé, sénateur, avait réaffirmé très nettement les inquiétudes que lui inspirent les conditions dans lesquelles se présente ce référendant. En réponse à M. Lasseur, qui avait souligné la volonté de la majorité locale de s'engager avec

M. Bernard Pons est assuré -M. Bernard Pous est assure – sauf improbable coup de théâtre – de l'adoption de son projet de réfé-rendum, puisque l'UDF a décidé de le voter malgré ses réticences, mais son point de vue n'en demeure pas moins minoritaire. Si le ministre des départements et territoires d'outremer n'avait reçu, le vendredi 10 avril, le soutien sans réserve du rapporteur UDF de la commission des lois, M. Dominique Bussereau, député de la Charente-Maritime, du député UDF de la Martinique, M. Jean Maran, et du député non inscrit de la Réunion, M. André Thien-Ah-Koon, qui se sont joints au carré du RPR, il serait apparu bien seul face à la coalition des scep-tiques associant les porte-parole de tous les autres groupes.

M. Pons n'a pas rasséréné tous ceux qui pensent, au sein de l'opposition comme à l'intérieur même de la majorité, que la consultation ne réglera rien si les Canaques, dans leur majorité, n'y adhèrent pas.

Le ministre a pourtant beaucoup insisté à l'adresse des partisans d'un report de cette échéance. Selon lui,un tel reavoi - serait une responsabilité terrible et une lourde faute : une responsabilité terrible vis-à-vis des Calédoniens, qui, durant de longs mois de troubles et de violences, ont manifesté leur attache-ment indéfectible à la France; une faute grave vis-à-vis des tenants du séparatisme, car l'abandon du référendum entretiendralt l'Illusion que l'indépendance peut être obtenue immédiasement et contre la volonté de la majorité de la population ».

# « Une logique

M. Pons a même apporté à ses orientations diverses précisions qui paraissalent de nature à lui permettre d'espérer quelques renforts de dernière minute. C'est ainsi qu'il a indiqué que le choix proposé aux électeurs du territoire prendrait la forme d'une alternative : Souhaitez-vous que la Nouvelle-Calédonie demeure au sein de la République française ou souhaitezvous qu'elle accède à l'indépendance? - Les électeurs auront donc le choix entre deux bulletins zinni rédigés : « Je souhaite que la Nouvelle-Calédonie demeure au sein de la République française » on - Je souhaite que la Nouvelle-Calédonie accède à l'indépen-

« Chacun exprimera clairement son opinion, et le refuge dans l'abstention ne pourra signifier que l'indifférence vis-à-vis du destin de la Nouvelle-Calédonie ou le refus de la règle démocratique », a souli-

Tactiquement, l'objectif de M. Pons est clair : il s'agit de mettre le FLNKS dans l'embarras en rendant à l'avance ambigué toute inter-prétation des éventuelles absten-

En outre, comme tout le monde lui réclame aussi des garanties sur l'après-référendum le ministre des DOM-TOM a également précisé que les nouvelles retouches qu'il apporterait au cadre régional fixé par le gouvernement socialiste de M. Laurent Fabius consisteraient essentiellement en quatre points : désignation d'un exécutif territorial · élu - et · associant toutes les tendances représentatives du territoire - ; redécoupage de la région du Centre afin d'en rendre le contrôle au Rassemblement pour la Calédo-nie dans la République; « attribution de larges compétences aux movens d'une nécessaire coordination et l'Etat apparaissant comme un arbitre dans le respect du prin-cipe de l'autonomie » ; « maintien sous la forme, le cas échéant actuainstances coutumières du milieu

Mais tout cela n'a pas suffi à dissiper les doutes de la plupart des députés sur l'opportunité de précipi-

ter les choses dans le territoire. Les socialistes ont mené la charge. Pour eux, ce référendum est détermination, après cette consultation, dans une politique de réduction des inégalités, le président de la République avait notamment rétorqué :

«Pourquoi ne l'avez-vous pas fait plus tôt ?» A
quoi le député RPR avait lui-même répliqué que le climat créé par la politique des gouvernements socialistes n'avait pas favorisé une telle évolution.

A l'occasion des deux premières séauces de débat, interrompues vendredi à 23 h 30, il est apparu, toutefois, que M. Bernard Pous se retrouve assez isolé. L'UDF prend ostensiblement ses distances vis-à-vis du RPR dans la gestion de ce dossier difficile. Elle veut, de toute évidence, laisser au premier ministre et à son ministre des DOM-TOM l'entière responsabilité des conséquences de ce référendum, jagé trop précipité et trop aléatoire par une majorité de députés socia-listes, communistes, centristes et barristes, anis en la circonstance dans les mêmes craintes.

> « voyous replets du FLNKS », associés dans son propos « aux hommes du Carrefour du développement - « qui se ressemble s'assemble ! » mais aussi à destination des diri-geants du CDS - « dont la fibre sacristaine ne peut s'empêcher de vibrer à la vue d'un curé, fût-il défroqué comme M. Tjibaou > — et de M. Raymond Barre, épinglé au passage, pour être allé après avoir reçu le chef du FLNKS, « se lamenter à Jérusalem, ce qui est très à la mode avant les présidentielles »...

#### « Léonard de Vinci » hors de ses gonds

Les centristes, eux non plus, n'ont pas été convaincus par les assurances que leur a prodiguées M. Pons. Certes, intervenant contre la question préalable défendue par M. Vivien, le député UDF de la Réunion, M. Jean-Paul Virapoullé, a exprimé ses réserves personnelles avec modération, allant même jusqu'à souhaiter au ministre des DOM-TOM de devenir le « Léonard de Vinci - de la Nouvelle-Calédonie », histoire sans doute de ne pas être en reste avec son frère aîne, M. Louis Virapoullé, lequel, l'an passé au Sénat, avait comparé M. Pons à Michel-Ange.

Mais, vendredi soir, au Palais-Bourbon, il est fallu davantage d'humour pour détendre le ministre des DOM-TOM. Surtout après Fuchs (Haut-Rhin), qui, au nom de «certains députés» de l'UDF, avec une froideur assassine, a émis, sur le fond, les mêmes inquiétudes que les projet gouvernemental : Ne peuton craindre que ce territoire, qui a retrouvé le calme, ne connaisse à nouveau troubles et agitation? Ne risque-t-on pas de bloquer à nouveau une situation en évolution et de radicaliser les positions extrémistes des deux camps en présence? Nous craignons que ce référendum ne facilite guère le consenzus entre les communautés. (...) La Nouvelle-Calédonie a été progressivement colonisée. (...) C'est une terre de déséquilibre et d'inégalité. (...) Vous avez partiellement vidé la régionalisation de son contenu. (...) Après le référendum le déséquilibre nomique et social subsistera. Seule une volonté politique inflexible, appuyée sur des moyens importants et traduite par une loiprogramme, permettra de créer les conditions pour un redressement. (...) Prenons garde à ce que le référendum ne soit pas une revan-che. (...) Que ceux qui détiennent le pouvoir économique et politique ne commettent pas l'erreur de l'exercer bien plus encore après le référen-dum. (...) La simple loi majoritaire ne réglera pas le problème... - Et

M. Pons, qui avait, jusque-là, écouté tous les autres orateurs sans broncher, est alors sorti de ses gonds pour reprocher à M. Fuchs d'emboiter le pas à l'opposition. Et sous l'effet corrosif de cet agacement la belle assurance affichée par le ministre des DOM-TOM 2 soudain donné des signes de fragilité.

ALAIN ROLLAT.

# Communication

### Privatisation de TF 1

# L'équipe Bouygues prend les commandes de la Une

"Vers 23 heures, pour le darnier journal, vous retrouverez Joseph Poli, qui, depuis quelques jours, me dit que j'ai un teint de brique! Malgré le changement de propriétaire, Bruno Masure n's pas perdu son sens de l'humour. Mais, derrière l'ironie, se cache une inquiétude. Une attente rempiace l'autre. Beancoup à TF 1 se demandent, anjourd'hui, quelles sont les véritaanjourd'hui, quelles sont les vérita-bles intentions de M. Francis Bouy-

Le numéro un mondial du bâtiment et des travaux publics, invité du «20 heures» au lendemain de sa victoire, avait déclaré que «seules deux personnes» de son groupe viendraient sur la chaîne : lui-même en tant que président, et M. Patrick Le Lay, « son conseiller », en tant que directeur général. Or il apparaît maintenant que deux autres mem-bres du sérail se joindront à la nouvelle équipe dirigeante de TF1:

M. Michel Vinsonneau, directeur à
la direction financière du groupe
Bouygues, auquel seraient confiées
les fonctions de directeur financier. et M. Cyrille du Peloux, adjoint de M. Le Lay chez Bouygues, qui occu-perait le poste de secrétaire général de la Une.

#### Deux caltures d'entreprises

Les choses s'arrêterout-elles là? », se demande-t-on à TF1. Car voici que le nom de Catherine Bouygues, fille du repreneur de TF1 et responsable des relations extérieures du groupe, revient avec insistance. On murmure qu'elle prendrait en charge celles de la chaine ou qu'elle pourrait, elle aussi, entrer dans l'équipe de direction,

Une autre arrivée, étrangère cette fois à l'univers du béton, est devenue certaine, celle de M. Pierre Barret, anciea président délégué d'Europe 1-Communication. Il tra-vaillera directement aux côtés de M. Le Lay, avec le titre — au mini-mum — de directeur général adjoint. « J'ai l'impression étrange, dit un journaliste, d'assister à l'installa-tion d'un gouvernement. »

Ne s'agit-il pas sussi de la rencon-tre difficile de deux cultures d'entre-prises très différentes. Certains petits signes en sont révélateurs.

Dans la rédaction, par exemple, on fait observer que « les gens de Bourgues parlent beaucoup d'esprit d'entreprise ». Or les journalistes de TF I sont d'abord soucieux de savoir il les nouvernes de savoir et les pournaisses de TF I sont d'abord soucieux de savoir il les nouvernes de savoir et les nouvernes de la consecue de savoir et les nouvernes de la consecue de la consecue de savoir et les nouvernes de la consecue de la cons si les nouveaux repreneurs respecte-ront « leur indépendance et celle de l'information ». Un début de réponse leur a été fourni, vendredi 10 avril, à l'occasion d'une première prise de contact entre M. Le lay et le conseil d'administration de la société des journalistes de TF 1, pré-sidée par M. Masure.

cette entrevne avait pour objet essentiel la négociation de la convention-type dans laquelle la société des journalistes demande, en particulier, à être consultée sur les « nominations aux postes hiérarchiques » de la rédaction (le Monde du 31 mars). Dans les faits, indique M. Masure, il n'y a pas eu de négociations car, selon M. Le Lay, rien ne peut être définitivement siené antons car, seron M. Le Lay, rien
ne peut être définitivement signé
avant la passation des pouvoirs entre
M. Hervé Bourges et M. Francis
Bouygues. La rencontre n'a pourtant
pas été inutile. « M. Le Lay a compris nos arguments, dit M. Masure, notamment ou'on ne peut nous diri-ger comme dans les travaux publics nt espérer nous voir aux ordres sans

Le conseil d'administration de la société des journalistes a même été jusqu'à expliquer à son interlocuteur que ce serait « une erreur » de la part du nouveau repreneur que de ne pas tenir compte de ces argu-ments, car « il risquerais de se trouver dans la même situation de crise que la direction d'Antenne 2

aujourd'hui». M. Le Lay a affirmé qu'il n'était pas question de procé-der à des nominations « à la va-vite », en précisant que, pour cette raison même, c'est un organi-gramme « provisoire » qui sera pré-senté, le 17 avril, lers de la première femile du comité d'entrereise de réunion du comité d'entreprise de TF 1 evec les nouveaux dirigeants.

A cette date, la privatisation de la A cente une, ai privatisation de la première chaîne sera presque consommée. Il restera au gouvernement à franchir, dans les mois qui viennent, la dernière étape : metire en vente auprès du public 40 % des actions, les 10 % restant allant au personnel de la Une Une période personnel de la Une Une période transitoire commence maintenant pour la gestion de TF 1, en attendant sa privatisation complète. Une assemblée générale des actionnaires désignera donc, jeudi 16 avril, un conseil d'administration provisoire qui, hi-même, nonneus son président des l'accusations de l'accusations. dui, mi-meme, nommena son presi-dent, en l'occurrence M. Francis Bouygues. C'est aussi ce jour-là que les caisses de l'Etat s'enrichment des 3 milliards de francs versés par le groupe Bouygues et ses dix-lunt par-tenances.

Le conseil d'administration provisoire comptera cinq membres issue du groupe acquéreur, dont deux viendront de chez Bouygnes, un de chez Maxwell (Purgamon Media Trust), un autre de la GMF et un dernier des Editions mondiales. Du côté des représentants du personnel, c'est la continuité : MM. Roger Gio-quel et Marc Boussard conservent leurs sièges.

Restent les cinq représentants de l'Etat, dont on ne sait encore rien de l'appartenance. Mais on imaginerait mal, s'agissant de la gestion d'une société privatisée que parmi ses administrateurs figurent des repré-sentants du pouvoir politique. La logique et l'éthique voudraient que seuls des fonctionnaires du Trésor public y soient désignés, avec pour mission principale de veiller à la bonne entrée en Bourse de TF1.

# Deux sociétés de journalistes à Radio-France

# Polémique entre deux sœurs ennemies

Depuis un mois, Radio-France est le théâtre d'une guérilla aux accents fratricides. Deux sociétés de journalistes, encore au berceau, se dispu-tent la légitimité. Le tournoi a commencé en mars. Plusieurs rédacteurs de France-Culture et de France-Inter jugent alors le moment venu de constituer une société de journalistes au sein de la Maison ronde. Le projet était à l'étude depuis longdirection à Radio-France, le malaise ressenti par plusiears journalistes (qui s'est soldé par le départ ou la ission de certains) et les bouleversements du paysage audiovisuel n'y sont pas étran

a'y sont pas étrangers.

Une société de journalistes, en domant une personnalité juridique aux rédactions de la radio publique (France-Inter, France-Culture, France-Musique, INF 1, Radio-Bleue et la future Radio-France Infos qui démarrera en juin), leur servira — estiment-ils — de rempart, au cas où leur indépendance, le pluralisme et la déontologie seraient mis en cause. mis en Cause.

Les sociétés de journalistes ont le vent en poupe, d'ailleurs. Après la presse écrite, nationale et régionale, l'audiovisuel s'est mis de la partie (1). Face à la privatisation, la rédaction de TF 1 à créé la sienne l'an dernier. La rédaction d'Antenne 2 a fait de même. Et à FR 3. A RMC-TMC on a Sad-Radio, des projets de création de sociétés de journalistes sont en

Les promoteurs de celle de Radio-France out donc battu la campagne. Mi-mars, ils recueillent soixante signatures parmi les cent cinquante journalistes de Radio-France. Et non les moindres : des journalistes connus de France-Inter, comme Claude Guillaumin, Gilbert Denoyan ou Raiok Pinto, paraphent le texte appelant à la création d'une « Société des journalistes des rédactions nationales de Radio-France » Ce dernier incite en outre les rédac-teurs des radios décentralisées de Radio-France à se réunir dans une société qui serait fédérée à la précé-

Pourtant, lors d'une première réu-nion, certains journalistes de France-Inter, dont Patrice Bertin, rédacteur en che adjoint et présentateur du « 19 heures », s'opposent avec viru-lence à ce projet. L'affaire se com-plique ensuite : un second texte circule en effet dans les rédactions. Il appelle, lui, à la constitution d'une « Société des journalistes de la Maison de Radio-France ». Les auteurs en sont Patrice Bertin et quelques autres journalistes de la station. La confusion est telle que de nombreux rédacteurs de Radio-France le rignent aussi. Fort d'une cinquantaine de noms, Patrice Bertin annonce le 19 mars que la Société de journalistes créée sous son égide est officielle. Un bureau provisoire de six membres - majoritairement adhérents ou sympathisants des syndicats Force ouvrière et CFTC - est présidé par Patrice Bertin.

Le 8 avril, la guérilla éclate. Alors que les promoteurs du premier pro-jet ont prévu de réunir une assem-blée générale constitutive, Patrice Bertin et son bureau décident d'une assemblée générale extraordinaire de leur société. Avec une quinzaine de journalistes présents, porteurs de dix-sept mandats, le présentateur du « 19 heures » se voit confirmer dans ses fonctions de président, tandis que son bureau et son conseil d'administration sont validée

Les initiateurs du premier projet s'insurgent. Ils publient une lettre ouverte intitulée « Société des jourcuverte intitulée « Société des jour-nalistes, une sinistre farce? » Ils indiquent notamment: « Ceux-là mêmes qui avaient jugé inutile et inopportune la création d'une société des journalistes en consti-tuent soudain une. Ils s'autoprocla-ment président et administrateurs et vous demandent à présent de les ultilisties en même tempt que des plébisciter en même temps que des estatuts » ficelés d'avance. » Ils réclament enfin une « remise à plat des choses ». Mais les premières démarches qu'ils ont faites auprès de Patrice Bertin se sont heurtées à

un refus. Pour celui-ci. « les élecrente; nous sommes représentatifs de l'ensemble de la rédaction et nous souhaitons accueillir ceux qui le souhaitent. Nous ne voulons nous conduire ni en secte ni en assemblée

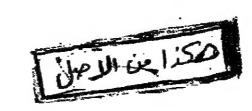
générale permanente ». Cette ouverture ne semble pourtant pas coïncider avec les statuts votés: Patrice Bertin et son bureau se sont fait élire pour six ans (le tiers du bureau ne pourra donc être renouvelé qu'en 1989), le nombre des mandats que chaque journaliste peut représenter est sans limite, le quorum n'est pas nécessaire pour réunir une assemblée générale et, de toute façon, cette dernière ne peut être réunie qu'une fois par an... Toute assemblée générale extraordinaire, enfin, ne peut être fixée qu'à la majorité absolue du bureau!

La faible représentativité de cette société des journalistes de la Maison de Radio-France et sa conception particulière de la démocratie ne risquent-elles pas d'en faire une société fantôme? M. Denis Périer-Daville, président de la Fédération française des sociétés de journalistes (FFSJ) a d'ores et déjà indiqué « qu'une société des rédacteurs ne peut se prévaioir, d'une autorité morale que si elle émane d'une majorité de l'équipe rédactionnelle et qu'il convient, s'il y a ambiguité, de remettre tout le dossier à Radio-France - acceptera-t-il ce

# YVES-MARIE LABÉ.

(1) Le Monde mais aussi Sud-Ouest, Figuro, le Télégramme de Brest, libération, le Matin de Paris, l'Alsace, la Volz du Nord, le Nouvel-Observateur, le Courrier picard, l'Equipe, l'Agence France-Presse, etc., possèdent une société des rédacteurs (ou des journalistes). Elles sont regroupées dans la FFSJ, créée en 1968, qui compte ainsi plus de 2 000 journalistes ce qui en fait la première organisation professionnelle.

"GRAND JURY" RTL-Le Monde dimanche 18h15 en direct sur animé par Olivier MAZEROLLE avec André PASSERON et Pierre SERVENT (Le Wonde Paul-Jacques TRUFFAUT et Gilles LECLERC (RTL



, -- industr

. . .

17 6 40

Seles.

- 64 Mg 1 1 4 5 5 W 2144 G - Compression - 大田中華 ---

- 1 - 1 Marie

\* 1987 Th . 13% 🎥 e altera 🙀 14.4

1.0

to the same 3 Agra 1 1 1 2 2 4 - 3a 3a TO THE BANKER

200

\* OTTATION

1

4. 14.

.......

· - 4254

- 4 - P

---

12 Sec 14

11 1423

· · · · · · · · · · · ·

74 XX =

S. Brezway

· ...

TAR PROPERTY.

redicte a pro-THE REAL PROPERTY.

FIRM MALE **48 38** A STATE OF 55 E. 100

detaile in

godese Bankeye

2000

PROPERTY OF

aber Mare

1: ---

- 55° Z - 1

7.1.8%\*\*\*

14 M

1800

Artist Bather

# Société

Le Monde ● Dimanche 12-Lundi 13 avril 1987 7

# JUSTICE

Au tribunal administratif de Grenoble

# Annulation des arrêtés d'expulsion de M. Jean-Claude Duvalier

GRENOBLE

de notre correspondant

Le tribunal administratif de Gre-

membres de sa famille] sur le territoire français constitue une menace particulièrement grave pour la sécu-rité publique (...). En conséquence, il y a lieu de lui faire application des dispositions de l'ordonnance du 2 novembre 1945, visant le cas d'urgence absolue.»

M. Duvalier et sa famille avaient quitté le territoire de la République d'Haîti dans la muit du 6 au 7 février 1986, à bord d'un avion de l'US Air Force, qui s'était posé sur l'aéroport de Grenoble le 7 février à 21 h 25. Le préfet de l'Isère, M. Jean Min-gasson, avait soumis tous les passagers de l'appareil aux formalités habituelles de police et de douane nécessaires à l'entrée de toute per-sonne en France. Ainsi, l'ensemble des bagages qui accompagnaient l'ex-dictateur furent minutieusement fouillés, et un important stock d'armes mais aussi de fortes sommes d'argent avaient été « refoulés » par les autorités françaises. Le tribunal a estimé que M. Duvalier et sa famille « ont dès lors séjourné en France munis d'un passeport régu-

L'avocat des Duvalier, Mª Waisse, au cours de l'audience du 8 avril, avait rappelé que des négociations avaient eu lieu entre le gouvernement haltien et le ministère français des affaires étrangères, et

surplombées par une paroi de béton longue de 300 mètres et haute de

40 mètres, l'équivalent d'un block-

haus de treize étages. « Ce véritable

· mur de la honte » se dressera à

quelques pas de nos fenêtres, protes

tent les médecins, et il va, à tout jamais, plonger une partie de l'hôpital dans la pénombre. »

Fondé par Saint Louis pour accueillir trois cents malades (quinze fois vingt) dans vingt salles, l'établissement des Quinze-Vingts est, avec l'Hôtel-Dieu, le plus véné-

parmi les plus modernes puisqu'il a

été entièrement reconstruit en 1974.

plus grand centre ophtalmologique du monde et un établissement de

pointe. Mais il n'appartient pas à la

oute-puissante Assistance publique

de Paris. C'est un hôpital national,

dépendant directement du ministère

de la santé et traditionnellement sous la tutelle bienveillante des

An bord

de l'asphyxie

Quand les médecins de l'hôpital

se sont aperçus - un peu tard - que

la masse énorme de leur voisin allait

les dominer de 20 mètres et priver

de lumière les appartements des infirmières, la crèche où cinquante

bambins prennent actuellement le soleil, la bibliothèque, la moitié des salles de malades et la résidence

pour familles d'aveugles, ils ont cru

qu'il suffirait d'alerter les autorités

pour faire modifier le projet. Nat-veté. Jack Lang, alors ministre de la

culture, est le seni à être venu sur

place : il n'a pas changé son objectif

d'un iota. L'architecte, M. Carlos

Ott, se soucie comme d'une guigne

de ce qui entoure son monument.

François Léotard, actuel ministre de

la culture, paraît témoigner de la

même indifférence. Rassemblé

monarques puis des présidents.

Les Quinze-Vingts sont à la fois le

qu'une «invitation» fut transmise oralement à M. Duvalier de venir résider en France.

Le tribunal administratif, présidé par M. Guérin, a considéré que le 7 février 1986, lorsque M. Duvalier et su famille furent admis à débar-quer en France, leur présence « ne constituait pas un danger pour la sûreté de l'État ou la sécurité publi-

étaient insuffisamment motivés. Il a tappelé que « l'expulsion d'un étranger du territoire français ne peut être prononcée que si sa présence sur ce territoire constitue une ace grave pour l'ordre public, laquelle ne saurait être établie par une simple affirmation, non assortie de faits précis ».

Pour sa part, l'avocat de l'ex-dictateur a indiqué au tribunal que son client pourrait être prochainement nommé « citoyen d'honneu d'une petite commune proche de sa résidence des Alpes-Maritimes »...

#### CLAUDE FRANCELON.

## Dans les Bouches-du-Rhône

# Un militant du Front national est écroué après avoir blessé un jeune homme

François Gomez, quarante-cinq ans, militant du Front national à Vitrolles (Bouches-du-Rhône), qui avait grièvement blessé par balle, le dimanche 5 avril, Bruno Attal, dixneuf ans, vient d'être înculpé de « coups et blessures avec arme » et écroué à Aix-en-Provence.

Soi-disant gêné par le bruit venu de jeunes gens discutant dans un Abribus du quartier Pinchinades, près de sou domicile, à Vitrolles, François Gomez était descendu de chez lui armé d'un pistolet. Après avoir échangé quelques mots avec les perturbateurs, il a fait feu sur Bruno Attal. Touché à bout portant, celui-ci a eu la main déchiquetée. Le projectile lui a perforé un poumon et le colon avant d'aller se loger près de la colonne vertébrale. Le blessé a été transporté à l'hôpital Nord de Marseille. Son agresseur a ensuite rega-gné son domicile avant d'être arrêté,

le lendemain, par les policiers de la ville. L'état de santé de Bruno Attal, opéré jeudi soir, est satisfaisant, a indiqué M. Guy-Noël Abraham,

directeur du cabinet du maire socia-liste de Vitrolles, M. Jean-Jacques Anglade, qui a réuni une conférence de presse à ce sujet le vendredi D'autre part, l'association SOS-

Racisme estime qu'il s'agit d'- une véritable tentative d'assassinat perpétrée par un tenant des - milices d'autodéfense » qui se créent aujourd'hui dans la région ». L'association a appelé à un rassemblement le dimanche 12 avril à Vitrolles, L'Union des étudiants juifs de France, qui s'est jointe à l'appel, condamne « le discours sécuritaire, raciste et antisémite du Front national qui a pu conduire à

loi, constituent des mesures néces-

saires, dans une société démocrati-

que, à la sécurité nationale, à la

sûrcté publique, au maintien de

l'ordre public, à la prévention des

infractions pénales à la protection de

la santé ou de la morale, ou à la pro-

tection des droits et libertés

Or, pour ce qui concerne la

France, si le décret de la Convention

nationale du 7 décembre 1792 rela-

tif aux passeports a bien le caractère

protocole additionnel à la Conven-

tion européenne des droits de

l'homme, ce décret ne permet, en

tont état de cause, à l'administration

de refuser un pesseport que si les

déplacements de l'intéressé à

l'étranger sont de nature à compro-

mettre la sécurité nationale ou la

sûreté publique. Tel n'était, à l'évi-

dence, pas le cas de la personne à

laquelle le sous-préfet d'Haguenau

avait refusé de délivrer un passe-

## Au Conseil d'Etat

# La liberté d'aller et venir

Par une décision du 9 avril, le Conseil d'Etat a confirmé l'annulation, par le tribunal administratif de Strasbourg, d'une décision du souspréfet de Haguenau refusant de délivrer un passeport à un ressortis-sant national qui s'était, dans le passé, rendu coupable d'infractions à la législation sur les stupéfiants.

Le Conseil d'Etat a affirmé solen-

nellement qu'en France « la liberté d'aller et venir n'est pas limitée au territoire national mais comporte aussi le droit de le quitter .. Ce droit est reconnu par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, et confirmé par le protocole additionnel à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ratifiée en application de la loi du 31 décembre 1973. Cette dernière Convention prévoit notam-ment, dans son article 2-3, que l'exercice du droit d'aller et venir ne peut faire l'objet d'autres restricROUEN

Familière escorte ! Et cassetête inédit pour la cour d'assises de la Seine-Maritime. Car si Roger Knobelspiess comparaît devant elle, ce vendredi 10 avril, en compagnie de son frère Jac-ques et de son ami d'enfanca Michel Baron, pour y répondre d'une fusillade l'opposant à des policiers à Elbeuf en 1982, c'est, pourrait-on dire, par un sacré coup de chance. Certes, il était convoqué. Mais personne ne pensant qu'il viendrait, tout le monde avait prévu de a organiser sans lui. Il est tout de même venu. Qu'en faire ?

Si Roger Knobelspiess a ainsi déféré à la convocation du président Marcel Vandeville, ce n'est évidemment pas de son plein gré, il a été, en effet, arrêté quatre jours plus tôt, le 6 avril, à Perpignan (Pyrénées-Orientales), après une autre fusillade l'oppo-sant à d'autres policiers. Le beau gibier que voità ! On se téléphone du tribunal de Rouen au tribunal de Perpignan, on fait traverser la France au « tauland écrivain », et le voilà invité surprise de son

le procès à une prochaine ses client depuis son arrestation

Roger Knobelspiess aux assises de la Seine-Maritime

# « Précédé par le hurlement des chiens »

de notre envoyé spécial

Surgis des profondeurs du

palais de justice, on a d'abord entendu quelques jappements de chiens. Et puis Roger Knobels-piess est entré dans le box des occusés, après que, sur sa demanda, photographes et cameramen eurent évacué la salle. La parabole était trop belle pour Mª Henri Leclerc : « Roger Knobelspiess est entré dans cette salle précédé par le hurleavocat, qui a voulu y voir le sym-bole e de la grande clameur de l'opinion publique » qui escorte

propre procès.

Oui, qu'en faire ? « Reporter d'assises ? > ont plaidé Mª Thierry Lévy et Henri Leclerc, defenseurs de Knobelspiess. Par la force des choses ils n'ont pas

sinon une heure à la sauvette vendredi matin, e et si quelqu'un a besoin d'une défense, c'est bien Roger Knobelspiess », insiste Mª Leclerc. D'autant plus, ajoute Mª Thierry Lévy, que c les faits qui se sont déroulés à Perpignan voici à peine quelques heures vont peser très lourd dans l'opinion des jurés », influencés par « une presse qui ne cesse de chauffer à blanc l'opinion. »

#### En quête de sérénité

sérénité que dans un mois ou deux ? » réplique l'avocat général Roger Tacheau, en rappelant que « c'est Knobelspiess luimême qui s'est mis dans cette situation a en n'obtemperant pas à une première convocation de la 19 décembre demier, date initiale de ce procès. Un mandat d'arrêt avait alors été délivre contre lui.

« Je ne me lève pas devant une justice revancharde», déclare simplement pour sa part Roger Knobelspiess quand le président lui demande de décline debout son identité. « Votre nom ? – Vous le connaissaz très en. – Vos prénoms ? – Vous

« Les journalistes sont des menteurs », crie-t-il alors qu'un avocat donne lecture de coupures de pressa relatant les circonstances de son arrestation à Perpignan. Le président ayant menacé de l'expulser, il se calme. Et c'est après avoir sagement levé le doigt que l'auteux de QHS se plaint. « Les condi-tions de détention, dit-il, ne sont plus os qu'elles étaient. Depuis quatre jours, je n'ai ni argent ni habit. » Gentiment, M. Vandeville fait remarquer que ce n'est pas l'objet du débat.

L'objet du débat, la cour aorès en avoir longuement délià l'aborder que lundi 13 avril. Le weak-end porte conseil.

DANIEL SCHNEIDERMANN.

# La protection de la vie privée d'un magistrat

# Le tribunal de Paris ordonne la suppression d'un passage du livre « Palais de justice »

Saisi en référé par M. Alain Marsaud, premier substitut qui dirige la 14 section du parquet de Paris, chargée de la lutte anti-terroriste, le tribenal de Paris a ordonné, vendredi 10 avril, la suppression d'un passage du livre de Sylvie Péju, Palais de justice, relatif à ce magistrat.

Le passage incriminé devra être occulté par «tous les moyens appropriés». Enjoindre aux libraires de retirer l'ouvrage de la vente, sous astreinte de 500 F par infraction constatée à partir du landi 13 avril. Sylvie Péju, faisant un courte description de M. Marsaud, qu'elle désigne par son initiale, écrivait que la présence per-manente à ses côtés de deux gardes du corps appartenant au RAID (Recherche, assistance, dissuasion) pouvait lui causer une gêne dans ses allées et venues. S'estimant parfaitement identifiable, M. Marsaud avait chargé Me Francis Szpiner de demander la suppression de ces quelques lignes « attentatoires à sa vie privée ».

# Scènes de l'ordinaire pénal

Ce livre aurait pu s'appeler «Scènes de la justice ordinaire». Non seulement parce que son auteur, Sylvie Péju, s'est fait remarquer il y a deux ans pour ses Scènes de la grande pauvreté (la Seuil). Mais surtout parce qu'il na verse dans aucun des travers propres à ce genre d'ouvrages.

La recette est connue qui consiste à camper quelque intrépide *€ petit juge »* acceblé de solitude, mais tenant tête courageusement aux avocats retors d'un jours qualifié d'« ennemi public numéro un ». On a beaucoup lu et on lira longtemps des livres de cette veine.

Sylvie Péju, elle, démythifie. C'est d'autant plus salubre que les magistrats qu'elle a regardé vivre pendant dix-huit mois au Palais de justice de Paris sont ceux dont tout le monde parle aujourd'hui : présidents d'assises, substituts de la section criminelle, juges d'instruction fameux, etc. Ce sont les mêmes et, sous sa plume, ils deviennent autres, avec leurs tics, leur souci de gloriole, ieurs certitudes et leurs doutes. leurs faiblesses et leur savoirpréjugés, par quelqu'un qui, apparemment, ne connaissait rien à la chose judiciaire et a fait de cette ignorance un atout.

e Habitant à quelques pas du

pont Neuf » et butant à chaque instant sur la masse imposante du Palais de justice, Sylvie Péju a eu la saine curiosité de « comprendre comment des hommes pouvaient en juger d'autres ». C'est là le fil conducteur de son livre, qui mêne lecteur du « dépôt » au « flegrant délit », des galeries de l'instruction aux assises, de la huitième section du parquet à l'institut médico-légal, autrement dit. la morque.

La présentation de ce livre reflète un parti pris : il n 'a pas de table des matières ; quoique souvent reconnaissables, ses personnages sont désignés par des initiales et chaque chapitre s'ouvre sur une présentation en forme de procès-verbal, comme s'il s'agissait de renvoyer à la justice sa propre image : « Enquêtant dans le cadre de notre contrat sur le fonctionnement du Palais de justice de Paris et, en l'état actuel de nos investigations, constatons

premier temps que les magistrats et les avocats par la suite se trouvent, dans le cadre de leurs fonctions, comme des auteurs en quête de personnages. ».

Cette mise en scène dit bien le propos : Sylvie Péju s'intéresse moins aux individus qu'au rôle qu'ils jouent, rouages d'un système. Elle préfère montrer que démontrer. À une fresque ordonnée de l'institution iudiciaire, elle préfère les croquis sur le vif,

après l'autre les portes des salles chambre, un juge unique siège dans une salle vide, simple assisté d'un greffier et d'un procureur. Les trois hommes rendent la justice, remuant des dossiers sans témoins et sans prévenus. Les affaires défilent, des chèques sans provision, que le président répète « application de la loi » et le juge énonce des verdicts identiques ». En quelques mots, tout est dit sur l'ordinaire de la justice

# BERTRAND LE GENDRE.

\* Palais de justice, de Sylvia Péju. Editions du Seuil. Collection l'Épreuve des faits, 384 p., 99 F.

# et de sa famille

Le tribunal administratur de Gre-noble a annulé, vendredi 10 avril, les quatre arrêtés d'expulsion pris le 14 février 1986 par le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joze, à l'encontre de l'ex-président à vie d'Halti, M. Jean-Claude Duvalier, son éponse Michèle, ainsi que la sœur et le beau-frère de cells-ci, M. et

Les arrêtés précisaient : « L'ins-taliation de M. Duvalier [et des

URBANISME

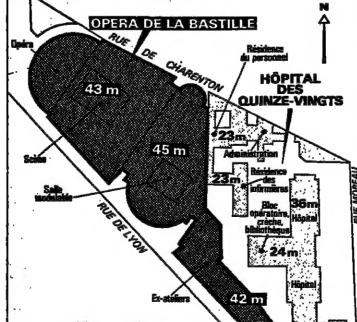
D'antre part, pendant les huit jours qui précédèrent la publication des arrêtés d'expulsion, la présence de l'ex-dictateur ne suscita aucune action violente, ni d'importantes manifestations. Aussi, le tribunal a-t-il conclu que le ministre de l'intérieur « ne pouvait valablement invoquer une situation d'urgence bsolue pour procéder à son expul-

Le tribunal a enfin jugé que les arrêtés du ministre de l'intérieur

 Un stock d'explosifs découvest dens le Var. – Dix-huit kilos d'explosifs agricoles, 369 détone-teurs et 150 mètres de mèche lente ont été découverts, le vendredi 10 avril, per les gendarmes de la compagnie de Brignoles dans un champ à Vine-sur-Caramy (Var), à une guarantains de kilomètres au

# Les grands travaux de l'Est parisien Les Quinze-Vingts embastillés

L'Opéra de la Bastille, la salle PLACE DE LA BASTILLE modulable et les bâtisses qui doivent prendre la place des ateliers vont faire au moins une victime : l'hôpital OPERA DE LA BASTILLE ophtalmologique des Quinze-Vingts. Ses façades sud et ouest, bantes de 25 mètres, vont être masquées et



antour du directeur, M. Charles Ceron, et du professeur Jean Haut, le personnel de l'hôpital est stupéfait et comme tranmatisé par la désinvolture avec laquelle on le traite.

Il est d'autant plus scandalisé que l'ensemble devant abriter l'opéra et ses annexes paraissait cohérent même s'il était hors d'échelle. Il n'a même plus cette justification. Si l'opéra lui-même est maintenn face à la place de la Bastille, la saile modulable qui se trouve dans son prolongement n'est plus qu'un volume indéfinissable qu'on cherche à mettre entre les mains d'un repreneur privé. Quant aux ateliers de fabrication des décors qu'on avait glissés, faute de place, sur l'ancienne voie ferrée Bastille-Vincennes, on y a renoncé... pour prévoir à leur place des bâtieses dont on ignore tout, mais qui monteront à la même et absurde hauteur.

Les mécontents des Quinze-Vingts viennent de comprendre qu'ils ont en face d'eux non seulement une énorme entreprise qui ronfle presque jour et nuit, mais le ministère de la culture, le gouverne-ment (dont le chef, Jacques Chirac, signé le permis de construire onune maire de Paris) et l'Elysée. Bref, l'Etat dans sa toute-puissance.

Dès le départ, en effet, les événe-ments n'ont pas tourné en faveur des malheureux ophtalmologues et de leurs patients. Les dégâts causés au matériel très sophistiqué de l'hôpital par les trépidations et la poussière par les trépidations et la poussière du chantier ont déjà été évalués par les experts judiciaires à 600 000 F. A présent, c'est la rue de Charenton, par laquelle on accède aux Quinze-Vingts, qui sera barrée durant vingt et un mois pour que les grues puissent travaillent à l'aise. L'entreprise du les rangs pour par les rangs pour les r Bouygues, qui est sur les rangs pour réaliser un projet à la place de l'ex-atelier des décors, fait même des démarches pour acheter certaines cours des Quinze-Vingts.

Non seulement on va, au nom de culture, plonger dans l'ombre mille deux cents personnes, mais, déjà, les promoteurs s'abattent sur les dépouilles de l'illustre hôpital.

MARC AMBROISE-RENDU.

a-t-il dit. Mais ce rendez-vous très attendu avec ce qu'on appelle ici les - masses péronistes -, n'a pas Les organisateurs annonçaient plus d'un million de participants sur l'esplanade des halles cen-

trales, situées à la périphérie sud-ouest de la capitale. Mais on était très loin du compte vendredi après-midi. Cent mille personnes à peine étaient présentes derrière ces hangars de ciment proches des - villas miserias - de la banlieue, dont les habitants étaient venus portant des pancartes : « En Argentine aussi il y a des bidon-

Il faut croire que la CGT, déchirée par des conflits de tendances et des rivalités personnelles, n'a pas jugé bon d'organielle en a encore la capacité.

Quelques groupes de la jeunesse péroniste ont retrouvé leur vigueur et leur voix pour saluer le discours de Saul Ubaldini, secrétaire général de la centrale unique argentine : « Jean-Paul et Peron, un seul cœur. - Mais c'est bien

• La grande médaille d'or de 'Académie française à Jean-Paul II. - L'Académie française a décamé sa « grande médaille d'or » au pape, « en reconnaissance du fréquent usage que le souverain pontife fait de la langue française dans ses sermons, discours, audiences et royages, maintenant ainsi le frençals à un haut reng permi les langues d'expression de l'Eglise romaine ». La grande médaille d'or de l'Académie française n'a été ettribuée depuis la demière guerre qu'en de très reres occasions, à des personnalités telles que le pape Pie XII, (1947), le président Leopold Sedar Senghor et la reine Marie-José d'Italie (1963), le

sagement que la majorité de la foule a écouté l'allocution du pape, qui a dénoncé les violations de la dignité des travailleurs et des humbles, tout en affirmant qu'il ne fallait pas y répondre par la lutte des classes mais par la solidarité entre groupes sociaex. Dans le texte remis à la presse, Jean-Paul II qualifiait la lutte des classes de « conception idéologiquement et historiquement erronée ». A la tribune, il a remplacé « erronée » par « insuffisante ».

#### La justice base de la charité

« Comment peut-on rester les bras croisés face aux injustices si la justice est la base même de la charité? » Tout en exhortant les syndicats à ne pas se laisser manidénoncé les systèmes économiques - qui recherchent exclusivement le profit ». « Basta », a dit Jean-Paul II : « C'en est assez d'un système qui oblige les mères de famille à travailler de nombreuses heures en dehors de leur maison, un système aut ne donne pas toute sa valeur au travail de la serre, qui marginalise les inva-lides, et qui établit une discrimination à l'égard des immigranis. »

«Ce qu'il faut, a dit encore Jean-Paul II, ce n'est pas se demander si l'homme est utile ou inutile pour le travail, mais de considérer le travail dans sa relation avec l'homme. Efforcez-vous d'être solidaires, et peu à peu vous parviendrez à contenir les effets de l'exploitation, et les syndicats seront un élément pour la construction de la justice

Saul Ubaldini, en blouson, la chemise ouverte sur la poitrine laissant apparaître une croix an or, s'est sensiblement écarté du texte préparé en accord avec la Conférence épiscopale. L'air par-ticulièrement ému, les mains tremblantes, la voix cassée. il a revendiqué le droit « au Pain, à la paix et au travail », slogan tradi-tionnel de la CGT. Il a réclamé des « salaires dignes » et dénoncé

# **SCIENCES**

La fuite de sodium au surgénérateur Superphénix

# Une détection délicate et des travaux «longs et coûteux»

LYON

de notre correspondant régional

Sept jours après l'annonce d'une fuite de sodium liquide dans le réac-teur surgénérateur de Creys-Malville, les techniciens de la cen-trale, d'EDF et du constructeur (Framatome) n'ont toujours pas pu déterminer avec certitude la localisation de l'incident. Les examens effectués, notamment avec une microcaméra endoscopique, ont cependant permis aux responsables de la centrale d'affirmer, vendredi 10 avril au cours d'une conférence de presse, que la fuite n'était pas située au sommet du «barillet», ce réservoir contenant 700 litres de sodium liquide et utilisé comme réservoir de stockage du combustible avant et après leur passage dans

Les investigations se poursuivent pour déceler le lieu d'une fuite qui continue, selon les mesures effectuées, à faire monter, au rythme de moins de 500 kilos par jour, le niveau du liquide recueilli dans l'interstice de 15 centimètres formé par la cave défaillante et son enveoppe d'acier de protection.

Le fait que la fuite n'affecte pas la partie haute du « barillet » entraî-nera des réparations « longues et coûteuses », a indiqué M. Gilbert Labat, chef de la centrale. Celui-ci n'a cependant pas pu fournir d'indi-cations sur la durée de la réparation (un certain temps... ») ni sur son coult financier.

Il est en effet trop tôt pour savoir si la réparation risque de nécessiter l'arrêt de la production d'énergie, pour connaître la nature des répara-tions à envisager, ou encore pour penser à la substitution de ce barillet défaillant par un autre réservoir.

Cette dernière hypothèse - la plus onéreuse - nécessiterait le remplacement d'un équipement de 90 millions de francs. Elle n'est cependant pas privilégiés aujourd'hui par les techniciens, qui s'accordent plutôt pour penser que les déboires de la cuve de stockage se situent au niveau d'un « bec de cafetière » qui – au bas du barillet - permet les opérations de transfert des barres de combustibles -· neuves » dans un sens, irradiées dans l'autre - vers le cœur du réacteur, situé dans une cuve plus vaste, contenant 5 500 tonnes de sodium

CLAUDE RÉGENT.

dien. - Deux contrats de lancement ont été signés par la société Arianespace avec la société Telespace Canada. Ils portent sur les lancements, au printemps et à l'automne 1990, de deux satellites de télécom-munications, Anik E1 et Anik E2. C'est la première entrée d'Ariane sur e marché canadien. Les deux Anik pesent plus de 2 tonnes et sont les plus lourds satellites de télécommunications commerciaux jamais construits. La fusée européenne était en compétition avec le lanceur américain Titan, de la firme Martin Marietta, autrefois réservé aux lancements militaires et qui est maintemant proposé pour la mise en orbite

On a pu croire un moment que le secrétaire général de la CGT allait parler plus longtemps que le pape, qui l'écoutait avec beau-coup d'attention.

Maigré son souci d'apparaître plus ferme, Saul Ubaldini n'a cependant pas prononcé une allocution de nature à préoccuper le gouvernement. Cette rencontre entre Jean-Paul II et le monde du travail, seule manifestation que pouvaient redouter les dirigeants argentins, n'a pas eu un caractère politique agressif.

Ce samedi, Jean-Paul II devait se rendre à Rosario, à 300 kilomètres de Buenos-Aires, pour y célébrer une messe, puis revenir dans la capitale, où il devait rencontrer les représentants du patronat. Dans la soirée, il avait rendezvous sur l'avenue du 9-Juillet avec les jeunes pour célégrer la Journée internationale de la jeunesse. Dimanche, le pape quittera Buenos-Aires pour Rome, après avoir dit la messe des Rameaux en plein air sur cette même avenue du 9-Juillet.

**CATHERINE DERIVERY** et MARCEL NIEDERGANG.

L'industriel ouest-allemand

Horst Dassier, patron de

l'empire Adidas, est mort, dans

la nuit de jeudi à vendredi

10 avril, dans un hôpital d'Her-zogenaurach en Bavière (RFA).

Il était âgé de cinquante et un

**SPORTS** 

# Médecine

La « bande à Juppé » à Bordeaux

# Mme Barzach cherche à apaiser les étudiants en médecine

L'heure est venue pour les partisans de M. Jacques Chirac de commencer à « mouiller la chemise ». C'est M. Alain Juppé qui l'a dit, vendredi 10 avril, aux quelques militants du RPR réunis pour un apéritif dans un bâtiment de la Foire de Bordeaux. Cinq membres du gouvernement, autour du ministre délégué au budget et porte-parole du gouvernement, donnent avec lui l'exemple : M= Michèle Barzach, Michèle Alliot-Marie, Nicole Catala: MM. Jacques

BORDEAUX de nos envoyés spéciaux

Cette journée bordelaise a été l'occasion pour Mª Michèle Barzach, ministre délégué chargé de la santé et de la famille, de faire le point sur un certain nombre de sujets d'actualité. A propos du sujets d'actualité. A propos du procès de la mère porteuse qui voulait garder son enfant, le célèbre 
Baby M., M. Barzach a rappelé 
qu'en France la loi interdit toute 
procédure commerciale dans une 
affaire de ce type. Sur le fond, son 
jugement a été sans appel : « Payer

La mort de Horst Dassler, patron d'Adidas

Créateur d'une marque qui a fait le tour du monde

Valade et Camille Cabana, M. Valade leur avait préparé un joli programme à Bordeaux. Viceprésident du conseil régional, président du conseil général, premier adjoint au maire de Bordeaux, le ministre délégné à l'enseignement supérieur et à la recherche a amené l'équipe au lycée technique Gustave-Eiffel pour un dialogue d'une heure et demie avec les élèves, pais devant les chefs d'entreprise de l'Union patronale girondine et egfin à l'université Bordeaux IL

une semme pour qu'elle porte un enfant, a-t-elle déclaré, c'est se prèter à une nouvelle forme d'esclavagisme. - Distinguant nettement le problème des mères porteuses de celui des nouvelles méthodes de procréation, le ministre de la santé a regretté la position prise récemment par le Vatican sur ce sujet. Considérant tout d'abord le cas de l'ovule d'une femme fécondée par le sperme de son mari, M∞ Barzach a déclaré -mal comprendre la position de question le traitement de la stéri-lité.

Adidas. Mais la force de cet homme,

toujours sourient, est d'avoir com-

pris que, grâce aux photos et à la télévision, il pouvait atteindes a

public beaucoup plus large. Ivan Lendl pour le tennis, Mohamed Ali

pour la boxe, on Nelson Piquet pour la Formule 1, devenaient des tableaux d'affichage vivants. Grâce à cax, des centaines de milliers de

jeunes, et de moins jeunes, ache-taient les produits aux trois bandes. En 1986, 56 millions de paires de chaussures out été vendus d'Est en

Ouest dans cent soixante pays du

Depuis 1980, et surtout depuis le décès de sa mère en 1985, Horst

Dassler avait repris la tête de

l'affaire familiale. Il avait résisté

rent PUMA et diversifié les produc-

tions du groupe en fabriquant des raquettes, des sacs et des ballons. Outre Adidas, Horst Dassler diri-

geait la société suisse Sardan hol-

ding SA, propriétaire des marques Le Coq sportif, Pony, Arenz, Faço-nable. Il avait fondé, en 1982, avec une agence de publicité japonaise, ISL Marketing, une société de com-mercialisation d'événements sportifs de constitution de la con-

de caractère international. Après les

coupes du monde et les champion-

nats d'Europe de football, ISL était

devenu en 1983 l'agent commercial

SERGE BOLLOCH

du monvement olympique.

Lendi pour le tem

m, il pouvait atteindre un

En ce qui concerne le problème plus large des dons extérieurs au couple, M= Barzach a estimé qu'il faudrait, tôt ou tard, définir un cadre législatif pour ces pratiques. Un texte de loi sera vraisemblable ment élaboré à cet effet dans les pro-

A propos du projet de réforme du troisième cycle des études médi-cales, qui suscite actuellement une certaine agitation dans les CHU, M= Berzach a rappelé qu'il se justi-fiait par des raisons historiques : des obligations communautaires, tout sation à l'échelle européenne des systèmes d'enseignement; et le fait que la loi Savary avait prévo des décrets transitoires qui arrivent à échéance en octobre 1987.

En pratique, il y sura donc des résidents (ceux qui n'auront pas passé le concours de l'internat on qui auront échoné à ce concours) et des internes de spécialités. S'Ils désirent parfaire leur formation, les résidents pourront devenir assistants bospita-liers et poursuivre ainsi une carrière hospitalière; D'autre part, les internes de spécialités désirant devenir chefs de clinique, mais qui ne trouvent pas de postes vacants, pour-ront exercer, à titre transitoire, des fonctions d'assistants hospitaliers de soccialités, dans l'attente de la libération d'une place. Même procédure pour les chefs de clinique désirant devenir agrégés, qui pourront, à titre provisoire, occuper un poste de pra-ticien hospitalier universitaire (PHU), M= Barzach et M. Valade se sont, une nouvelle fois, engagés formellement à faire figurer dans le texte de loi le fait que la rémunération de base des internes et des résidents sera identique.

- Tout le monde a intérêt à ce que les généralistes soient bien iés, nous a déclaré M™ Barzach. Il en va de l'image de la médecine française. En outre, une mauvaise formation des généralistes aurait des conséquences économiques graves. Je tiens à tranquilliser les étudiants : la loi leur garantira un statut et une rémunération identiques. Leur formation sera au moins aussi borate que par le passé. -

On saura lundi 13 avril, lors des assemblées générales qui se déroule-ront dans les CHU, si ces explica-tions ont rassuré les étudiants en médecine. M= Barzach devait recevoir, ce samedi 11 avril, les représentants du comité national inter-CHU.

PATRICK JARREAU et FRANCK NOUCHL

irradié à haute température. M. Labat a estimé que les objectifs de production électrique de la centrale pour l'année 1987 - 40 % de la puissance maximale n'étaient pas, pour l'heure, remis en cause. EDF et la NERSA - l'organisme constructeur européen dent sérieux - complique la tâche de ceux qui doivent défendre le dossier industriei de la poursuite de la filière surgénératrice (le Monde du

D'autant plus que les déboires récents de la « tuyauterie » du générateur de vapeur (le Monde du 18 février) ont entraîné la fermeture d'un des deux groupes alternateurs pour une durée beaucoup plus lon-gue que prévu initialement. Depuis le 10 février, et « jusqu'à fin avril » annonce-t-on timidement aujourd'hui, la centrale ne produit que la moitié de ses capacités. Le « prototype industriel » de Creys-Malville est, semblo-t-il, de plus en plus « prototype » et de moins en moins « industriel ».

· Ariane sur le marché cana-

compétition qui fascine le jeune fils d'Adolf. En 1956, Horst, tout juste âgé de vingt ans, se rend aux Jeux olympiques de Melbourne avec des valises chargées des chaussures familiales. Habilement, il hante les vestiaires des athlètes, proposant ses produits avec générosité. Les pre-mières photos des podiums suffisent à assurer le succès de la marque

athlètes. Depuis les Jeux olympiques

de Melbourne, il conneît l'impor-

tance des liens qu'il est nécessaire de tisser avec les milieux du sport, pour

promonvoir sa marque. A l'échelle

de la France, puis très vite sur tous

les continents, il aide des clubs,

patronne des épreuves, distribue des coupes. Le PDG d'Adidas parcourt

le monde, reçoit champions et res-

ponsables des comités olympiques, se propose parfois pour tenter d'évi-

ter le boycottage de ses amis soviéti-

La saga de la famille Dassler va-telle se terminer avec la disparition du PDG de la marque aux trois Quelques années plus tard, son père l'envoie en France pour dévebandes? Une formidable ascension opper les activités de la société. A qui, en quarante ans, a transformé partir du rachat d'une petite usine de chaussures en difficulté près de une petite fabrique de chaussures en une énorme entreprise, commerciali-Saverne (Bas-Rhin), l'ancien hocsant, sur tous les continents, équipekeyeur, ex-champion de javelot, se ments sportifs et rencontres internalance dans les affaires, tionales de football, risque de Mais l'entreprenant commerçant

s'interrompre. que les deux frères, Adolf et Rudolf Dassier décident, à la suite d'une mésentente, de se partager l'entre-prise familiale de fabrication de chanssures. Ils s'installent de part et d'autre de la petite rivière Aurach, à d'autre de la pentie investe Austern. Le coup de génie d'Adolf consiste à créer des chaussures réalisées avec deux morocanx du cuir fixés par trois coutures. Les trois bandes sont nées et deviennent, avec le trèfle, l'emblème d'Adidas (ADI pour Adolf et DAS pour Dassler). Moins chanceux, mais quand même bon commerçant, Rudolf aura plus de mal à imposer sa marque : PUMA.

Résultat : l'emblème familial fleurit partout. En 1976, aux Jeux olympiques de Montréal, 80 % des Les deux sociétés rivalisent pour équiper les athlètes allemands. Une

## VOILE Les solitaires quittent Rio

Les quinze rescapés de la Course autour du monde en solitaire à la voile prennent, ce samedi 11 avril à Rio-de-Janeiro, le départ de la quatrième et dernière étape à destina-tion de Newport (Rhode-Island) d'où ils s'étaient élancés le 30 août dernier. Avec 3 jours, 5 heures et 57 minutes d'avance sur Titouan Lamazon (Ecureuil-d'Aquitaine), Philippe Jeantot (Crédit-Agricole), a les meilleures chances de renouveler son succès obtenu dans la première édition en 1983.

Deuxième au Cap et à Sydney, vainqueur à Rio de la troisième étape, la plus longue et la plus pres-tigieuse avec le passage du cap Horn, Jeantot visera, cette fois, en priorité la victoire au classement général. Pour cette quatrième et plus courte des étapes qui devrait amener les premiers à Newport dans quelque vingt-cinq jours, le skipper de Crédis-Agricole redoute surtout une avarie et les pièges du «pot au noir», à proximité de l'équateur, où les bateaux peuvent rester encal-

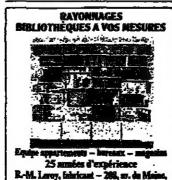
Comme Lamazou, qui avait heurté un rocher an pessage du cap Horn, le skipper de Crédit-Agricole, dont la quille s'était dessoudée dans la deuxième étape, a mis à profit de Pione de Pi l'escale de Rio pour procéder à une révision complète de son voiller. Et pour mettre un maximum de chances de son côté, il s'efforcera sans doute de calquer sa course sur celle de son principal adversaire pour mieux le contrôler.

# «Après une étude approfondie» Peugeot renonce à la formule 1

Peugeot renonce à s'investir dans rengeot renonce a s'investir dans la formule 1. Le constructeur automobile a fait connaître sa décision « après une étude approfondie », dans un communiqué publié le vendredi 10 avril. Au siège de la société, on laisse entendre que cette décision ne serait pas motivée par des promais parce que la formule 1 ne cor-respond pas à l'image de la firme.

Les incertitudes qui ont pesé sur le Grand Prix du Brésil, à cause du conflit entre les pilotes et la Fédéra-tion internationale du sport automobile au sujet de la super-licence, n'ont fait que conforter la décision de la direction de Peugeot société

Le constructeur français ne renonce pas pour autant au sport automobile. Jean Todt, directeur de Peugeot-Talbot Sport, est chargé de proposer de « nouvelles orienta-tions » afin de permettre à son équipe « d'exprimer l'intégralité de



son potentiel et de poursuivre le développement de son activité au bénéfice de l'image de l'entreprise.

A court terme, la firme sochalienne devrait développer son pro-gramme de rallyes de « type africain en 1988 en participant au Paris-Dakar, gagné en 1987, au Paris-Pékin et, éventuellement, aux rallyes de l'Atlas et de Tunisie. L'espoir de Peugeot demeure toute-fois de revenir au plus haut niveau dans le championnat du monde des rallyes, remporté en 1985 et 1986. Les difficultés suscitées par le nouveau groupe A, où toutes les voitures et toutes les pièces utilisées doivent être produites à cinq mille exemplaires an moins pour être homologuées, laissent espérer au construc-teur français un prochain ment de réglementation.

. HOCKEY SUR GLACE : In France qualifiée pour les Jeux olympiques. - Malgré une défeite, vendredi 10 avril, à Ratingen (RFA) face à l'équipe du Japon (3-2), les hockeyeurs français se sont qualifiés pour les Jeux olympiques de Calgary buts favorable à l'asue de deux matches de barrage disputés jeudi et vendredi, les joueurs français ont obtenu une victoire qu'ils n'avaient pas comue depuis les Jeux de 1968.

. TENNIS : Tournoi WCT de Dallas. - L'Américain John McEnroe a battu le Suédois Stefan Edberg en quatre sets (7-6, 6-7, 7-8, 6-4) vendrecii soir, en demi-finale des cham-pionnats de Dallas (Etats-Unis).

# DÉFENSE

### Les Britanniques n'envisagent pas un missile de croisière commun avec les Français

Le président de la commission de la défense aux Communes britanni-ques, M. Michel Mates, a déclaré, jeudi 9 avril à Paris, que l'idée d'un missile de croisière supersonique franco-britannique n'était pas envi-sageable actuellement pour Lon-dres. M. Mates a été reçu par la commission de la défense de l'Assemblée nationale dont le président, M. François Fillon, avait sugéré, dans son rapport sur la loi de programmation militaire, qu'une telle idée pouvait être avancée pour l'après-l'an 2 000.

Dans la pensée stratégique es tactique de la Grande-Bretagne, a expliqué M. Mates, il n'y a pas de place actuellement pour un tel pro-jet. Sur le plan politique, 2-t-il ajouté, de tels plans créeraient « des difficultés nationales » en Grande-Bretagne mais aussi « internatio-males » avec l'il plans auffeit. nales » avec l'Union soviétique.

Au ministère français de la Au ministère français de la défense, la suggestion de M. Fillon a été qualifiée de « simple hypothèse de travall » d'un parlementaire, et on rappelle que M. André Giraud, lors de son audition par la commission des finances de l'Assemblée sur le loi d'équipagnet militaire, ampit la loi d'équipement militaire, avait déjà expliqué le rejet du missile de croisière parce qu'il est vulnérable (s'îl est subsonique) ou impossible à faire actuellement (s'îl est superso-

128 74.00 S. 17. 18. 18.

· 1 TOOLS 1 Translate (III)

Contract sergige : ## 20 1 130 64

144

. Atte aganan .

The Minister?

- 1 Mar (1984) - 機

Le voyage

\* \* \* F. F. F. F. The of said 1,75.2 4 - ---The same of the same marie. · Whateh

\* -. \* 4 k 34 i ir isti an THE IS NOT THE

Charles age 

A STREET THE SALE The state of the state of the state of 10 TO William 2 MARINE TO CO. -The second second -The second of the second を 事業 性 治療で生ま The second of the contract of and the second state of the THE STREET, SHIP

A SAME AND AND But Minist Tolk 

A STATE OF THE RESERVE · · THE PERSON OF PERSONS ASSESSED. white the state of the said The second of the second Man and the same MANAGES NO. 

The second of the second -The second second THE PARTY AND Translation of 

Section 1 10 mm 100 mm 100 mm

# Culture

Le Monde ● Dimanche 12-Lundi 13 avril 1987 9

# THÉATRE

«Polyeucte», de Comeille, à la Comédie-Française

# Bien des micmacs en Arménie

1987 restera une date chamière dans l'histoire de la Comédie-Française : un commando de choc. conduit à l'attaque par Jorge Lavelli, a enfin délivré Polyeucte de la routine.

Les speciateurs des matinées classiques et les jeunesses des banca d'école, étaient assujettis à voir exclusivement dans Polyeucte l'archétype de la tragédie chrétienne française. An lycée les explications de texte, et à la Comédie-Française les mises en scène, s'ordonnaient autour de quelques pages privilégiées, comme les atances de Polyeucte, et trichaient sur la perspective, dévitalisaient l'ensemble.

La très belle mise en scène de La très belle mise en soène de Jorge Lavelli rend au chef-d'œuvre de Corneille l'intégralité de son discours, de ses intentions, de ses accidents, et de sea subtilités ici et là équivoques

Dès le lever de rideau, l'aspect fortifié, défensif, du décor nous annonce qu'il s'agit d'un propos mil-taire, d'une situation coloniale. Les armées romaines sont installées là dans la place forte de Mélitène, au bard de l'Euphrate, en Arménie. C'est la pointe la plus avancée des territoires qu'elles occupent, vers l'Asie. Une garnison campe, plus baut, sous les murs d'Etchimiadzine, comme une autre campe, dans un royaume voisin, sous les murs de Tbilissi. Mais le quartier général est implanté à Mélitène, d'accès plus aisé pour le ravitaillement et les

Corneille a «traité» plus d'une sois l'occupation étrangère. Suresa est situé sur l'Euphrete aussi, et Sophonisbe en Algérie, dans l'actuelle Constantine. Dans ces pièces, Corneille oppose des chefs romains, comme le Félix et le Sévère de *Polyeucte*, à des dignitaires du pays occupé, comme Polyeucte. Mais, à Mélitène, Corneille entre-

croise l'action militaire, politique, et deux autres actions : l'une, d'amour pessionnel, l'autre, de foi religieuse.

L'actuel comnisseur le plus fort de l'œuvre de Corneille, le profes-seur Georges Couton, constate que l'amour physique, ses désordres, n'ont jamais été décrits par Cor-neille avec autant de précision, de neille avec autant de précisi vigueur, que dans Polyeucte.

Pauline, la fille du gouverneur romain Félix, était amoures Rome, avant de partir avec son pere pour l'Arménie, d'un jeune officier, Sévère, qui le lui rendait bien. Félix s'est opposé à cette liaison. Et, à Mélitène, per un calcul tordu, ris-qué, Félix à obligé Pauline à épouser l'un des nobles arméniens les plus en vue, Polyeucte (car le peuple



Jean-Luc Boutté et Thierry Hanciese.

d'Arménie renâcle à cette occupa-

Pauline croyait Sévère mort dans l'une des guerres de Rome. Mais voici qu'il débarque à Mélitène, devenu le second personnage de l'Empire, pour récupérer Pauline (qu'il ne sait pas mariée). Voilà la pièce « passiomelle ».

Il est impayable »

La pièce réligieuse, maintenant : l'Arménie sera, en l'an 300, le prer royaume extérieur à reconnai-officiellement le christianisme. qui est une date déterminante.

En offet, l'empereur romain Decius est l'homme qui a décrété l'extermination des chrétiens affaire d'Etat, sous le prétexte que les chré-tiens ont pour objectif de déstabili-ser le pouvoir de Rome. Or Decius ne détient le pouvoir que trois ans, de 249 à 251.

Decius envoie Pélix en Arménie pour y maintenir l'ordre, c'est-à-dire, en premier lieu, pour y régler la

manière forte. Et Corneille construit sa pièce sur cette inconséquence : le gendre qu'a choisi Félix à scule fin de faciliter sa mission se convertit au christianisme dès le début du pre-

mieracte.

Mais voici que Corneille, assez pervers en vérité, complique tout. Félix est un homme très bizarre. Très magouilleur, très lâche, comique à force de malhonnêteté. « Il est impayable, remarque Claudel, c'est un personnage de Labiche. » Polyeucte, de son côté, est une sorte de « chien fou », qui ne sait pes trop ce qu'il veut. Grand notable arménien, il n'a pas hésité à épouser la fille du chef des occupants. il est un fille du chef des occupants, il est un « collabo », à sa manière. Néan-moins, il va devenir une bête noire des Romains, un chrétien. Mais il se convertit avant tout pour ne pas contrarier son ami Néarque, auquel il est très attaché (tous deux disent pis que pendre des femmes, et il y a chez eux, par moments, une note évidente d'homosexualité).

Baptisé à la va-vite, notre Polyeucte va s'empresser de démolir à coups de marteau, au cours d'une

cérémonie romaine de sacrifice, l'effigie d'un des dieux romains, Jupiter, alors que c'est formellement Jupiter, alors que c'est formellement interdit par l'Eglise chrétienne. Et mieux que ça : au moment d'aller accomplir cet exploit, il invite Pauline à l'accompagner : « Y venezvous, madame? » D'autre part Polyeucte, marié depuis quinze jours, jette sa femme dans les bras de son rival. Sévère : « La magnanimité avec laquelle Polyeucte aban-donne Pauline à Sévère ne souche

pas seulement au comique, elle l'atteint », dit encore Claudel. Sévère, maintenant. Le bras droit de Félix, pourfendeur des chrétiens, est un garçon très marginal. Très intello, très philosophe. Il aime beaucoup les chrétiens, quoique mécréant lui-même. Il trouve que ce sont d'excellents soldats, quand ils se battent dans les rangs des armées de Rome. Et qu'ils ne menacent aucunement l'Etat. Et que leur Dieu unique est moins glauque, plus cré-dible, que les innombrables dieux des Romains. Il explique d'ailleurs que les religions, dans leur ensem-ble, ne sont sans doute que des inventions des dirigeants politiques, qui s'emploient par là à affaiblir le peuple, à le « contenir » (et les pères jésuites amis de Corneille lui firent autocensurer ce passage de sa pièce dès la seconde édition).

#### Profusion ambiguē

Tout cet imbroglio politique, mili-taire, amoureux, religieux, n'empê-che pas Corneille d'écrire de très beaux vers, ici et là, qui brillent de la plus pure foi chrétienne. Et d'agencer un happy end où Félix se convertit au christianisme pour cal-mer un peu le désordre du peuple qui entoure le quartier général, où Pauline se convertit aussi parce qu'elle a un revenez-y pour son Polyeucte à présent mis à mort (le sang de son mari l'a baptisée, dis-Seul Sévère reste agnostique, mais il arrangera tout cela, à Rome.

Voilà. C'est toute cette profusion ambigue, par instants comique, de faits et d'intentions, de la pièce de Corneille que l'actuelle représenta-tion de *Polyeucte* nous restitue. Le spectacle, quoique très rigoureux, est d'une prodigieuse beauté, comme Lavelli sait faire, dans ses meilleurs jours. Les décors sont de Louis Bercut. Les acteurs sont magnifiques : Jean-Luc Boutté en Sévère, Jacques Sereys en Félix, Richard Fontana en Polyeucte, notamment, doment à la tragédie sa dimension entière de méditation et de poésie, c'est du très grand art.

MICHEL COURNOT.

\* Comédie-Française (actuellement présentation le dimanche après-midi à représentation le dumantue après 14 h 30 seulement en raison de la grève des techniciens et tapissiers).

### PATRIMOINE

La visite du chef de l'Etat sur le chantier

# «Il n'y a pas de guerre au Louvre» déclare M. Mitterrand

« Il n'y a pas de guerre de Cent Ans au Louvre », a déclaré M. Fran-çois Mitterrand en visitant le chan-tier da musée, le vendredi 10 avril en milieu de journée. « Le gouverne-ment a exprimé le souhait d'étaler les crédits. Il ne m'a pas demandé de réviser le projet. Je m'en tiens à ce qui a été dit et je crois sur parole des hommes honorables. Seule-ment, je regrette ce retard de deux ment, je regrette ce retard de deux ans, c'est une très grande gêne et une limitation du musée proprement dit. Je le regrette, mais ce n'est pas une catastrophe. C'est une économie qui coûtera un petit peu

Tandis que pen de journalistes, tous de la presse écrite, étaient invités lors de précédentes occasions, l'Elysée avait convié dans la cour Napoléon des photographes et des chaînes de télévision, M. Mitterrand voulant sans doute donner un certain écho à une visite qui se déroulait sous les fenêtres du minis-tre de l'économie et des finances, là où s'édific la pyramide.

Branly, lieu plus noble pour le nou-weau ministère, a rappelé le prési-dent de la République. Mais j'ai cédé aux instances du maire de Paris, M. Chirac, et du président du conseil régional, M. Michel Giraud, préoccupés par le rééquilibrage de la capitale vers l'Est. Alors, quand on me dit que Bercy c'est trop loin, le renvoie vers le premier minis-

Accompagné par l'architecte I.-M. Pei, par M. Emile Bissini, pré-sident de l'Etablissement public du Grand Louvre, et par M. Olivier

Chevrillon, nouveau directeur des musées de France, le président de la République a pu voir les pièces d'acier inoxydable dépoli à la bille de verre (cinq mille sont en cours de fabrication par la CFEM en Alsace), qui seront assemblées sur place, de la mi-mai à la mi-août, et des échantillons du verre blanc spé-cialement mis au point chez Saint-

Quand elles ouvriront au prin-temps 1988, la pyramide et la grande salle qu'elle va recouvrir donneront accès aux départements actuels du musée, inchangés. Un passage à travers l'aile Richelieu sera aménagé, et l'on verra, « ce que l'on n'avait jamais vu », a précisé M. Mitterrand, la liaison avec le Palais-Royal, aujourd'hui - coupée par un grand mur noir qui court de la colonnade de Perrault aux gui-chets -, le long de la rue de Rivoli.

Après avoir visité les sous-sols et la crypte, où ont été dégagés les sou-bessements du Louvre de Charles V, espace magnifique sous la cour Car-rée, M. Mitterrand a rappelé le respect - qu'il avait lui-même manifesté à l'égard des projets engagés par ses prédécesseurs (Orsay, La Villette, Institut du monde arabe, Défense), même quand il les avait fait réétudier, et il a déclaré : « On ne peut pas avoir investi tant de talent et d'argent pour que ce soit une susée d'artifice qui n'éclate pas », avant de conclure : « Je crois qu'un peuple est grand quand son architecture est

ML Ch

# Armistice

(Suite de la première page.)

Oue les collections les occupent ! La suite pourra attendre et peut-être s'apercevra-t-on que ces espaces sont suffisants. Les réserves du musée ne sont pas infinies et l'ouverture d'Orsay a largement contribué à les

dégonfler. Certes. Mais des départements entiers, comme celui des arts islamiques, sont toujours en caisse. Cer-taines tapisseries de grandes dimen-sions — la suite « Scipion » — ne peuvent être exposées faute de place. Ne parions pas de l'incroyable entassement qui règne dans certains secteurs comme celui de la sculpture française du dix-septième siècle. Et puisque cet argument est avant rappelons que le musée a la faculté, dès maintenant, de se déployer dans les galeries récemment réaménagées de la cour Carrée. Pourquoi alors lui refuser les crédits nécessaires, alors même que ceux-ci existent? Enfin

pointer logiquement le centre d'un espace quadrangulaire. Elle n'a sinon aucun intérét.

En fait, l'éternelle question soule-vée Rue de Rivoli — les finances doivent-elles quitter le Louvre? — revient à se demander si l'on peut faire fonctionner un ministère-clé qui doit quotidiennement être en contact avec ses homologues et les autres institutions de l'Etat (Elysée, Matignon, Chambre des députés. etc.) on étant géographiquement «isolé» ? L'isolement, le grand mot est

laché. Le ministre et le noyau du ministère (mille à mille deux cents personnes) ont, disont-ils, besoin d'être à moins d'un quart d'heure de ces centres névralgiques. La solution la plus séduisante - des vedettes rapides sur la Seine - est, hélas! envisageable. La vitesse sur le fleuve est limitée à 5 nœuds (9 kilomètres/heure), à cause de la fragilité des berges. Bercy accueillera donc vraisemblablement cinq mille fonctionnaires et peut-être un on deux ministres délégués ou secrétaires d'Etat, mais il ne fait aucun doute que le noyau dur de l'administration des finances, ministre en tête, cherchera par tous les moyens à se fixer dans le centre de Paris, à proximité du quadrilatère sacré.

L'hôtel de Roquelaure où M. Bérégovoy s'installa prématuré-ment? Les liaisons avec Bercy sont jugées mauvaises. Le quai Branly? Le maire de Paris avait refusé cette solution. Mais il n'était pas encore premier ministre. En revanche, construire sur ce site des bâtiments nouveaux ne coliterait pes loin de 2 milliards de francs. De plus, cette zone est toujours classée «espace vert». M. Balladur, soyons-en sûr, trouvera certainement des lambris dorés pour caser son maroquin.

Un armistice est donc en vue. Reste le problème du coût de la seconde tranche. Elle est estimée à 2.7 milliards de francs. L'indispensable rénovation des facades du Louvre, noircies et lépreuses, s'élèvera à 1 milliard de francs. Le réaménagement du musée et la transformation de l'aile Richelieu doivent absorber le reste des crédits. En période de vaches maigres, l'addi-tion est sévère. Les négociations entre la Rue de Rivoli et l'établissement public porteront donc essentiellement sur un calendrier que l'administration des finances entend allonger au maximum : six à quinze ans pour la rénovation des façades. Plus encore pour le redéploiement des collections et la reconversion totale du vieux palais. M. Biasini aura besoin de tous ses talents de négociateur pour réduire ces délais.

Les - libéraux » du ministère des finances seront-ils tentés d'évoquer l'exemple soviétique : la restructuration du musée de l'Ermitage à Leningrad ne sera pas achevée avant 2005. Quant à la galerie Tretiakov de Moscou, elle est carrément fermée pour travaux depuis l'année dernière et ne sera rouverte au public qu'en 1990.

EMMANUEL DE ROUX.

Beretta et Beresford à Bobigny

question des chrétiens, par la

# Harmonies abstraites

Un pianiste. Une styliste. Accord parfait à « Banlieues bleues ».

CINÉMA

17 151

1 - 3418

400

DÉFENSE

Jazz méditatif et vêtements sculptures. Les mannequins défilent, parés de jupes-culottes en lin complètement découpées sur le côté. Les accords se raréfient, Steve Beres-ford, assis devant son piano, aplatit l'air avec sa main. Entouré de cinq

musiciens, il effleure les touches de son clavier, ne regarde pas les belles dames au visage de nacre.

caramel, cuivre, sable, bronze, bleu du désert... Heurtée, minimale, la musique épouse les lignes. Le public

Leurs corps s'emboltent dans des tailleurs à poches en cornet, des manteaux grands comme des capes, des drapés immobiles. Les couleurs semblent avoir été brîlées au soleil :

applaudit chaque morceau avec

«Sacrée barbaque», d'André Klotzel

# Le voyage en ville

que de Cannes en 1985, un an avant que son interprète féminine, Fernanda Torres, ne fasse sensation sur la Croiscite avec Parle-moi d'amour, d'Arnaido Jabor (prix de la meilleure actrice), Sacrée barbaque est un conte sans intrigue ni histoire à proprement parler, une moralité sur la quête du bonheur et sa vanité. Un récit totalement « déconstruit », selon le terme consacré. œuvre d'un ancien documentariste de l'école de communication de Sao-Paulo, André Kiotzel.

Un paysan, Quim, part en quête de son destin et d'un morceau de viande rouge à travers la forêt. Il croise un aborigène, premier occupaut du pays - on se croirait en Australie - il échoue dans un village où une jeune sille avide de mariage met aussitôt le grappin sur lui. Les parents rechignent, mais les deux jeunes gens forcent la main du papa bourru. Quint se rend vite

Montré à la Semaine de la criti- compte qu'on le mêne en bateau et que, de steak saignant, il n'y a toujours pas trace. Il poursuit son che-min, déjoue les pièges du diable paré en ravissante vagabonde, puis échoue en ville avec sa compagne.

André Klotzel nous livre le film le plus abstrait, le plus théorique qui se uisse imaginer, concu sous forme de sketches courts et pleins de sens à craquer. Tel un Lévi-Strauss collectant des échantillons, il répertorie superstitions, rituels, croyances. Les vraies intentions du cinéaste explosent, en fin de parcours, avec l'arrivée à Sao-Paulo et le pillage idyllique d'un supermarché où Quim, cofin, n'a qu'à se servir et emporte sans payer son super-steak rouge sang. Conclusion bunuélienne, avec barbecue, en musique, tous les rites de la banalité bourgeoise quotidienne. Quim a franchi l'arc-en-ciel

de la condition brésilienne. LOUIS MARCORELLES. retenue, comme s'il avait peur de casser quelque chose.

Ce n'est ni un concert, ni un défilé, c'est une « performance » rigide et glacée, celle qui a clôturé à la Maison de la culture de Bobigny, la quatrième édition du Festival Banlieues bleues. Il s'agit d'une « rencontre » entre Anne-Marie Beretta, styliste, architecte de mode et Steve Beresford, pianiste, compo-

Bruce Beresford a concu sa musi-que comme Anne-Marie Beretta ses odèles : telle une bâtisseuse obsédée par la structure, les volumes, elle invente des formes éparées. Les femmes out des lèvres couleur betterave, des crinières domptées au gel, et sourient rarement. Les trente mannequins se ressemblent, elles présentent cent quarante modèles qui illustreut de façon très inégale huit années de création. Les collections se suivent, intemporelles à force d'être abstraites.

L'architecture de l'orchestre est tout aussi rigoureuse. Celui-ci est soutenu par deux tables de percus-sions (Mamadi Kamara, Michael Vachter), qui font un effet de colonne, deux clarinettes (Alan Hacker, Tony Coe), une contrebasse (Chris Laurence). Tout le mouve-ment part du milieu, de ces deux pianos îmbriques (Tony Hymas, Steve Beresford). Tout colle impeocablement : jeux de clochettes, de petites cymbales, miaulements de clarinettes pour accompagner les imperméables, kimonos de pluie longs, aux emmanchures très amples. Même harmonie entre ces jupes écostaises en mohair et cette mélodie au piano qu'on dirait jouée dans un pub, par un petit matin bru-meux. Mais on se demande où est passée la « mise en espace », de Lila Greene.

LAURENCE BENAIM.

En COCHERTOR dans les salles équipées V.O.: MARIGNAN CONCORDE PATHÉ - HAUTEFFUILLE PATHÉ STUDIO DE LA HARPE - PARNASSIENS - MAILLOT - 14 JUILLET BEAUGRENELLE 14 JUILLET BASTILLE - KINOPANORAMA GRAND FORUM HORIZON THE TRANSPORT - GEORGE V THE COLUMNIA V.C. at V.F. V.F.: FRANÇAIS PATHÉ - MAXEVILLE - WEPLER PATHÉ - MONTPARNASSE PATHÉ GALAXIE - FAUVETTE - MISTRAL - NATION - UGC CONVENTION



V.F.: VERSAILLES Cyrono - PARLY 2 - ST-GERMAIN CZL - RUEIL Ariol - POISSY REX.
VELIZY 2 - ORSAY US: 2 - 9 DÉFENSE 4 Tomps - COLOMRES Club - ENGHIEN Francois
ARGENTEJIL Gamma - THIAIS Balle Épino Partié - CHAMPIGNY Molticiné Partié
GALIMONT Ours - EVRY Gaumont - ASKIÉRES Tricycle - PANTIN Cattatour - CRÉTER Artel
ROSNY Artel - MARNE-LA-YALLÉE Artel - SARCELLES Hanndes - ALHNAY Parinor
CORREL Arcel - CACHAN Plátade - VAL D'YERRES Buxy - LA VARENNE

# théâtre

#### LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE NOUVEAU TESTAMENT. Renaissance (42-61-44-16), sam. 20 b 30. VOYAGES DE MARCO POLO, Théâtre de l'Arlequin (45-89-43-22). sam. 20 h 45.

#### Les salles subventionnées

OPERA (47-42-57-50). dim à 19 h 30; sam. 19 h 30: Elektrs, de R. Strams.

SALLE FAVART (42-96-06-11),
Concert: sam. à 20 h : concert Roussel et
l'école française (Roussel, Ravel,

COMEDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). dim à 14 h 30 ; 20 h 30 : Polyeucte : sam. 20 h 30 : Turcaret ; dim. à 20 h 30 : CHAILLOT (47-27-81-15), Grand Foyer:

CHAILLUT (47-27-81-15), Grand Feyer:
sam. à 15 h: les Voyages de Monnieur
Costie. Grand Théâtre: relâche jusqu'au
24 avril: Théâtre Génder: relâche
jusqu'au 30 avril.
ODÉON-COMÉDIE-FRANÇAISE (4325-70-32), sam. 20 h 30, dim. à 15 h:
l'Eternel Mari, d'après Dostoievski.

PETIT ODÉON (43-25-70-32), sam., dim. 18 h 30 : Barrio chino.

TEP (43-64-80-80), sam. 20 h 30, dim. 15 h (dern.) ; les Trois Scrars ; Chéma : sam. à 14 h 30; Partition inschevée pour piano mécanique, de Nikita Mikhalkov (v.o.): la Steppe, de S. Bondartchouk (v.o.); relièche du 13 au 20 avril inchus.

SEAUBOURG (42-77-12-33) Chatma-video: riddo-imformation: à 13 h: Du Zaïre au Congo, de Ch. Mesail; 16 h: Romain Gary, de V. Moszynaki; 19 h: New-York aux trousses, de G. Verlant; New-York aux trousses, de G. Versich; Vidéo-musique: à 13 h : le Lac des cygnes, de Tehatkovski : 16 h : Tosca, de Puccini ; 19 h : Cendrillon, de Rossini ; Cinéssa : cycle brésilien : voir la pro-grammation à la rubrique Films/Cinéma-

THEATRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83). Dame: Ballet du XX siè-cle/M. Béjart: le 11 à 20 h 30 ; les 11, 12 à 15 h : Mairaux, ou la métamorphose

THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). sam. 20 h 45 (dern.) : Ce soir on izat vise : Théâtre de la Ville au Théâtre de l'Escaller d'or : le 11 à 18 h 30 : Maria

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-3)-28-34) sam. 20 h 30, dim. 16 h : Britan-nicus, de Racine.

### Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-12-17) sam. 20 h 30 : Transport de femmes. ANTOINE (42-08-77-71) sam. 15 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30 : Harold et Mande. ARCANE (43-38-19-70) sam. 20 h 30, mat. dim. 17 h : ZAL on Pourquoi les hommes n'ont pas d'ailes ?

ARTS - HEBERTOT (43-87-23-23) sam. 21 h, dim. 15 h : Adorable Julia. ASTELLE - THÉATRE (42-38-35-53), sam. 20 h 30, dim. 16 h : Mon Isménie. ATELIER (46-06-49-24) sam. 21 h, dim. 15 h : le Malade imaginaire.

ATHÉNÉE (47-42-67-27) sam. 20 h : Hedda Gabler, Saffe C.-Bérard, sam. 20 h 30 : A. Wobbler.

BASTILLE (43-57-42-14) sam. 19 h 30: Un peu de temps à l'état par (dern. le 11) ; sam. 21 h., dim. 17 h : Une année sans été.

BOUFFES-PARISIENS (42-96-60-24) sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : le

CARTOUCHERIE, Théitre de la Tempète (43-28-36-36) sam. 20 k 30, dim. 16 h : Alexandre le Grand.

CITÉ INTERNATIONALE (45-89-38-59), Grand Théâtre sam. 20 h 30; Yasmim (dern. le 11). La Remerre sam. 20 h 30 : Hermani (dern. le 11). La Galerie sam. 20 h 30 : Ecoute petit homme. COMEDIE-CAUMARTIN (47-42-43-41)

sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Reviers dor: A l'Elyste. COMEDIE DES CHAMPS-ELYSÉES

(47-20-08-24) sam. 20 h 30, dim. 17 h 30: Fleur de cactus.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11) sam. 17 h + 21 h, dim. 15 h 30: Besu Rivage.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22) sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Orlando Furioso.

DÉCHARGEURS (42-26-47-77) sam. 18 h 30, dim. 15 h : Sidonie. DIX HEURES (42-64-35-90) sam. 22 h 15 : le Complete de la carotte. 18-THEATRE (42-26-47-47) sam. 20 h 30, dim. 16 h : The show must go on. EDEN-THEATRE (43-56-64-37) sam. 21 h, dim. 18 h 30 : Revolver pour 2. ÉDOUARD-VII (47-42-57-49) 20 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : les Clients.

ESCALIER D'OR (voir Th. Subves-ESPACE ACTEUR (42-62-35-00) sam.

ESPACE MARAIS (42-71-10-19) sam. 20 h 30, dim, 16 h: Mimenklatura (dorn. le 12); sam. 22 h 15, dim. 14 h 15: Mente 12); sam. 22 n 13, dam. 14 n 13 : Mensonge (dern. le 12).

ESSAION (42-78-46-42) sam. 19 h, dim.
15 h : le Festival du cannibale; sam.
21 h : Le sourire est sous la pluie. IL sam.
20 h 30, dim. 17 h : L'amour est est

LE SARLADAIS

2, rue de Vienne. 8

FONTAINE (43-74-74-40) sam. 17 h + 20 h30, dim. 15 h 30 : Un beau salaud. GAITÉ-MONTPARNASSE (43-20-60-56) sam. 21 h, dim. 15 h: Bossoir maman (dern. le 12).

manus (dern. le 12).

GALERIE 55 (43-26-63 51) sam. 19 h:
Sir Gawain and the Green Knight; 21 h:
Master Harold and the Boys.

GRAND EDGAR (43-20-90-09) sam.
20 h 15: C'est ot soir on jamais; 22 h:
Palier de crabes.

GRAND HALL MONTORGUEIL (42-96-04-06) sam. 20 h 45, dim. 18 h 30 ; Des orchidées au clair de lune. GUICHET-MONTPARNASSE (43-27-88-61) sam. 19 h : Paul Léautaud, or vieil enfant perdu ; sam. 21 h : Fleurs de

GYMNASE (42-46-36-37) sam., dim. 20 h 30 : Cycle Molière. HUCHETTE (43-26-38-99) sam. 19 h : la Cantatrice chauve : 20 h : la Leçon ; 21 h 30 : Sports et divertissements. LIERRE THÉATRE (45-85-55-83) sam. 20 h 30, dim. 16 h : Electre (dorn. le 11).

LUCERNAIRE (45-44-57-34) Y : sam.
19 h 30 : Baudelaire; 21 h 15 : Moi, Moi et Moi. II : 20 h : le Petit Prince.

MADELEINE (42-05-67-09) sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Dis-moi Blaise. MARAIS (42-78-03-53) sam. 20 h 30 ; la Comédie sans titre

Comédie sam titre.

MARIE-STUART (45-08-17-80) sam.
20 h 30 : Vie d'A. Colin; sam. 22 h : Un

MARIGNY (42-56-04-41) sam. 20 h, dim. 14 h 30 : Kean. Petite salle (42-25-20-74) sam. 18 h + 21 h, dim. 15 h ; la Galipette. MATHURINS (42-65-90-00) sam. 20 h 30, dim. (5 h 30 : l'Idiot. MICHEL (42-65-35-02) sam. 18 h 45 et 21 h 40, dim. 15 h 30 : Pyjama pour six.

MICHODIÈRE (47-42-95-22) sam. 20 h 30, dim. 15 h, sam. 18 h 30 et 21 h : Double mixte. MOGADOR (42-85-28-80) sam. 20 h 30,

dim. 14 h 30: Charet.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76) sam.
18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30: Mais वृद्धां द्धाः वृद्धाः ? NOUVEAU TH. MOUFFETARD (43-31-11-99) sam. 20 h 45, dim. 15 h 30: Dom Juan.

ŒUVRE (48-74-42-52) sam. 20 h 45, dim. PALAIS DES GLACES (46-07-49-93)
sam. 21 h, dim. 15 h : S. Joly. Petite salle
sam. 20 h 30 : Laisse tomber la neige.

POCHE (45-48-92-97) sam. 21 h, dim.

POTINIÈRE (42-61-44-16) sam. 20 h 30 : Journal d'un curé de campagne. RENAISSANCE (42-08-18-50) sam. 21 h, dim. 15 h 30 : le Nouveau Testament.

ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20) sam. 21 h : la Pic rouge. SAINT-GEORGES (48-78-63-47) sam. 19 h st 21 h 30, dim. 15 h : les Seins de

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10) sam. 19 h 30, dim. 14 h : Voyage su bout de la mit; mm. 21 h, dim. 15 h 30 : le Pool en ean. TAC STUDIO (43-73-74-47) sam. 20 b :

TAI TH. D'ESSAI (42-78-10-79) sam. 20 h 30, dim. 15 h : Antigone ; sam. 22 h, dim. 17 h : l'Écume des jours ; sam., dim. 17 h : Huis clos.

Th. DE L'EURE (45-41-46-54) sam. 20 h 30 : Périchole 1919.

TH. D'EDGAR (43-22-11-02) sam. 20 h 15 : les Babes cadres ; sam. 23 h 30 ; Nous on fait où on nous dit de faire. THL DE FORTUNE (43-56-76-34), le 11 à 21 h : le Grand Efflenqué. TH. GREVIN (42-46-84-47) sam. 20 h 30 : l'Otage.

THÉATRE 13 (45-88-16-30) sam. 20 h 30, dim. 15 h : A pied.

TH. 14 J.-M. SERREAU (45-45-49-77) sam. 20 h 45, dim. 17 h : Vera Baxter (dern. le 12). THL POUR CEUX QUI N'Y VONT

PLUS... (43-54-78-36) sam. 15 h, dim. 15 h : Paroles tues ou almer à Paris en TH. PARIS-VILLETTE (42-02-02-68) sum. 21 h, dim. 16 h 30 : Conversations après un enterrement.

TH. DE LA PLAINE (42-80-15-65) sam. 20 h 30, dim. 17 h : la Villa blese, le Rêve rose et Poire.

TH. DU ROND-POINT (42-56-60-70), Grande salle, le 11 à 20 h, le 12 à 15 h: R. de Gioucester. Petite saile, sam. 20 h 30 : la Salle d'attente; sam.

TOURTOUR (48-87-82-48) sam. 20 h 30 : Babiboum (dern. le 11). TRISTAN BERNARD (45-22-08-40) sam. 20 h 30 : l'Amirer saire.
20 h 30 : l'Amirer saire.
21 h 30 : C'est encore mieux l'après-midi.

Le music-hall CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE (43-72-00-15) le 11 à 21 à : Ememble E. Zimmer.

CITHEA (43-57-99-26) le 11 à 22 h 15 : 2. Fraum. CONNÉTABLE (42-77-41-40) sem. 22 h 30 : G. Artemise, A. Badin, Djaims, A. Vanderlove.

ESCALIER D'OR (Voir Th. subventionnés.) LUCERNAIRE (45-44-57-34) sam., dim. 22 h : J. Quer.

o Ambiance municipie in Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repus - J., H. : ouvert jusqu'il... heures

DINERS

Déj., diner j. 22 ls. Custane périgourdine. CASSOULET, CONFTT, FOIE GRAS, CEPES, MORILLES, menu 180 F Lc. avec spécialités. CARTE 180/200 F.

# Le Monde sur minitel

36.15 TAPEZ LEMONDE

#### Samedi 11 - Dimanche 12 avril

OLYMPIA (47-43-25-49) sum. 20 h 30: Les concerts

M. Head.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93)
sam. 20 h 30 : P. Dupoyet (daru. le 11);
sam. 21 h, dim. 15 h : S. Joly.

PALAIS DES SPORTS (48-28-40-90)
sam. 21 h, dim. 14 h 15 et 17 h 30 : Holiday on ion.

TLP DEJAZET (42-74-20-50) sam. 20 h 30, dim. 16 h : M. Jolivet.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUNLIQUE (42-78-44-45), sam. 21 h., dim. 15 h 30 ; l'Accroo-Inditation. DEUX-ANES (46-06-10-26), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Aprèn la rose, c'est le bos-

#### La danse

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35) le 11 à 20 h, le 12 à 17 h : Vision. CENTRE MANDAPA (45-89-01-60) le 11 : L Da Silveira. ESPACE MARAIS (42-71-10-19) sam, dim. 18 h 30: J. Jimena, dern. le 12. MAISON DEUTSCH DE LA MEUR-THE (42-23-67-81) le 11 à 21 h; Controllance comproduction impostr

PALAIS DES CONGRÉS (42-66-20-75) sam. 15 h et 20 h 30, dim. 15 h : Ballet Moltantev.

IVT (43-65-63-63) sam. 21 h, dim. 17 h : Les terres à rebours, dern. le 14.

SAMEDI 11 AVRIL ielle Pleyel, 20 h : Orchestre national de France, dir. : V. Fedomeiev (Tchaf-

kowić). Lucerneire, 18 h 30 : R. Nakaoki (Debassy, Dutilieux, Ishii).

Carrefour de la Différence, 21 h : Eusou-ble E. Zimmer. Le Regard de Cygne, 20 h 30 : Rescontre France-Bréss (Ravel, Roussel, Villa-Notre-Dame de Paris, 20 h 30 : Kamer-

oriest de Twente (Bach). Eglise Seint-Merri, 21 h : Orchestre de chambre Prélude, dir. : J.-M. Adries. 18-Thildre, 16 h 30 : Quintette à vent d'Ilo-do-France (Françaix, Ligeti, Danzi...).

DIMANCHE 12 AVRIL Eglise Saint-Merri, 16 h : J.-L. Hagno-nmer, P.-H. Xuereb, P. Minard (Mozart,

Le Regard du Cygne, 16 h et 20 h 30 : voir Eglise des Billettes, 10 h : G. Harle (Bach,

Notro-Dame de Paris, 17 h 45 : P. Acschi-mann (Bach, Roger).

Th. da Roud-Point, 11 h : B. Belkin, Ch. Ortiz (Beethoven, Prokofiev). Ecole supérieure de commerce, 17 à 30 : F. Killian (Chopin, Ravel).

Les Times marqués (\*) sout interdits aux moins de treixe aux, (\*\*) aux moins de dix-lant aux,

#### La Cinémathèque CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI 11 AVRIL Hommage à Gian Vittoric Baldi : 15 h, la Notte dei fiori (v.a.); Trio (v.a. s-t.f.); Hommaga à Blake Edwards: 19 h, la Party (v.a. s-t.f.); le Grande Course autour du ie (v.o. s.-Lf.).

DIMANCHE 12 AVRIL Hommage à Gian Vittorio Baldi : Amilaco (v.o.) : Anni duri (v.o.) : 21 h, Hommage à Blake Edwards : Darling Lili (v.o.

# **EEAUBOURG (42-78-35-57)**

SAMEDI II AVRIL 15 h, Noi Due Soli, de V. Metz; 17 h, la Dame aux camélias, de R. Bernard; 10 h 15 Films de femmes Créteil 87 Films primés; 21 h, Dix ans de cin français: la Scaristine, de G. Aghion.

DOMANCHE 12 AVRIL 15 h, Artila, liéan de Dieu, de P. Francisci (v.o.); 17 h, Currousel fantastique, de E. Giannini (v.o.); 19 h 30, films de femmes, Créteil 87; 21 h, Dix ans de cinéma français: la Question, de L. Heyse-

#### CENTRE GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29) Le ciulme brisilles

SAMEDI 11 AVRIL 14 h 30, A porta do Céu, de D. Limongi Batista; A Falecida, de L. Hirszmau; 17 h 30, Os Herdeiros, de C. Diegnes, 20 h 30, Sao Paulo Sociedade Amazima, de

DIMANCHE 12 AVRIL

# 14 h 30, Mens Oiso Anos, d'H. Mauro; Vides secas, de N. Pereira dos Santos; 17 h 30, Spray Jet, d'Ana Maria Magal-hees; Todas es Mulheres do mundo, de D. De Oliveira; 20 h 30, O Caso dos Irmanos Naves, de L. Sergio Person.

Les exclusivités AJANTRIK (Ind., v.o.) : Républic-Cinéma, 11 (48-05-51-33).

Cinéma, 11º (48-05-51-33).

ALLAN QUATERMAIN ET LA CITÉ DE L'OR PERDU (A., v.n.): Foruma Horizon, 1º (45-08-57-57); Breungen, 6º (42-22-57-97); Ermitage, 3º (45-63-16-16); George V. 3º (45-62-41-46); v.f.: Rex., 2º (42-62-83-93); UGC Montparusase, 6º (54-74-94-94); Paramount-Opéra, 9º (47-42-56-31); UGC Bonlevard, 9º (45-74-95-40); La Bastille, 11º (43-42-16-80); UGC Gobelina, 13º (43-36-23-44); Mistral, 14º (45-39-52-43); Couvention Si-Charles, 15º (45-72-46-01).

40-01).

ASSOCIATION DE MALFAITEURS
(Pr.): Forum, 1" (42-33-42-26); Marignan, 8 (43-59-92-82); Français, 9 (47-70-33-88); Galaxie, 13" (45-80-18-03); Montparrasso-Pathé, 14" (43-20-12-06); Gaumont-Convention, 15" (48-28-42-27); Maillot, 17" (47-48-06-06).

BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ (A., v.f.) : Napoléon, 17- (42-67-63-42).

RIVE DROITE

BIRDY (A., v.o.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34). BRAZIL (Brit., v.o.) : Epte-de-bois, 9-(43-37-57-47). CHAMBRE AVEC VUE (Brit., v.a.) :

CHAMERE AVEC VUE (Brit., v.o.):
Forum-Aro-en-Ciel, 1° (42-97-53-74);
14-Juillet Odéon, 6° (43-25-59-83);
Ambassade, 3° (43-59-19-08); Mont-parnos, 14° (43-27-52-37); 14-Juillet
Beaugrenelle, 19° (43-75-79-79).
CHRONIQUE DES ÉVENEMENTS
AMOUREUX (Pol., v.o.): ClunyPalsoc, 5° (43-25-19-90).

Palace, 5° (43-25-19-90).

LA COULEUR DE L'ARGENT (A., v.a.): Ganmont-Halles, 1" (42-97-49-70); UGC-Odéon, 6° (42-25-10-30); Pagode, 7° (47-05-12-15); Marignes, 8° (43-59-92-82); Publicis-Champe-Elysées, 8° (47-20-76-23); 14-Juillet-Bestille, 11° (43-37-90-81); Ganmont-Parnasse, 14° (43-35-30-40); 14-Juillet-Beangrenelle, 15° (45-75-79-79); Gaumont-Opéra, 2° (47-42-60-33); v.f.: Fauvette, 13° (43-31-56-86); v.f.: Fauvette, 13° (43-31-56-86); v.f.: 56-86); Montparnasso-Pathé, 144 (43-20-12-06); Pathé-Clichy, 19 (45-

46-01). La COULEUR POURPRÉ (A., v.a.) : Lucernaire, 6' (45-44-57-34). CRIMES DU CIEUR (A., v.a.): 14-Juillet-Odéon, & (43-25-59-83); UGC-Biarritz, & (45-62-20-40).

Biarritz, 9 (45-62-20-40).

CROCODILE DUNDEE (Anst., v.a.):
Forum-Horizon, 1" (45-08-57-57);
Marigann, 8 (43-59-92-82); v.f.: impérial, 2" (47-42-72-52); Res., 2" (42-36-83-93); Bestille, 11" (43-42-16-80);
Galaxie, 13" (45-80-18-03);
Montparnesse-Pathé, 14" (43-20-12-06);
Convention St-Charles, 15" (45-79-33-00); Pathé-Clichy, 18" (45-22-46-01).

46-01).
LA DAME DE MUSASHINO (Jap., v.o.): St-Germain Hachetta, 5 (46-33-63-20).

LE DESTIN DE MADAME YUEI (Jup., v.o.): 14-Juillet Parmane, 6 (43-26-58-00).

LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN (Can.): UGC-Odéon, & (42-2510-30); UGC-Rotonde, & (45-7494-94); UGC-Champs-Elysées, \$
(45-62-20-40); UGC-Baulevards, \$
(45-74-95-40); UGC-Gare-de-Lyon, 12e
(43-43-01-59); UGC-Gobelins, 13- (4336-23-44).

DOWN BY LAW (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, & (43-26-48-18).

des-Arts, 6 (43-26-48-18).

LES ENFANTS DU SILENCE (A., v.o.): Gramont-Halles, 1= (42-37-49-70): Gaumont-Opéra, 2= (47-42-60-33): Publicis-Saint-Germain, 6= (42-22-72-80): Hautefeuille, 6= (46-33-79-38); Pagode, 7= (47-05-12-15): Gaumont-Champs-Elysées, 8= (43-59-04-67); Gaumont-Parassec, 14= (43-33-30-40); Mayfair, 16= (43-23-27-06); vf.: Saint-Lezare-Paquier, 8= (43-87-35-43); Paramount-Opéra, 2= (47-42-56-31); Nations, 12= (43-43-04-67); Fauvente, 13= (43-31-56-86); Miramar, 14= (43-20-89-52); Gaumont-Couvention, 15= (48-22-42-27); Paths-Clichy, 18= (45-22-46-01).

LES EXPLOITS DUN JEUNE DON

LES EXPLOITS D'UN JEUNE DON JUAN (Ft.-lt.) : George-V, 9 (45-62-41-46) ; Maxéville, 9 (47-70-72-86) ; Lumière, 9 (42-96-49-07).

FIEVEL ET LE NOUVEAU MONDE (A., vf.) (H. sp.) : Ciné-Reinbourg, 3-(42-71-52-36) ; Mistrai, 14- (45-39-52-43) ; St. Lambert, 19- (45-32-91-68).

LES FUGITIFS (Pr.) : Ambasande, 8 (43-59-19-08). GARCON SAUVE-TOL (Tel., v.A.) : Ulo-

pia, 5 (43-26-84-65). pin, 5 (43-26-84-65).

GOLDEN CHILD (A., v.a.): Porum Florizon, 1\* (45-08-57-57): Impérial, 2\* (4742-72-52); UGC Danton, 6\* (42-2510-30); Marignan, 4\* (43-59-92-82);
Publicis Champs-Elyséen, 8\* (47-2076-23); Gaumont-Parmasse, 14\* (43-3530-40); v.f.: Rex, 2\* (43-36-83-93);
UGC Montparmasse, 6\* (45-74-94-94);
Paramount-Opéra, 9\* (47-42-56-31);
Bastille, 11\* (43-42-16-80); UGC Gare
de Lyon, 12\* (43-43-01-59); Fauvette,
13\* (43-31-56-26); Montparmasse-Pathé,
14\* (43-27-84-50); Gaumont-Alésia, 14\*
(43-27-84-50); Gaumont-Convention, 15\* (48-28-42-27); Convention St-Charlet, 15\* (45-79-33-00); Pathé-Clichy, 15\* (45-22-46-01); Gammont-Gamberta, 20\* (46-36-10-96); Sourétan, 19\* (42-06-79-79).

GOTHIC (Brit., v.o.) (\*) : Cinoches, 6

(46-33-10-82).

LE GRAND CHEMIN (Pt.): Gammont-Haller, 1\* (42-97-49-70); Hautefcuille, 9 (46-33-79-38); Ambassada, 8\* (43-59-19-08); Georges-V. 9\* (45-62-41-46); St-Lazzire Pasquier, 8\* (43-87-35-43); Prançak, 9\* (47-70-33-88); Nations, 12\* (43-43-04-67); Francette, 13\* (43-31-56-36); Galaxie, 13\* (45-80-18-03); Gaumont-Alfaia, 14\* (43-27-84-50); Miramer, 14\* (43-20-89-52); Farriagains, 14\* (43-20-32-20); Gaumont-Convention, 19\* (48-28-42-27); Mailled, 17\* (47-48-06-06); Parisé-Clicky, 19\* (45-22-46-01).

HANNAH ET SES SŒURS (A., v.a.);

HANNAH ET SES SŒURS (A., v.a.): Studio de la Harpe, 5 (46-34-25-32); Triomphe, 8 (45-62-45-76). L'HISTOIRE DU CAPORAL (Fr.) : Utopin. 5- (43-26-84-65). JEAN DE FLORETTE (Pr.) : Goorge-V.

9 (45-62-41-46).

PEUX D'ARTIFICES (Fr.): Lamenbourg & (46-33-97-77).

PLIMPIN JACK FLASH (A., v.o.): Triomphe, 9 (45-62-45-76).

LABYRINTHE (A., v.o.): Triomphe, 9 (45-62-45-76).

(45-62-45-76).

LE LENDEMAIN DU CRIME (A., v.o.): Ciné-Beaubourg, 3º (42-71-52-36); UGC-Danton, 6º (42-25-10-30); UGC-Rotrodd, 6º (45-74-94-94); UGC-Biarritz, 9º (45-62-20-40); Id-Juillet-Beangrencile, 19º (45-75-79-79).

LE MÁITRE DE GUERRE (A., v.o.): UGC-Normandie, 9º (45-63-16-16); v.f.: Paramount-Opéra, 9º (47-42-56-31).

56-31). 56-31).

MANON DES SOURCES (Fr.): Lucermaire, 6\* (45-44-57-34): Français, 9\* (4770-33-85); Marignan, 8\* (43-59-92-82).

MASQUES (Fr.): Forum-Orient-Express,
1\* (42-33-42-26).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Trois-Lascembourg. 6 (46-33-97-77) (h. sp.) ; Epte-de-Bois, 5 (43-37-57-47). MELO (Fr.) : 14-Juillet-Oddon, 6 (43-25-59-83) : Elyates-Lincoln, 8 (43-59-36-14).

MES DEUX HOMBAES (All., v.s.):
Gaumont-Hailes, 1" (42-97-49-70);
14-Juillet-Odéon, 6" (43-25-59-83); v.L.:
Gaumont-Opéra, 9" (47-42-60-33). LA MESSE EST FINIE (IL, v.o.):
Racine-Odéon, 6 (43-26-19-68).
LE MIRACULÉ (Fr.): Forum-1\* (42-97-53-74); 7-Parmasiens, 14 (43-20-32-20).

MISSION (A. v.a.) : Elysées-Lincoln, 8-(43-59-36-14) ; v.L : Lumière, 9- (42-46-

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.a.): Cinoches, 6 (46-33-10-82). NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TÊTE (A., v.o.): Cimoches, 6 (46-33-10-82).

LE NOM DE LA BOSE (Fr.); v. sogl.: Forum: Horizon, 1" (45-08-57-57); Mer-oury, 3" (45-62-96-82); v.f.: Français, 9" (47-70-33-88); Montparnos, 14" (43-27-52-57). OUT OF AFRICA (A. v.o.) : Publicis-

Matignon, 9 (43-59-31-97).

PLATOON (A., v.a.) (\*); Forum-Horizon, 1\* (45-08-57-57); Studio-do-in-Harpe, 9\* (46-34-25-52); Hante-

fetalle, 6\* (46-33-79-38); Marigman, 8\* (43-59-92-82); v.o. et v.f.; George-V, 8\* (45-62-41-46); v.o.: 14-Juillet-Bastille, 11\* (43-57-90-81); Parmassiens, 14\* (43-20-30-19); Kisopanorama, 15\* (43-65-50-50); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15\* (45-75-79-79); v.f.; Maxéville, 9\* (47-70-72-86); Français, 9\* (47-70-33-88); Nations, 12\* (43-43-04-67); Français, 13\* (43-31-60-74); Galaxie, 13\* (43-80-18-06); Mistral, 14\* (45-39-52-43); UGC-Convention, 15\* (45-74-93-40); Maillot, 17\* (47-45-96-06); Paths-Weptor, 18\* (45-22-46-01).

Pathé-Wepler, 18\* (45-22-46-01).

POUSSIÈRE D'ANGE (Fr.) : CinéBeaubourg. 3\* (42-71-52-36) : UGCMontparusses, 6\* (45-74-94-94) : UGCOdéon, 6\* (42-25-10-30) : UGC-Biarritz,
8\* (45-62-20-40) : UGC-Boulevards, 9\*
(45-74-95-40) : Hollywood Boulevard, 9\*
(47-70-10-41) : UGC-Gobelius, 13\* (4336-23-44) : UGC-Convention, 15\* (4574-93-40).

OUATRE AVENTURES DE DAT

74-93-40).

OLIATRE AVENTURES DE RAINETTE ET MIRABELLE (Fr.):
Lusembourg, 6 (46-33-97-77); Parrassiens, 14 (43-20-30-19).

ROSA LUXEMBURG (AL, v.o.): Cinoches, 6\* (46-33-10-82).

SABINE KLEIST, SEPT ANS (AL, RDA, v.o.): Républic-Cinéma, 11\* (48-05-51-33).

SANS PITTÉ (A., v.o.) : George-V. 3 (45-62-41-46). 62-41-46).

LE SACRIFICE (Franco-Suéd., v.a.):

Bonaparte, 6 (43-26-12-12).

SIERPWAIE (A., v.a.): St-Andrédes-Arts, 6 (43-26-48-18) (b. sp.).

ons-AIR, 67 (43-20-48-10) (B. 59.).

1E SOLITAIRE (Fr.): Forum-Orient-Express, 1º (42-33-42-26); Rex, 2º (42-36-83-93); Ambassade, 5º (43-59-19-08); Paramount-Opéra, 9º (47-42-56-31); Gaumout-Alésie, 14º (43-27-84-50); Miramar, 14º (43-20-80, 67)

89-52). 85-52).

STAND BY ME (A., v.c.): CiniBeanbourg, 3° (42-71-52-36); UGCDanno, 6' (42-25-10-30); UGC-Biarritz,
3° (45-62-20-40); v.f.: UGCMontpermanc, 6' (45-74-94-94).

Montparmenc, 6\* (45-74-94-94).

LA STORLA (I., vo.): Forum-Orient Express, 1\* (42-33-42-26); 1\* (45-08-57-57); Gaumont-Opéra, 2\* (47-42-60-33); 14-Juillet-Odéon, 6\* (43-25-59-83); Colisée, 8\* (43-59-29-46); 14-Juillet-Beaugremelle, 15\* (45-75-79-79); Bienventle-Montparmesse, 15\* (45-42-02) (45-44-25-02).

(45-44-25-02).
STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.): Utopia, 9 (43-26-34-65).
TÊTE DE TURC (All., v.o.): St-Andrédes-Arts, 6 (43-26-48-18).
LE THÊME (Sow, v.o.): Cosmos, 6 (45-42-80): Triompha, 9 (45-62-45-76); 7-Parassisms, 14 (43-20-32-20).
Turbuber (C., Colin Andrédes Auto-

THÉRÈSE (Fr.): Saint-André-des-Arts, 6 (43-26-80-25); UGC-Biarritz, 8 (45-62-20-40); Parmaniens, 14 (43-20-

30-19).

372 LE MATTN (Fr.): Gammon-Halles,
1" (42-97-49-70); Saint-Michel, 5' (4326-79-17); George-V. B' (45-62-41-46);
Bleavenite-Montpurasse, 15' (45-44-TROIS HOMMES ET UN COUFFEN (Fr.): Club, 9 (47-70-81-47).

de Section

But the Wall

4

9

5年

1.2. 2.

TRUE STORIES (A. v.a.) : Ché-Beaubourg, 3: (42-71-32-36); UGC-Danton, 6: (42-25-10-30); UGC-Rotonde, 6: (45-74-94-94); Biarritz, 8: (45-62-20-40); Escurial, 13: (47-07-UN ADIEU PORTUGAIS (Port, v.c.) : Lazina, 4 (42-78-47-86).

ANGEL HEART (\*). Film américain de Alan Parker, V.a.: Gaumont Hallos, 1\*\* (42-97-49-70); St-Michel, 5\* (43-26-79-17); Brutagne, 6\* (42-22-57-97); 14-Juillet, 6\* (43-25-57-83); Ambansade, 8\* (43-59-6 (42-22-57-97); 14-Juillet, 6 (43-25-59-63); Ambanade, 9 (43-59-19-08); Escarial, 13 (47-07-28-04); 14-Juillet Beaugranelle, 15 (45-75-79-79); Maillet, 17 (47-48-06-06). V.o. et v.f.: Gamment Opére, 2 (47-42-60-33). V.o.: Rez, 2 (42-36-33-93); 14-Juillet Beanille, 11 (43-57-90-81); Parvette, 13 (43-21-56-36); Montparnos, 14 (43-27-52-37); Gaumont-Alésia, 14 (43-27-54-50); Gaumont-Correntios, 15 (48-22-42-27); Pathé-Cischy, 18 (45-22-46-01); Gaumont-Gambetta, 20 (46-36-10-96).

10-96).
L'AUTRE MORTÉ DU CIPL. Pim espagnol de Massuel Gutierrez Aragm. Vo. : Cho-Besnbourg. 3º (42-71-52-36); Latina, 4º (42-78-47-86); Ambassade, 3º (43-59-19-08); Genmont-Parasse, 1º (43-35-30-40).
LES BISOUNOURS Nº 2. Dessin animé américain de Dale Schott. V.f.: Forum Aroon-ciel, 1º (42-97-53-74); George-V. 3º (45-62-41-46); Paramount-Opéra, 9º (47-42-56-31); Bastille, 11º (43-42-16-80); Bisuventle Montpurnasse, 15º (45-42-50-2); St. Lambert, 19º (45-32-91-68).
L'ÉPOUVANTAIL. Plem soviétique

LEROUX NTAIL. Film soviscique de Roland Bytov. V.o.: 14-Jaillet Parnamo, & (42-26-58-00). V.I.: Triomphe, & (45-62-45-76). Triumphe, P. (45-62-45-76).

LA GURREE DES ROBOTES, Demin animé américain de Nelson Hin.

V.J.: Forum, I\*\* (42-33-42-26); Hennitage, P. (45-63-16-16); UGC Boulevard, P. (45-74-95-40); UGC Gare de Lyon, 12\*\* (43-43-01-59); UGC Gobelina, 13\*\* (43-36-23-44); Impages, 13\*\* (45-22-47-94).

Images, 18 (45-22-47-94); Images, 18 (45-22-47-94); INSPECTRUR GADGET, Demin aniné français de Bruno Bianchi. Gamnont-Halles, 1\* (42-97-49-70); Ambassade, 9 (43-59-19-08); Saint-Ambroise, 11\* (47-09-89-16); Gangara Africia, 14\* (42-27 Saint-Ambroise, 11 (47-00-89-16); Garmont Alésia, 14 (43-27-

\$4-50); Montpersos, 14 (43-27-52-37); Gaumont Convention, 15-(48-28-42-27).

(48-28-42-27).

KING KONG 2. Film américain de John Guillermin. V.a.; Forum, 1\* (42-33-42-26); Ganmont-Parmasse, 1\* (43-35-30-40). V.f.; Rex. 2\* (42-36-83-93); UGC Montparmasse, 6\* (45-74-94-94); George-V, 8\* (45-62-41-46); UGC Boalevard, 9\* (45-74-95-40); UGC Gare de Lyon, 12\* (43-43-01-59); UGC Gobelina, 13\* (43-36-23-44); Convention St-Charles, 15\* (45-79-33-00); Pathé-Clichy, 18\* (45-22-46-01); Mistral, 1\* (45-39-52-43).

LAPUTA. Film allemand de Helma Sanden-Brahms, V.o.; Forum Arosn-ciel, 1\* (42-97-53-74); St-Germain Village, 6\* (46-33-62-20); Etysées-Lincoln, 8\* (43-59-36-14); 7 Parmassicas, 1\* (43-20-32-20).

LE MOUSTACHU. Film français de

7 Parnessiem, 14 (43-20-32-20).

LE MOUSTACHU. Film français de Dominique Chanseois. Impériel, 2: (47-42-72-52); Hautefeuille, 6e (46-33-79-38); Marigman, 9: (43-59-92-82); St-Lazare Pasquier, 9: (43-67-35-48); Nation, 12: (43-43-04-67); UGC Gare de Lyon, 12: (43-43-01-59); Farvette, 13: (43-31-56-86); Gaumont-Alésia, 14: (43-20-12-06); Gaumont-Convention, 15: (48-28-42-27); Images, 18: (45-22-47-94).

OVER THE TOP: Film américain de

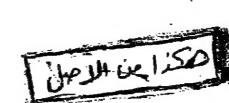
OVER THE TOP. Film américain de M. Gotas. V.o.: Forum Horizon, 1\* (45-08-57-57); Colisée, 8\* (43-59. (45-08-57-57): Colisée, & (43-59-29-46); Normandie, & (43-59-29-46); Normandie, & (45-63-16-16). V.f.: Rez, 2° (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6° (45-74-94-94); Paramount-Opéra, 9° (47-42-56-31); UGC Boulevard, 12° (45-74-95-40); UGC Gobelins, 12° (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13° (43-36-23-44); Mistral, 14° (45-39-52-43); Montparnoa, 14° (45-27-23-7); UGC Convention, 15° (45-74-93-40); Images, 18° (42-67-79-79).

SACRÉE BARBAQUE, Film brésièm d'André Klotzel, V.o.: Ciné-Beaubourg, 3° (42-71-52-36); Utopia, 5° (43-26-84-65).

Le Monde ser minitel

LIVRES

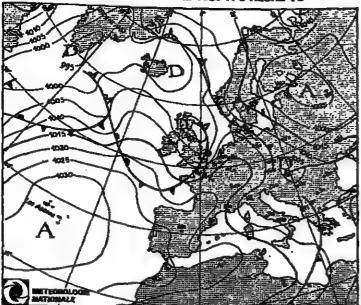
Pour retrouver les dernières critiques du Monde. 36.15 TAPEZ LEMONDE



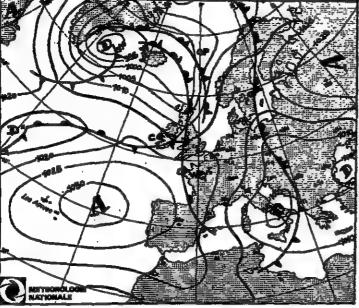
# Informations «services»

# MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 11 AVRIL 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 13 AVRIL A 9 HEURE TU



olation probable du temps en France entre le samodi 11 avril à 0 hours et le dissanche 12 avril à 24 hours.

Après le passage, samedi, d'une per-turbation, un flux de nord s'établite sur le pays. L'onde mivante, située le mêms jour au sud-onest de l'Islande, affecters, dimanche, la bordure atlantique en donmusi de raides pimes. Sur un grand quart nord-est, l'imstabilité persisters, accompagnée de nombreuses averses.

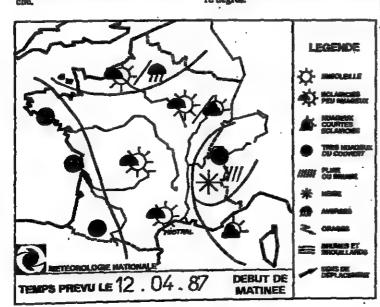
Dimanche : de la Hante-Normandie et du Nord, au Nord-Est, au nord du Massif Central et aux Alpes, éclaircies, pessages nuageux et averses alternerent. Ces averses seront localement fortes, accompagnées de neige au-dessus de 600 mètres. De belles éclaircies so déve-

De la Bretagne au Pays basque et sur Pyrénées, la journée sera très mageuse avec, localement, quelques pluies, plus nombreuses sur le relief pyrénées.

Sur les régions méditerranéemes, la journée sera blen ensoloilée grâce à un mistral sues fort.

brumes matinales, on verra assex isrgo-

baisse dans l'intérieur, 0 à 3 degrés, localement – 2 degrés. Sur les côtes, elles seront comprises entre 5 et 7 degrés. Les maximales varieront entre 7 et 13 degrés, à l'exception des régions méditerranéennes, oà elles atteindront 16 degrés, à l'exception des régions méditerranéennes, oà elles atteindront



Malana	-	es relevées ent le 11-4-1987 i	ire.			10-4-19	87
FRANCE  ALACED	6 N C 4 D P	RURS TOLLOUS PORCEAT. ALGEL ANSTEEDAM ATTÉRES ANAGOK BARCELORS BELIFADE BEL	IGER 21 8 10 4 21 14 37 28 17 9 25 9 2 12 5	CH NATHCCH POPONNEOP	MADRID . MARRAER	16 CE 22 27 27 28 28 28 28 28 28 28 28 28 28 28 28 28	1 3 10 14 6 6 6 19 9 8 4 4 25 29 - 13 14 9 5 30
A B	C	D N	1	)	P	. T	*

\* TU = temps universal, c'est-à-dire pour le France : beure légale moins 2 heures en été; heure légale moins 1 heure en hiver.

### **MOTS CROISÉS**

PROBLEME Nº 4461

HORIZONTALEMENT

jour. Est appelée à prendre les com-mandes. - IV. Lutte contre le désir. Un qui nous en fait voir de toutes les couleurs. Etait souvent an bout du un vide. A mis beauconp de choses par écrit. Conjonction. - VI. Pièce montée, Juge donc utile d'en

rajomer. Enleva son collier. - VII. Dans le vocabulaire de l'enfant rebelle. Ne craint pas l'eau froide. Se mivent en cavalant. - VIII. On peut y wir des clips. Espèce de buse. - DK. Faisait un effet bænf. Suit régulièrement des cours. - X. A un cœur de pierre. Au cœur de l'Etna. Composante de certaines perles. - XI. Tel qu'il fait

plaisir à voir. Pour éviter les compli-cations, il est préférable qu'il garde a chambre. Est toute en eu ou bien est tout en terre. — XII. Cela lui appartient d? (épelé). Met fin à de multiples fonctions. Sera donc dans les affaires. — XIII. Avoir le dessus. Certes pas au mieux de sa forme, Lettres de noblesse. - XIV. Fait piquer une pointe ou cloue sur place! Parole de « démon ». Espèce de serin. - XV. Avec eux, il y a de

VERTICALEMENT

1. Du travail, il en a par-dessus la tête! Est paresseux comme un lézard. - 2. Finira sa vie en solitaire. lèzard. — 2. Fimira sa vie en solitaire.

Le comble aerait qu'il fasse faux bond. — 3. N'a pas à craindre d'être mis au pied du mur. Adverbe. Un homme qui a quelque chose à cacher. — 4. Qu'elle soit en Laponie ou qu'il soit en Ethiopie, ils sont de toute façon toujours remplis d'ean. De quoi avoir de l'étoffe. Avec lui, c'est à prendre ou à laisser. c'est à prendre ou à laisser. -5. Grossit le plus long fleuve de France. Idéale pour celui qui a décidé de frapper un grand coup. — 6. Condamné aux arrêts forcés. Dans le vocabulaire des Castillass. Eut donc le pompos. – 7. N'est pas sans suite. Provoquer une infection.

I. Pour ceux qui ont l'habitude de prendre des gants sans pour autant agir avec ménagement. A attiré les foules. — II. Provoque une plaie sur un tronc. Est à l'origine de maintet absorptions. - III. De quoi vivre au jour le

1 2 3 4 5 6 7 8 9 19 11 12 13 14 15 AIII ZIV V

A souvent la tête en bas. — 8. Note. On ne saurait en faire qu'une bou-chée. Pronom. — 9. Phase critique d'une évolution. Indispensable pour faire des saillies. - 10. Très éloignée de la lumière. Mauvaise mère à ce qu'on dit. - 11. N'est donc guère en mesure de réfléchir. Se rapporte à quelque chose qui ne manque pas d'intérêt. Conjonction. - 12. Fait aller de pis en pis. Il en est une qui est chère au coeur des Pisans. 13. Capucia qui n'a rien de reli-gieux. Avaient droit à quelques lots. - 14. Ne repousses pas. Facilite des déplacements. - 15. N'apportent rien de nouveau. A des plumes ou

#### Solution du problème nº 4460 **Horizontalement**

I. Divorce, - II. Onéreuses. III. Set. Vitre. - IV. S.P. Oeta. -V. Item. Emus. - VI. Eider. Ire. -VII. Réel. Uni. - VIII. Entend. -IX. Eté. Toi. - X. Tartes. In. -XI. Aisé. Ivre.

bien des arêtes.

Verticalement

1. Dossier, Ota. — 2. Inepties. Ai (synovie du poignet). — 3. Vêt. Ede. Ers. — 4. Or. Omelette. — 5. Rêve. Née. — 6. Cuite. Ut. Sl. — 7. Estaminet. - 8. Er. Urinoir. - 9. Tsó-tsé. Dine. QUY BROUTY.

**EN BREF** 

· EXPOSITION : hobbies. -Expohobby 87 », IV Festival international des collectionneurs, se tiendra le samedi 18 et le dimenche 19 avril, de 10 heures à 18 heures, à Mouans-Sartoux lentre Cannes et Grassa), salle et parking Léo-Lagrange. Professionnels, musées, artistes et particuliers présentement leurs collections sur les suiets les plus variés et les plus insolites : coraux, disques, fers, jouets, mais aussi automates, robots, bergamotes, fêves, pots à moutande, poivriers ou carnets de bal.

# Exposen, «Les Fusains», 16, bou-levard Carnot, 06130 Grasse.

• GUIDES : immobilier. - Pour répondre aux questions que peuvent se poser acquéreurs, maîtresd'ouvres, propriétaires et locataires. rédigé trois brochures : le Guide de l'acquéreur et de la maison indivicons et le Guide de la multipropriété. Elles complètent la collection des « Cahiers du barreau de Paris », qui sont disponibles au Palais de justice : tél. 46-34-12-34, ou au service de presse de l'ordre des avocats de la cour de Paris ; tél. 48-74-00-71.

• GUIDE : service d'accuell et de renseignements. - Où s'adresser bour se procurer une carte grise, un extrait de casier judiciaire, une fiche d'état civil ? La Documentation française vient de publier un guide des services d'accueil et de renseignements mentionnent pour chacun l'adresse, le téléphone, les jours et les heures d'ouverture. Une partie est spécialement consecrée aux e services destinés à un public précis » (femmes, jeunes, travailleurs immigrés), les autres services cont répertoriés par thèmes (justice, police, culture, défense, senté, lolairs, etc.). Un index alphabétique permet de trouver rapidement les renselgnements inclimitale.

\* Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07, 114 pages, 36 F.

● JEUNES : « Wapiti », un cell futé sur la nature. - Les éditions Milan, de Toulouse, vont lancer un mensuel pour les jeunes de sept à treize ens passionnés de nature. Son titre : Wapiti - du nom d'un cerf d'Amérique, - un clin d'œll à Okapi, autre magazine pour la jeunesse. Le numéro 1, daté d'avril, présente une série de reportages très documentés. et abondamment illustrés, sur la vie de l'ours brun, du koata, du martinpêcheur et de la faune des mares. Le papier, glacé, est de qualité, ce qui explique le prix (20 F le numéro de 48 pages couleur encore vierges de

Wapiti, 9, rue des Gestes, 31000
 Toulouse, Tél.: 61.22.90.35.

PLONGÉE : « Océans-Sub ». Un numéro spécial intitulé Océans Sub du magazine de la mer Océans est consacré à la médecine de la plongée aportive et professionnelle sous tous sas aspects. Ce travail de vulgarisation rédigé entièrement par le docteur Raymond Sciarti, médecin fédéral national de la Fédération francaise d'études et de sports sousmarins, s'adresse à la fois aux piongeurs professionnels, aux millions de chasseurs sous-marins ou aux sinples baigneurs qui pourront ainsi découvrir toute la complexité de la physiologie de l'être humain, sur,

dana et acen la mar.

+ En vente en kiosques, on auprès de la revue Océans (122, chemin Sormiou, 13009 Marseille).

TRANSPORTS : reduction de certains tarifs maritimes et aériens sur la Corse. - Le président de l'Office régional des transports de la Corse, M. Pierre-Philippe Caccaldi, vient d'annoncer la réduction de certains tarifs maritimes et territoriale > entre le continent et l'île. A partir du 1º novembre 1987, aur les car-ferries, le supplément couchette et le tarif étudiant seront réduits de 50 %. D'autre part, quatre anciens cargos viennant d'être aménegés pour transporter chacun de soixante à cent personnes et quel-ques dizaine de véhicules per jour. Pour ce qui concerne le transport aérien, la continuité territoriale vient d'être étendue à l'aéroport de Figari (Corse-du-Sud) et le prix aller-retour Paris-Figari a été ramené de 2 200 à 1 900 F. De plus, depuis le 1º avril, une ligne Ajaccio-Toulon a été mise en plece pour faciliter les relations entre l'ile et la communauté corse du

• Précervatifs gratuits dans les armées. - Des préservatifs sont distribués gratuitement aux militaires français stationnés outre-mer. notemment au Tchad et en Centrafrique. Cette mesure a été décidée pour les protéger contre les risques du SIDA et elle était déjà appliquée aux escales, par la marine française, pour lutter contre les maladies sexuelle-

# CARNET DU Mande

**Anniversaires** 

- Le 11 avril est le quatorzii miveranire du décle de

Aron LANGBORT.

Soutenances de thèses - Université Parie-IV-Sorbonne, le namedi 30 mai, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, Mª Marie-Hélène Jullien, née Martin : «La traduction manuscrite des quatorze hymnes attribués à Saint-Ambroise, jusqu'à la fin du onzième siècle : étuda codiculorisme critique et octobienes.

jusqu'à la îm du Gazieme saccie : etumi codicologique, critique et ecdotique». — Université Paris-IV-Sorbonne, le anneti 30 mai, à 14 h 30, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M.— Jou-dia Bensilmane, née Hassar : «Recher-che sur la ville de Salé et problème

che sur la ville de Sale de promemo d'archéologie marcoaine.

— Université Paris-IV, le lundi 15 juin 1987, à 14 heures, amphithélitre Guizot, 17, rue de la Sorbonne, Mª Dominique Arnould: «Le rire et les larmes dans la lithérature grecque, d'Homère à Platon».

# CARNET DU MONDE

Lea avis peuvent être îmeiria LE JOUR MÊME Telex MONPAR 550 572 F.

> a. Tél. 42-47-95-01. Tarif de la ligne H.T.

invertion minimum 10 lignes (donc 4 lignes de blance). Les lignes en capitales grasses sont factueles nur

(Publicité)

# RAPPEL

Le nouveau numéro d'appel du LABORATOIRE D'ASTRONOMIE SPATIALE DU CNRS situé à Marseille est 91-05-59-00.

Le Monde, sur minitel

# **BOURSE CONFIEZ-NOUS VOTRE PORTEFEUILLE** PERSONNEL

Et tous les jours nous vous indiquons l'évolution de chaque valeur et nous calculons pour vous le montant global de votre portefeuille. C'est la corbeille en direct. Dès la clôture de la Bourse, yous connaissez les cours du jour. Vous êtes informé sur-le-champ.

# **POUR RÉAGIR PLUS VITE**

Vous pouvez tout nous demander. A tout moment, tout au long de la journée. Nous suivons l'intégralité des cotations à la Bourse de Paris : même le hors-cote, les obligations et les SICAV. En tout 4500 valeurs. A vous de dénicher les bonnes affaires.

# ET PAS DE RISQUES D'INDISCRÉTIONS

Nous your attribuons un code personnel et secret qui vous donne accès à la sélection de valeurs que vous avez vous-même établie. Le Monde sur minitel gère déjà 35000 portefeuilles. Normal. Le système est simple et il rend service.

Il paraît d'ailleurs que certains utilisateurs ne possèdent pas un vrai portefeuille mais en profitent pour mettre à l'épreuve leurs talents d'opérateur.

# **UNE SAGE PRÉCAUTION!**

D'autres se sont constitué plusieurs portefeuilles : un avec leurs véritables avoirs et d'autres - fictifs - pour mieux suivre certaines valeurs. Et acheter au bon moment.

INGÉNIEUX ET EFFICACE, NON?

36.15 TAPEZ LEMONDE

Els.

製造 まないん

管整 2年 三元

4. – ÉTATS-UNIS M. Ronald Reagan reconnaît, dans un discours télévisé, que les ventes secrètes d'armes à l'Iran ont été « une erreur » et promet de collaborer davantage avec le Congrès. Ce discours est bien accueilli, ainsi que sa conférence de presse du 19, ce qui permet au président de regagner une partie de la confiance qu'il avait perdue (du 3 au 12, 17, du 19 au 23, 26

4. - ÉTATS-UNIS - ISRAEL : Jonathan Pollard, reconnu compable d'espionnage au profit 31). d'Israël, est condamné à la prison à perpétuité par un tribunal fédéral de Washington. Le 11, le gouvernement israélien finit par accepter la formation d'une commission de deux membres chargée d'enquêter sur les responsabilités de Jérusalem dans cette affaire (5, 6, 7, 10, 12, 13, 14, 18 st 31/III, 1=/IV).

4. - ÉTATS-UNIS-URSS : Washington réplique à la proposi-tion de M. Gorbatchev en déposant à Genève un projet de traité sur le démantèlement des euromissiles. Les discussions, qui se poursuivent, portent sur les mesures de vérification ainsi que sur l'exigence américaine d'inciure les missiles à courte portée dans la négociation sur les missiles intermédiaires (du 3 au 19, 27 et 28).

4. ~ TURQUIE : L'aviation turque pénètre en Irak pour bombarder des bases du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), accusé d'être responsable d'actes terroristes qui ont fait 34 morts en 1987 (du 5 au 10).

5. - ÉQUATEUR : Un tremblement de terre fait au moins mille morts et des désats considérables dans la province amazonienne de Napo, au nord-est du pays. La destruction de l'oléoduc transandin entraîne l'arrêt de la production de pétrole et donc des exportations, qui représentaient 60 % des revenus du pays. Le remboursement de la dette extérieure est suspendu et un pian 10 au 17, 19 et 27).

6. - BELGIQUE : Le car-ferry britannique Herald-of-Free-Enterprise fait naufrage à moins d'un kilomètre du port de Zecbrugge, après que l'eau se fut engouffrée par les portes du bateau restées ouvertes. Les secours, pourtant très ravidement organisés, ne permettent de sauver qu'environ 350 des 543 personnes à bord (du 8 au 11, 15-16 et 21).

10. - RFA : Le groupe Volkswagen annonce une perte de 480 millions de deutschemarks (1,6 milliard de francs) duc à des opérations de change spéculatives ou frauduleuses (13, 15-16, 17 et

10. - VATICAN: La Congrégation pour la doctrine de la foi public une - instruction » qui exprime l'opposition de l'Eglise catholique à toute forme de procréation artificielle. Ce texte, critiqué dans les milieux médicanx. provoque l'embarras de théolo-(du 10 au 16, 18, 19 et 21).

11-12. - FRANCE-ESPAGNE: Le premier sommet « institutionnel » franco-espagnol scelle la spectaculaire amélioration des relations entre Paris et Madrid. Mais un désaccord public apparaît à Madrid entre le président et le premier ministre français, M. Mitterrand n'hésitant pas à contredire M. Chirac qui s'était attribué la paternité du rapprochement franco-espagnol (du 10 au 14).

12. - CEE: La Cour de justice enropéenne condamne la RFA et la Grèce pour leurs pratiques protectionnistes sur le marché de la bière (13).

12. - LIBAN : L'Organisation de la justice révolutionnaire (OSR) menace d'e exécuter » Jean-Louis Normandin, le technicien d'Antenne 2 retenu en otage depuis le 8 mars 1986, si M. Chirac - ne clarifie pas ( ... ) des propos irresponsables » temus le 10 par M. Mitterrand. Paris rejette cet ultimatum, mais les contacts diplomatiques établis, ainsi que l'appel à la clémence lancé le 15 par le chef spirituel des chiites libanais, amènent les

ravisseurs à « reporter l'exécution de la sentence de mort » (dn 11 au 26).

15-16. - FINLANDE : Aux élections législatives, les sociauxdémocrates de M. Kalevi Sorsa, premier ministre depuis 1982, demeurent la première formation politique en obtenant 56 (-1) des 200 sièges, mais les conservateurs, avec 53 (+ 9) sièges, et les centristes, avec 40 (+3) sièges, progressent (5, 14, 15-16 et 18).

III. - DJINOUTI : Upe bombe explose dans le café l'Historil au centre de Djibouti : onze personnes sont tuées, dont cinq Français et trois Allemands. Un Tunisien, affirmant avoir « été recruté à Damas », avoue le 21 avoir commis l'attentat (20, 21, 24 et

Pierre-André Albertini, coopérant français détenu depuis le 23 octobre 1986 dans le bantoustan du Ciskei, est condamné à quatre aus de prison pour avoir refusé de témoigner contre cinq détenus noirs accusés d'actes terroristes (du 21 an 30).

20. - CAOUTCHOUC: Producteurs et consommateurs réussissent à s'entendre sur le renouvellement de l'accord international conclu en 1979 (17

22. - TCHAD : L'armée tchadienne remporte une victoire décisive en reprenant aux Libyens la base de Ousdi-Doum, dans l'Ennedi, au nord du Tchad : 1 269 soldats libyens sont tués et un important arsenal militaire est récupéré, alors qu'environ 800 autres soldats libyens out été tués, les 19 et 20, an cours de l'attaque contre deux colonnes libyennes au sud de Ouadi-Doum. Le 27, Faya-Largeau est conquise sans combats : la dernière placeforte tenue par les troupes libyennes dans le nord du Tchad avait auparavant été évacuée par la garnison d'environ 2 500 soldats libyens, qui s'étaient repliés vers la bande d'Aozou (4, 5, 7, 10, 11, 14 et du 21/III au 3/IV).

23. - RFA: M. Willy Brandt, président du Parti socialdémocrate (SPD) depuis 1964, démissionne après avoir tenté d'imposer comme porte-parole du leune fe qui n'était pas membre du SPD. M. Hans Jochen Vogel est désigné le 23 pour succéder à M. Brandt (22-23 et 25).

26. - FRANCE - ALGÉRIE : M. Mitterrand vient à Alger s'entretenir avec le président Chadli (21, 27 et 28).

26. - IRAN - TUNISIE : Tunis rompt ses relations diplomatiques avec Téhéran en raison des « activités subversives - menées par l'ambassade iranienne à Tunie. Cette décision s'accompagne de nombreuses arrestations dans les milieux islamistes tunisiens (15-16 et du 27 au 30/III, 1=/IV).

26. - MACAO: Le Portugal et la Chine signent l'accord prévoyant le retour de Mação sous souveraineté chinoise le 20 décembre 1999. Comme pour Hongkong, Pékin a accepté que l'ancienne colonie portugaise conserve « son système socioéconomique et son mode de vie » pendant cinquante ans (19, 24 et

27. - ETATS-UNIS-JAPON: Le président Reagan annouce que des droits de douane supplémentaires vont être imposés par les Etats-Unis sur les importations japonaises de matériel électronique en représailles contre les violations de l'accord conclu le 31 juillet 1986 sur les semiconducteurs. Cette menace de guerre commerciale américanoianonaise s'accompagne de graves perturbations sur les marchés des changes et les places financières. Le dollar chute, le 31, à 145 yens, son plus bas niveau par rapport au yen, et les Bourses mondiales se replient, alors que les indices boursiers viennent d'euregistrer des records de hausse : 1625,2 le 24 à Londres, 460,4 le 26 à Paris, 2372,58 le 26 à New-York et 22 178,02 le 28 à Tokyo, soit entre 15% (Paris) et 25% de mieux en trois mois (6, 8-9, 15-16 et du 22/III au 2/IV).

27. - PHILIPPINES: Manille obtient des banques privées le rééchelonnement de 10,3 milliards de dettes, ainsi que 3 milliards de crédits nouveaux (29-30).

28. - FRANCE - RFA: MM. Kohl et Mitterrand, à l'issue d'un entretien au château de

# **Mars 1987** dans le monde

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre paranthèses indiquent le dutation du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par ÉDOUARD MASUREL.

défense en Europe, se déclarent favorables à une « détente contro*lée »* (29-30 et 31).

28. - GRANDE-BRETAGNE -URSS: Mª Thatcher, en visite officielle en Union soviétique usqu'au l= avril, est reçue avec des égards exceptionnels. La réduction des armements est au centre de ses neuf heures d'entretiens avec M. Gorbatchev. Sur ce sujet, le premier ministre brîtannique maintient son refus d'une dénucléarisation de l'Europe» après avoir pu constater une grande identité de vues avec ses principaux alliés européens en rencontrant, le 23, M. Mitterrand en Normandie et M. Kohl à Bonn (24, 25 et du 29/III au 4/IV).

29. - FRANCE-ÉTATS-UNIS : M. Chirac se rend squ'au l= avril à Washington où insiste sur l'unité de la diplomatie française. Reçu très chaleureuement, il s'entretient le 31 avec M. Reagan, principalement de la question de la sécurité européenne. Sur ce sujet, M. Mitterrand avait auparavant adressé au président américain une lettre qui, selon M. Chirac, « exprimait de la façon la plus claire la posi-

Chambord sur la sécurité et la tion de la France » (du 28/III au 3/IV).

> 29. - HAITI : La nouvelle Constitution est ratifiée par référendum (10, 12, 25 et 29-39/III,

30. - ESPAGNE : Ouverture à Madrid de procès des présumés responsables de la distribution en 1981 d'une huile frelatée qui provoqua la mort de près de quaire cents personnes et des lésions sou-vent irréversibles chez vingt-cinq mille autres (25 et 29-30/111, 1=, 2 et 3/IV).

31. - FRANCE-ÉTATS-UNIS: Un accord met fin au contentieux franco-américain sur l'antériorité de la découverte du virus du SIDA : la valeur des deux brevats déposés séparément par les équipes des professeurs Luc Montagnier (Institut Pas-teur) et Robert Gailo (National Institute of Health) est reconnue et la répartition des bénéfices aux est fixée (8-9/III, 1" et 2/TV).

31. - VATICAN : Le pape Jean-Paul II commence en Uruguay son huitième voyage en Amérique latine (28 et à partir

# CULTURE

1". – Mort de Bertrand de Louvre, alors que M. Edouard buvenel, économiste et homme Balladur retarde le départ du Jouvenel, économiste et homme de lettres (4).

3. - Mort de Danny Kaye, acteur américain (5). 4. - Mort de l'écrivain Georges Arnaud (6 et 7).

Déon, prononce l'éloge de Fermand Braudel (6 et 8-9).

7. - Thérèse, d'Alain Cavalier, remporte six des dix-huit césars du cinéma (1-2 et 10).

19. - Le gutenberg du meilleur roman français est remis à Pascal Quignard pour le Salon de Wurtemberg (Gallimard) à l'ouverture du septième Salon du livre (20, 21, 24, 26 et 27).

19. - Mort de Louis de Broglie, prix Nobel de physique en 1929, membre de l'Académie française (20 et 21).

20. - Le premier réseau de télévision cablé en fibre optique est inauguré à Rennes par M. Mitterrand (21 et 22-23). 20. - Mort de Rita Streich.

soprano allemande (22-23). 22. - L'exposition - Hommage à Christian Dior, 1947-1957 » est inaugurée au Musée

des arts de la mode (19). 24. - M. François Léotard exprime à M. François Mitterrand, qui le reçoit à l'Elysée, son accord sur le projet du Grand

Edouard Masurel

L'année 1986

Préface d'André Fontaine

bio acud

dans Le Monde

Les principaiss événements en France et à l'étranger

ministère des finances de l'aile de la rue de Rivoli (5, 20, 26, 27 et

25. - M. Chirac demande. corges Arnaud (6 et 7). qu'un nouveau projet de chaîne 5. — Jacques Laurent, reçu à musicale de télévision soit étudié gaise et les « clips » soient aidés financièrement par l'Etat (5 et 27/IIL 3/IV).

25. - M. Olivier Chevrillon est nommé directeur des Musées de France (26 et 27).

26. - Le Grand Palais expose les trésors des pharaons découverts à Tanis, dans le delta du Nil. par des égyptologues français entre 1939 et 1946 (27). 27. - Le nouveau Centre des

archives d'outre-mer d'Aix-en-Provence est inauguré par M. Léotard (4/IV).

27. - Mort d'Eugen Jochum chef d'orchestre allemand (29-

30. - Platoon, film d'Oliver Stone sur la guerre du Vietnam. obtient quatre oscars à Hollywood (31/III et 1=/IV). 30. - Les Tournesols, toile

peinte en 1888 par Vincent Van Gogh, atteint à Londres l'enchère record de 22,5 millions de livres, soit 220 millions de francs (1" et

ancien avocat de Georges Ibra-him Abdallah, révèle dans un hivre d'entretiens qu'il était un agent des services de renseignement français (4, 5, 7, 10, 11, 12, 21 et du 28 au 31). 4. - M. François Mitterrand, an cours du conseil des ministres,

3 au 6 ct 8-9).

1º. - La mort de cinq per-sonnes dans l'accident d'un télé-

siège à la station de sports d'hiver

de Luz-Ardiden (Hautes-

Pyrénées) met en cause l'effica-cité des contrôles de sécurité pour

les équipements de montagne (du

2. - Mª Jean-Paul Mazurier,

juge d'un « réel intérêt » les pro-positions de M. Gorbatchev sur le retrait des euromissiles, affumant qu'elles sont « conformes à l'intérêt de la France et de la paix ». Il rappelle que la force de dissuasion française n'a pas à être prise en compte dans les négociations américano-soviétiques et insiste sur la nécessaire « unité de vues » des Européens sur ce sujet. M. Jacques Chirac exprime son. accord avec cette déclaration, alors que M. André Giraud, ministre de la défense, comme M. Raymond Barre et une partie de l'UDF, aurait souhaité que la France adopte une position plus critique (du 5 au 13, 19, 28 et

4. - Des propos de M. Robert Pandraud, rapportés par le Monde, sur Malik Oussekine, l'étudiant mort au quartier Latin en décembre 1986, sont vivement critiqués, y compris par certains membres de la majorité (du 5 au

5. – M. Chirac, après avoir reçu la CGC le 2, la CFTC et la CGT le 3, achève la concertation engagée avec les partenaires sociaux en recevant une déléga-tion du CNPF qui lui demande d'« accélérer le rythme de la croissance » (4,5 et 7).

6-8. – M. Chirac, en voyage dans la région Rhône-Alpes, mni-tiplie les appels à « la solidarité et l'unité de la majorité », alors que certaines actions du gouvernement out été critiquées par des parlementaires « barristes » (dn 7

9. - La Banque de France annonce une prudente réduction de son taux d'intervention de 8 % à 7,75 % (4,8-9, 11 et 15-16).

9. - Un accord concin avec Chrysler prévoit le repli de américain : le troisième constructeur des Etats-Unis propose de racheter AMC, filiale américaine à 46 % de Renault. La Régie fait état, le 31, d'un déficit de 5,5 milliards de francs pour 1986; contre 10,9 milliards en 1985 (11, 14 et 19/IIL 2/IV):

10. - M. Mitterrand, hôte de la presse diplomatique, détaille la politique étrangère de la France, nsistant sur « sa constance et sa continuité » (11 et 12).

10. - M. Edouard Balladur présente un projet de « réforme institutionnelle de la Bourse », qui prévoit la fin par étapes du monopole des agents de change (11, 12 et 15-16/III, 3/IV).

14. – Aux rencontres internationales de Moriond, réunies aux Arcs (Savoie), l'apparition, le 23 février, d'une supernova dans le nuage de Magellan est saluée par les astrophysiciens comme un événement capital, car sa relative proximité (170 000 années-lumières) par rapport à la Terre permet des observations astronomiques qui remettent en cause les connaissances sur ces explosions d'étoiles, généralement recensées dans des galaxies plus lointaines (Il et 17)

15. - M. Chirac dresse, devant les cadres du RPR réunis à Paris, un bilan positif de l'- œuvre de rénovation et de progrès » qu'il a engagée depuis un an (14 et 17).

15. - Trente mille personnes manifestent à Paris contre le projet de réforme du code de la natio-nalité. M. Chalandon a annoncé, le 12, qu'une réflexion sur ce thème allait être menée par une ocenminion de sages » (5, 14, 17, 18, 19 et 27). 16. - En février, le déficit du

commerce extérieur a été de 400 millions de francs, le nombre des chômeurs s'est accru de 1,6 % et les prix ont augmenté de 0,2 % (18, 27 et 31/III, 1=/IV).

16. - Sept personnes sont arrê-tées à Rouen et accusées d'espionnage au profit de l'Union soviétique. Des renseignements économiques et technologiques auraient été fournis, concernant en particulier les moteurs de la fusée Ariane (du 21 au 24, 26 et da 31/III au 3/IV).

17. - M. Chirac obtient un soutien - unanime - des membres de son gouvernement réunis à hôtel Matignon. Plusieurs sujets de controverse sont abordés, en

FRANCE

particulier l'opportunité d'une relance de l'économie (18 et 19). 18. – Le projet de loi sur l'amé-nagement du temps de travail est adopté par le conseil des ministres, sans modification par rap-port au texte annulé le 23 janvier. par le Conseil constitutionnel (19

18-19. - M. Chirac se rend dans le Tarn-et-Garonne et l'Aveyron pour sa quatrième o tournée d'explications - en province (19, 20 et 21).

19. - M. François Léotard se déclare « hostile à toute censure », alors que des mesures décidées ou envisagées par le ministère de l'intérieur contre plusieurs publications e présentant un danger pour le jeunesse » sus-citent l'indignation à gauche zinsi que dans le monde de l'édition (du 20 au 28).

19. - M. Pierre Mchaignerie confirme que les centristes voteront le projet de loi sur la Nonvelle-Calédonie maigré les réserves émises sur le référendante par plusieurs parlementaires da CDS (du 4 an 7, du 18 au 21, 26 **== 29-30)**. 21. - Six Tunisiens et deux

Français, l'un d'origine libenzise et l'autre d'origine algérienne, sont arrêtés à Paris et douze litres d'un explosif liquide très paissant sont saisis par la DST. Un communiqué du ministère de l'inté-rieur indique, le 25, que ce « réseau terroriste », qui surait lié à l'Iran, « s'apprétait à commet-tre des attentats en France » (24 et du 26 au 31/Hi, 3/IV).

21. — Pius de trois mile per-sonnes participent à la première assemblée générale de la Société des lecteurs du Monde, qui approuve l'augmentation du capi-tal social de 15 à 66,5 millions de france sur trois ans (20 et 24).

22. - Les élections régionales organisées en Haute-Corse après l'annulation du scrutin du 16 mars 1986, sont marquées par la stabilité de l'électorat et une forte abstention, mais en gagnant un siège, les partis de droite deviennent majoritzires (31 sièges sur 61) à l'Assemblée de Corse (27/II, 22-23 et 24/111).::

22. - La manifestation orga-nisée par la CGT pour la défense de la Sécurité sociale et contre le plan gonvernemental sur l'assurance-maladie rassemble à Paris (20, 24 et 26).

24. - Le contrat prévoyant la création à Marne-la-Vallée d'Eurodisneyland, le plus grand pare de loisirs européen, est signé par M. Chirac et M. Eisner, PDG de Walt Disney Production (15-16, du 22 au 25, 29-30 et 31).

25. - Pour le trentième anniversaire de la signature du traité de Rome, M. Mitterrand, qui a participé le matin, avec M. Chirac et les membres du gouvermement, à une cérémonie à PArc de triomphe, intervient à 20 heures sur les chaînes publiques de télévision : il souhaite « une Europe dotée d'un pouvoir politique central » et qui décide des moyens de sa sécurité » (25, 26 et 27).

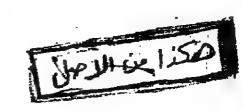
25. - M. Chirac, invité de L'heure de vérité - sur Antenne 2, assure que « la France sera dans cinq ans la première puissance économique d'Europe » et déclare qu'il « soubaite poursuivre » la politique de redresse» ment qu'il a engagée et « qui a son point d'aboutissement en 1992-1993 -. Il refuse d'envisager une « relance », mais annonce qu'une partie des fonds des privatisations sera utilisée pour les autoroutes, le TGV, la recherche et les industries de pointe (24, et du 26 an 28).

26. - M. Chirac, s'adressant aux parlementaires RPR réunis à Saint-Germain-en-Laye, confirme implicitement sa candidature à l'élection présidentielle de 1988 et esquisse les thèmes de sa campagne électorale. Il affirme : « Nous gagnerons » ; seule « la désunion [de la majorité] pourrait conduire une mauvaise surprise » (26 et

26. - Le salaire ouvrier a augmemé de 3,3 % en 1986, ce qui représente un gain de pouvoir d'achat de 1,2 % par rapport à un glissement des prix de 2,1 % 29. - M. Mitterrand, invité

de « 7 sur 7 » sur TF 1, commente sur un ton modéré un an d'actualité. Sur l'élection présidentielle, il déclare : « Je n'ai pas l'inten-tion de me présenter... J'avise-rai » (du 29/III au 1«/IV).

30-31. - M. Mitterrand, en visite officielle en Franche-Comté, reçoit un accueil chaleu-reux. Il insiste sur l'importance de la lutte contre le chômage et de la défense de la Sécurité sociale (du 29/III au 2/IV)



Carried Control 

Carmerce exterious

3 - B.

Taken at a subsequence of section (Section ) Prix de détail + 4 % en Grande Brei

CAPACITY OF THE SECTION OF THE PERSON

married to the hardware the all maris de la maria de la figura de la maria della maria della getter a comment of the second and the cellulation of the train and all all controls the plan indebted.

Prix de gros Accélération

aux Etats-Unis ant automotion to 1 & 16 🦋 🖋 CONTRACTOR STREET, MISSELF CONTRACTOR BARBORS

Le torchon

posite La

Tera Person 💏

and thought #

and the state of t

THE PART OF STREET

· \* # 44

大学 から かんしょう

STEEL STORM

2 CASE

The Part of the Pa

BACK THE

2 9:4

The last them

\*\*\*

Charles &

2 475

Extrage

444 B1.20

SPIRATE NEWS

of constantiation

1 ...... B.

Le projet 🐲

· ·

FR 4 10 25 2

Kanta.

E 5 265 .. 3

Water Samo

Michael

\*\*\*\* \*\*\*\*\*

CALL IN-

Ciber 2 and

MARKET IN

· 英言 20

1

the Partie

remain - C

Continue No.

**集 医红旗** 化合

**東京の大学をおります。** 

AR + mater

Fille and . .

· 2 4 . . . . .

k Barra i.

■ 「成業がなってる

مراحتان متفتها

表情 発音 ご

The state of

😭 夏沙州

P47 - 1

State .

🎒 kepkiningan

M. 1881

Marie 1 .....

**经**基本 400 000

WHITE THE PARTY NAMED IN

W Brymai

\*\*

The said of the said of

Mary and

28 8 8 5 C

271

株でお客を記 さい

Carried States

The second second

-

解液に はか

14 To 14 To 14

The state of the state of

A ST IN

BE MANUEL OF

A SECTION ASSESSMENT

The Contract of the

State of

(新春秋) 秦 秦 小水水

THE PARTY OF

E 2000 100

Marine Marin

THE WATER P.

**基 外** (4)

医神经 医中枢病

職工者 海 きゅつ

なる ないかん

All idea new miles at a

Marie Marie and a

Marie . Marie

機会を強力 デルン

-

makes managements

Address of the second

11 to 14 to 15

And a partie of

The state of the state of

\* \*\*

-

The state of the state of

**建**典 24 34 11

to .

-

.

WE CALL GROWN

# **Economie**

# REPÈRES

### Commerce extérieur

## 90 milliards d'excédent japonais en 1986

Le Japon a enregistré un excédent commercial record au cours de l'année budgétaire 1986, qui s'est terminée en mars : 89,8 milliards de dollars contre 52,6 milliards en 1985. Les exportations en valeur ont augmenté de 17,8 % et les importations ont baissé de 3,6 %.

L'excédent du commerce extérieur pour l'année civile (1° janvier au 31 décembre 1986) avait été de 92,6 milliards de dollars après 56 milliards de dollars en 1985.

Mais le MITI (ministère du commerce international et de l'industrie) souligne qu'en mars - conséquence de la revalorisation de la monnais japonaise - les exportations du Japon exprimées en yens ont beissé pour le dix-neuvième mois consécu-

## Prix de détail

## + 4 % en Grande-Bretagne

En Grande-Bretagne, les prix de détail ont augmenté de 0,2 % en mars après une hausse de 0,4 % en février. En un en (mars 1987 comparé à mars 1986), la hausse des prix est de 4 %, soit un taux annuel d'inflation à peu près semblable à celui enregistré il y a un an (+ 4,2 % en mars 1985 per rapport à mars

### Prix de gros

### Accélération aux Etats-Unis

Aux Etats-Unis, les prix de gros ont sugmenté de 0,4 % en mars, à (+ 0,5 %) et maigré la quasiCette forta hausse suit celles de jan vier (+ 0,6 %) et de février (+ 0,1 %). Les prix de gros ont ainsi augmenté au rythme annuel de 4,6 % au cours du premier transstre (après correction des variations sai-sonnières). En 1986, les prix de gros forte baisse depuis 1949.

Cette accélération fait craindre une reprise de l'inflation aux Etats-Unis, d'autant plus probable que la sse du dollar renchérit les produits importés. Ce qui explique l'avertisse ment à nouveau lancé par M. Paul Voicker lors de la réunion des pays industriels à Washington sur les dangers d'un dollar trop feible « qui préà l'inflation ».

# Industries

# d'équipement

# commercial en 1986

Forte baisse de l'excédent

L'industrie française des biens d'équipement pour l'industrie et les travaux publics a réelieé un chiffre d'affaires de 12,7 milliants de francs en 1986, en beisse de 1,5 %. Les exportations se sont élevées à 7,6 milliards (- 6%) et les importations ont progressé de 23 %, avec une veleur de 4,3 milliards. Si bien que l'excédent commercial de ce secteur a chuté de 26,2 %, avec 3,3 milliarde contre 4,6 milliards en 1985. Explication donnée par le Syndicat national des industries d'équipement : « Les rebais considérables consentie dans un climat de concurrance exacerbée. » Toutefois, ce syndicat sa félicita de la rapide reconversion des courants d'exportation vers les Etats-Unia et les pays de l'OCDE, après la chute du dollar et du pétrole, ainsi que de l'effort d'Investisse qui est passé de 3,1 % à 3,7 % du chiffre d'affaires. La profession regroupe 160 entreprises et emploi 22 000 personnes environ, soit 2 600 de mains qu'en 1985.

# M. Camdessus, directeur général du FMI demande un effort de financement «exceptionnel» en faveur des pays endettés

· A des situations exceptionnelles les 7,7 milliards de dollars de crédit (dans les pays endettés), il faut répondre par des efforts de finance-ment exceptionnels », a déclaré le directeur général du FMI, M. Michel Camdessus, en présen-tant à la presse le résultat des travanx du comité intérimaire, plus haute instance du FMI, réuni le vendredi 10 avril à Washington.

Le communiqué final observe que la « stratégie » mise en œuvre depuis dix-huit mois afin de désamorcer la crise de la dette a été « globalement efficace ». Mais « de profondes diffi-cultés subsistent », et il s'avère que le retour des pays lourdement endertés à des conditions normales d'emprant « est plus long que

Les vingt-deux ministres des finances du comité ont notamment exprimé leur « préoccupation devant les retards - apportés par les benques privées dans la mise au point des montages financiers qui réunis-sent des créanciers publics, privés et multilatéraux comme le FMI ou la

Le comité faisait ainsi une allusion directe su Mexique, qui attend encore que les banques déboursent

### La croissance économique en RFA atteindra à peine 2 % cette année

Le ministre ouest-allemand des finances, M. Gerhard Stoltenberg, s'attend à « une croissance d'environ 2 % » en 1987, reconnaissant que l'objectif de 2,5 % retenu pour cette année ne sera pas atteint.

Les cinq grands instituts de conjencture allemands prévoient eux aussi une croissance faible en 1987. Les instituts de Kiel, Hambourg (HWWA) et Essen (RWI) esti-ment que la croissance atteindra 2 %. Coux de Berlin-Ouest (DIW) et de Munich (IFO) jugent plus réaliste une croissance limitée à 1 %.

qu'elles ont annoncés, plus de dix mois après le lancement d'un plan international de financement sous

# Pour sa part, le secrétaire améri-

cain au Trésor, M. James Baker, a déclaré que les Etats-Unis étaient prêts à « examiner très rapidement » avec les autres grands pays industriels des mesures supplémentaires pour alléger le fardeau de la dette officielle de l'Afrique. M. Baker n'a cependant pas répondu directement aux propositions européennes, faites séparément par la France et la Grande-Bretagne, d'allonger jusqu'à vingt ans les périodes de remboursement négociées avec le Club de Paris pour ces pays.

Un haut responsable américain avait en outre indiqué que les Etats-Unis avaient des réticences à réduire en dessous des niveaux du marché les taux d'intérêt sur les dettes garantics per les Trésors publics des pays créanciers, rééchelonnées dans le cadre du Chub de Paris.

Son de cloche moins optimiste : M. H. Onno Ruding, président du comité intérimaire et ministre néer-

### landais des finances (rival malher reux de M. Camdessus au poste de directeur général du FMI), a pré-cisé que les vingt-deux ministres n'avaient pu parvenir à «aucune les plus pauvres.

#### Niveau convenable > pour les parités

M. Edouard Balladur, ministre de l'économie et des finances, a estimé que « le niveau actuel des parités est marchés des changes. « Je ne pense pas que les autorités américaines souhaitent un offoible souhaitent un affaiblissement du dollar, ni pour le présent ni pour l'avenir », a-t-il précisé en réponse à une question. Rappelons que les Sept réunis à Washington ont confirmé leurs engagements pris à Paris le 22 février de stabiliser le dollar. Plusieurs responsables euro-péens ont déclaré à Washington que la chute du dollar face au ven montre que le marché sous-estime l'ampleur du revirement de politique économique annoncé par le Japon pendant les réunions monétaires de

## En Espagne

# Les grèves des transports paralysent les départs en vacances

Trains bloqués à quai, avions cionés au sol, énormes embouteil-lages à Madrid : les grèves dans les transports publics ont laissé sur place des centaines de milliers de vacanciers et de touristes le ven-dredi 10 avril à la veille des congés de la semaine sainte.

La grève des chemins de fer (RENFE, 63 000 salariés) a été suivie à plus de 90 %, de même que celle du métro de Madrid. Celle des équipages et du personnel au sol de la compagnie aérienne l'beria a entraîné la suppression de 350 vols; 70 vols de la compagnie intérieure Aviaco ont aussi été supprimés. Frappés notamment par l'annulation de vols charters, les responsables de tourisme ont fait état de baisses des réservations hôtelières aux Baléares et sur la Costa del Sol.

Ces grèves ont coïncidé avec la « journée nationale », point d'orgue des grèves organisées dans d'autres secteurs par les Commissions ouvrières (proches du PC), dans la sidérargie, l'automobile (notamment les usines Renault de Vallado-lid), la construction et la santé (le personnel des bôpitaux publics en particulier). Des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes, notam-ment Madrid – où 10 000 fonctionnaires ont défilé, - Séville et Valladolid, cinq policiers ont été blessés, et quatre personnes arrêtées à la suite d'affrontement aux chantiers navais de Puerto-Real (Andalou-

De nouvelles grèves sont prévues dans les transports publics (Iberia, Aviaco et RENFE) le 15 avril et les 15, 16 et 18 avril dans les hôtels d'Etat (paradores). L'objectif des syndicats est d'obtenir des augmentations de salaires supérieures à 5 %, taux fixé par le gouvernement pour le secteur public et recommandé au patronat pour les négociations.

#### Jean Saint-Geours: du Crédit national an CIC

Président du Crédit national depuis le 21 juiilet 1982, M. Jean Saint-Geours, âgé de soixante-deux ans, devrait être nommé, au conseil des ministres du mercredi 15 avril, à la tête du Crédit industriel et com-mercial (CIC) où il remplacera M. Jean Dromer, désigné, la semaine dernière, après huit mois de mandat, comme président du groupe d'assurances nationalisé UAP. M. Saint-Geours dirigera encore quelque temps le Crédit national, où il aura passé cinq ans, terme qui paraît maintenant de rigueur dans ce geure de poste, à la discrétion du gorvernement. Vraisemblablement a mission s'exercera dans un cadre bien défini, pour mener une politique dont quelques points restent encore à déterminer.

Dans sa nouvelle tâche, qui ne paralt pas facile a priori, car lo groupe du CIC devra affronter de très réels problèmes dans la guerre Geours aura à utiliser les compétences et l'expérience aconises au cours d'une carrière déjà bien remplie : les interventions économiques et les études au Trésor, l'analyse à la direction de la prévision du ministère des finances, la banque de dépôts au Crédit lyonnais, la vie des affaires à la société Sema-Metra et enfin les concours aux investisse ments par le biais du Crédit national. Il est à souhaiter qu'il remplisse ses fonctions pendant la durée indispensable à tout mandat de ce genre.

[Né en 1925 à Bordeaux, ancien élè [Né en 1925 à Bordeaux, ancien eleve de l'ENA, inspecteur général des finances, M. Jean Saint-Geours a été conseiller technique au cabinet de M. Bourgès-Maunoury, ministre des finances en 1953, puis ministre de l'industrie et du commerce en 1954, chargé de mission au cabinet de Pierre Mendès-France, président du conseil en 1954 et 1955, sous-directeur, directeur-adicint et chef de service chargé des adjoint et chef de service chargé des études économiques et financières au Trésor de 1956 à 1965, directeur de la Trésor de 1956 à 1965, directeur de la prévision su ministère des finances, de 1965 à 1967. Directeur général adjoint puis directeur général du Crédit lyonnais de 1968 à 1975, sous la présidence de M. François Block-Lainé, il le suit dans sa disgrâce. De 1976 à 1982, placé en disponibilité, il préside la société Sems-Metra International. En octobre 1981 M. Peerra Mauron, premier minis-1981, M. Pierre Mauroy, premier minis tre, l'appelle pour diriger la « mission nationale de lutte pour l'emploi », qui avait pour but de l'aciliter la co avait pour but de faciliter la conclusion des coatrats de solidarité avec les entreprises. En juillet 1982, il remplace M. André de Lattre à la présidence du Crédit national et, en 1983, est nommé président de l'Institut pour le financement du cinéma et des industries culturelles (IFCIC). M. Jean Saint-Geours est membre du Club de Rome depuis 
1974 et à écrit de nombreux livres: l'îve les seclies de consumentaires (1971). 1974 et a corn de gombreux givies : Pies la société de consommation (1971), Pour une économie du vouloir (1976), Pourvair et finance (1979), une analyse des relations entre les acteurs de l'économie française ; l'Impératif de coopération Nord-Sud, la Synergie des mondre (1981). Il est également ration Nord-Sud, la Synergie des mondes (1981). Il est également l'auteur des romans : l'Élection de Tur-digal (1979), l'Ultime Mort de Carlo Moore (1984), la Ville au cœur (1985). Sous le pseudonyme de Jean Saint-Vernon, il a publié les Tratires, les Visages contre la vitre, les Morphè-wre. I

# Le projet de transfert à Nancy de l'Ecole des ingénieurs forestiers

# Le torchon brûle entre le ministre de l'agriculture et les élus de la région Centre

ORLÉANS

de notre correspondant

Vous avez une sympathle natu-relle pour la Lorraine, et nous le comprenons. Mais vous êtes le ministre de l'agriculture pour l'ensemble de la France. » Député du Loirot, M. Xavier Deniau (apparenté RPR) n'a pas mâché ses moute de la comprend de la company de la au ministre de son propre groupe. Le torchon brûle entre les Lorrains ou, plus exactement, entre M. Guil-laume et les élus de la région Centre, à propos d'un projet de transfert à Nancy de l'Ecole nationale des rs des travaux des caux et forêts (ENITEF), installée à Nogent-sur-Vernisson (Loiret).

Le ministre de l'agriculture a mis le feu aux pondres en annonçant à deux reprises, en avril et en octobre 1986, le regroupement de l'enseigne-ment supérieur forestier à Nancy des la rentrée 1987.

# La consternation

Fondée il y a plus de cent ans, au milieu de 283 hectares de l'ancien domaine de la famille de Vilmorin, l'Ecole des Barres forme des ingénieurs forestiers au rythme de trente-cinq environ par promotion. Recrutés à l'issue du concours commun aux différents «agros», les nouvezux ingénieurs fournissent, après trois ans de scolarité, le gros des cadres de l'ONF (Office nationai des forêts). L'Ecole des Barres dispense également une formation de technicien supérieur étalée sur deux ans. De 1981 à 1983, 28 millions de francs ont été investis dans l'aménagement d'un campus dont les bâtiments ont été intégrés au site de l'Arboretum national des Barres créé en 1823 par la famille de VIImorin, et qui compte parmi les plus riches collections d'arbres du monde: deux mille cinq cents espèces différentes, sept mille

Après avoir un moment polémiqué entre eux - la droite rappelant aux socialistes qu'ils avaient évoqué publiquement les premiers en février 1986, un regroupement de la formation des ingénieurs forestiers à Nancy, – les sus du Centre, président du conseil régional en tête, de la majorité comme de l'opposition, devant la monace d'une fermeture brutale, ont commencé à faire bloc pour conserver l'Ecole. « Nous n'avons que deux grandes écoles dans le Centre, fait remarquer M. Jean-Pierro Sneur, député PS du

Loiret. Nous plaidons pour un juste aménagement du territoire. »

Dans la petite commune de Nogent-sur-Vernisson (2514 habi-tants), au bord de la nationale 7, c'est la consternation. « Tout se passe dans le secret des cabinets ministériels, s'insurge le maire, M. Saigre (modéré, majorité) : On a l'impression que certains hauts fonctionnaires veulent la mort de l'école, ne serait-ce que pour donner leur nom à une réforme... S'il le faut, nous trons barrer la natio-

Face au pôle forestier «rival» de Nancy, qui regroupe, autour de l'Ecole nationale du génie rural des eaux et forêts (ENGREF) de nombreux laboratoires de recherches, le site des Barres à de nombreux atouts. En plus de son campus flam-bant neuf, inauguré en 1984, de son arboretum et de la proximité de la forêt d'Orléans (la plus vaste de France avec 33 000 hectares, pro-pice aux travaux pratiques), l'école bénéficie d'un bou environnement scientifique et technique : les laboratoires de zoologie forestière et de génétique des résineux de l'INRA à génétique des résuneux de l'INKA à Orléans, la présence sur le domaine des Barres même d'un centre d'études du machinisme agricole du Génie rural des eaux et forêts (CEMNAGREF), Sans compter de multiples organismes de recherches dans la proche région parisienne, ainsi que la direction technique de l'ONF à Fontainebleau.

# Ce qui est en jeu

Le départ de l'école des ingénieurs signifierais, à terme, le démantélement de l'ensemble. insiste M. Reneaud, président de l'Amicale des anciens élèves des Barres. An ministère de l'agriculture, on essaie d'apaiser cette guerre des sites et d'éteindre l'incendie allumé par M. Guillaume. - Prendre une décision dictée par la géogra-phie serait une erreur; alors qu'il s'agis de répondre à une question de s'agn au repondre de l'enseignement », affirme M. Paul Vialle, directeur général de l'enseignement et de la recherche.

De regronpement à Nancy pour la rentrée 1987, il ne semble plus ques-tion. Un groupe de travail a été constitué, sous la direction de M. Gauthier, ingénieur du Génie rural et des caux et forêts, comprenant les directeurs de l'ENGREF et de l'ENITEF, MM. Troy et Dabu-

En fait, c'est la réorganisation de l'enseignement supérieur forestler, déjà esquissée sous la gauche, qui est en jeu. Il s'agit de rendre compétitive la formation forestière, et cela avant le marché unique européen, car, à pertir de 1992, la libre circu-lation des diplômés sera effective.

L'Ecole des Barres forme de moins en moins de fonctionnaires. Sur les trente-deux élèves de Sur les trente-deux élèves de l'actuelle promotion, dix-sept seulo-ment (appointés durant leur scola-rité) rejoindront les services de l'Etat et de l'ONF. Les quinze autres prendront la direction du privé. Cent soixante postes d'ingé-nieurs des techniques forestières nieurs des techniques forestières seraient nécessaires, d'après une étude du ministère de l'agriculture. Mais cent treize postes seulement sont linancés par le budget. Rigueur

La situation dans le privé n'est guère plus reluisante. La sylvicul-ture embauche surtout des techni-ciens supérieurs qui coûtent moins cher. De quels ingénieurs a-t-on besoin? Quels sont les emplois à déclares de la contraction de développer : dans la recherche, dans la production ? Quel type de forma-tion délivrer pour éviter que des ingénieurs forestiers étrangers — belges notamment à cause de leur compétence reconnue - viennem concurrencer en France nos propres ingénieurs ? Voilà les questions qui devraient être posées, avant de décréter une opération de transfert. En somme, ne pas mettre la charrue devant les bœuis.

Conscient des conséquences de l'échéance de 1992, le groupe de tra-vail restreint réuni par le ministère opterait pour la création d'une école nationale supérieure forestière, dont les enseignements seraient répartis sur les deux sites de Nancy et Nogent réunis au sein d'un groupe-ment d'intérêt public (GIP) qui comprendrait, en outre, l'INRA et certains départements universi-taires. Nancy aurait une priorité sur les enseignements généraux, l'Ecole des Barres assurerait la spécialisa-tion forestière axée sur davantage de recherches. En d'antres termes, le potentiel des Barres et son souci de former « des ingénieurs de terrain » devraient être maintenus puis ren-forcés dans le domaine de la recher-

Tel serait le sens du rapport que les membres du groupe de travail ont rendu au ministre de l'agriculture. Le choix que devra faire M. Guillaume sera bien celui de se montrer ministre de la Lorraine on ministre de l'agriculture.

RÉGIS GUYOTAT.

#### Faible mobilisation des fonctionnaires CGT

L'Union des fédérations de fonctionnaires CFDT a appelé le vendredi 10 avril à une semaine d'action du 11 au 16 mai - contre la dégra-dation des services publics -, pour des emplois - nécessaires - et - qualiflés - et - pour des fonctionnaires motivés et acteurs des évolutions nécessaires ». Cette semaine s'inscrit dans la mobilisation prévue pour mai par les six organisations de fonc-tionnaires FEN, FO, CFDT, FGAF, CFTC et CGC.

La journée de grève et de mani-festations lancée par l'Union des fonctionnaires CGT, jeudi, n'a eu, quant à elle, qu'un faible impact. A Paris, de quatre mille à cinq mille manifestants (vingt mille selon les organisateurs) ont défilé du Luxembourg au Palais-Royal pour affirmer leur volonté de lutter pour « les salaires, les statuts, le service

Les appels à la grève ont été peu suivis notamment au P et T.

Accord salarial à l'Aérospa-

# **EN BREF**

tiale. - FO, la CFTC et la CGC ont signé des avenants salariaux pour 1987 aux accords d'entreprise du 12 mars dernier prévoyant des augmentations salariales réparties pour deux tiers en mesures générales et un tiers en augmentations indivi-duelles pour les non-cadres et l'inverse pour les cadres. Au ?" juillet, les non-cadres seront augmentés de 1,7 % et les cedres de 1 %. Deux séries d'augmentations individuelles sont prévues : au 1" avril (représen-tant 0,5 % de la masse salariele des non-cedres, et 1 % de celle des cadres) et au 1ª octobre (0,5 % pour les non-cadres et 1 % pour les cadres). Le salaire plancher mensuel est fixé à 6 041 F (soit un relèvement de 2 %). Des mesures spécifiques sont prévues pour les jeunes techniciens supérieurs et ingénieurs. L'ensemble représente 2,6 % environ de la masse salariale totale. Une clause de rendez-vous est prévue en cas de dérapage des prix.

· ERRATUM. - Une coquille typographique dans l'article consacré au plan gouvernemental sur la Sécurité sociale (« Le gouvernement veut répartir les responsabilités ») dans le Monde deté du 10 avril, a fait évaluer le déficit du régime général à 2 milliards de francs pour l'exercice 1987. Il fallait lire 21 milliards de

# A TRAVERS LES ENTREPRISES

## Electrolux rachète l'électroménager de Thorn Emi

Le groupe suédois Electrolux va racheter la division des produits ménagers du britannique Thom Emi. Elle réalise 185 millions de livres de chiffre d'affaires et emploie six mille personnes. Cette acquisition permettra à Electrolux d'attaindre, en Grande-Bretagne, une part de 20-25 % du marché du petit électroménager. Electrolux est devenu le numéro un européen de ce secteur. Il a acquis Zanussi en 1984 et White Consolidated aux Etats-Unis en 1986.

#### Suez va prendre 10 % d'Accor

La compagnie financière de Suez va acquérir 10 % du capital du groupe hôtelier Accor « en plains unité de vues » avec cette société. Elle en deviendra l'actionnaire principal devant la Caisse centrale des mutuelles agricoles (6,3 %) et la Société générale (5,3 %). Accor a. par ailleurs, annoncé ses résultats 1986 : un chiffre d'affaires de 13 milliards de trancs (+ 11 %) et un bénéfice de 235 millions

## Les Ciments français en Espagne

Les Ciments français vont entrer, à hauteur de 24,5 % dans le capital de l'entreprise espagnole Cimenta Molins, Cotée à la bourse de Barcelone, cette société exploite une cimenterie d'une capacité de 1,75 million de tonnes en Espagne et, indirectement, une seconde en Argentine.

# Spie Batignolles

augmente sa participation dans l'américain Comstock

M. Georges de Buffevent, PDG

de Spie Batignolles et M. Charles L. Scharfe, président de l'entreprise le 7 avril à New-York cu'ils avaient puvert des négociations en vue d'augmenter de 20 millions de dollars l'investissement de Spie Batignolles dans le capital de Comstock. Cet investissement se fera sous forme d'obligations convertibies en actions. Spie Batignofles détient depuis février 1986 20 % du capital de Comstock. L'activité de Comstock couvre l'ensemble des Etats-Unis et s'exerce dans les domaines de l'engineering et de la réglisation d'installations électriques pour des clients privés et publics dans les secteurs de l'industrie, du tertiaire, des transports et des communications. Le carnet de commandes de Comstock était d'environ 500 millions de dollars à la fin

Relour aux

# Revue des valeurs

### **BOURSE DE PARIS**

N avril, ne te découvre pas d'un fil. » La Bourse a cette semaine fait sien ce dicton printanier, avec l'espoir déjà affiché qu'elle fera, en mai, ce qui lui plait. Le marché a connu ces jours-ci une évolution irrégulière, poursuivant le mouvement de consolidation amorcé le mois dernier. A l'issue des cinq séances hebdomadaires, la cote perdait environ 2,5 %, tendis que l'activité enveristrait une bioère baisse de tandis que l'activité euregistrait une légère baisse de régime, avec un volume quotidien des transactions ne dépassant pas 1,8 milliard de francs au règlement messuel. S'il frôlait lundi son record absolu, à 459 points, l'andice de la Compagnie des agents de change s'est ensuite replié pour se situer vendredi à 449,3.

Sous les lambris du palais Brouguiart, les professionnels ont conservé, malgré cet accès de faiblesse, un optimisme de bou aloi. Pour la grande majorité d'entre enx, il est sain et normal que le marché retrouve son calme, après les poussées éruptives du début d'année, qui out fait progresser l'indicateur d'environ 15 %. Plusieurs éléments se sont d'ailleurs conjugués pour raientir l'ascension des

Les étrangers, très présents fin mars - les Japonais en particulier, — se sont montrés plus distants, adoptant une attitude défensive en attendant de connaître le dénouement attitude défensive en attendant de counaître le dénouement des conférences monétaires (FMI et groupe des Sept) de Washington. Si le discours officiel se voulait rassurant, insistant sur la viabilité de l'accord du Louvre du 22 février, les marchés des changes ignoraient ces propos en renvoyant le dollar à Tokyo à son plus has niveau depuis 1945. Le regain d'instabilité monétaire, l'incapacité des pays industrialisés à stabiliser les parités et la crainte de voir les taux d'intérêt se retendre laissaient une impression mitigée aux opérateurs. L'effondrement du marché obligataire américain jeudi, qui entraînait le plongeon de Wall Street, confirmait cette inquiétude diffuse, alors que le loyer de l'argent au jour le jour remontait vendredi à Paris à 7 7 les.

A ces signant d'alarme venus de l'étranger s'est

A ces signanx d'alarme venus de l'étranger s'est ajoutée une rumeur typiquement parisienne qui a mis en émoi toute la communanté financière. On parlait beaucoup Rue Vivienne d'un projet attribué au ministre des affaires sociales, M. Séguin, visant à combler le « trou » de la Sécurité sociale par une taxation de 1 % sur les

# L'attente

transactions boursières. Avec un volume d'activité de 2 094 milliards de francs en 1986, l'opération paraissait tentante pour les pouvoirs publics. La ponction représenterait 20 milliards de francs, presque de quoi combler le déficit de la « Sécu », estimé à 25 milliards de francs... Mais les professionnels étalent vite rassurés. M. Séguin et M. Juppé, ministre du budget, démentalent la rumeur, précisant qu'aucune étude n'avait été menée dans ce sens.

L'idée est-elle pour autant enterrée ? Toutes les craintes ne sont pas dissipées à la corbeille. Certains estiment cependant que le gouvernement ne fera rien avant l'élection présidentielle, la population boursière représentant désormais un gisement électoral à ne pas négliger. La perspective d'entrer en 1992 dans un grand marché financier européen, où l'harmonisation du coût des transactions sera recherchée, milite aussi en faveur du

Mais la relative lourdeur du marché a été accrue par la désaffection des gestionnaires de SICAV, depuis le 31 mars, date à laquelle sont arrêtés leurs bilans. Rien ne les pousse désormais à investir à tout prix les liquidités inemployées, surtout au moment où la Bourse reprend son

Dans ces conditions, l'activité de la semaine a po Dans ces conditions, l'activité de la seminité à pour l'essentiel été nouvrie par les particuliers, les « petits porteurs » qui ont parfois été apeurés par les nouvelles ou les analyses qui leur parvenaient. Les habitués de la corbeille estimaient que les médias n'étaient pas étrangers à leur malaise en insistant sur les risques du marché on sur

A la veille de quitter en nombre la rue Vivienne pour une transbumance pascale, certains affichaient pourtant leur optimisme, osant même prédire pour la fin d'année une ascension de l'indice CAC à 520 points. Une chose est certaine : les résultats des sociétés cotées ne devraient pas

## Semaine du 6 au 10 avril

entraver la progression du marché, bien au contraire. La semaine écoulée a encore apporté son lot de bénéfices, et non des moindres. Paribas, dont le nom est comme dans toutes les chaumières de l'actionnariat populaire, a enregistré en 1986 un résultat consolidé de 1 678 millions de francs, en hausse de 24 %. Avec un bénéfice de 2,008 milliards de françs, Rhône-Poulenc a légèrement dépasse sa performance de 1985. Lesieur a de son côté effectué un redressement spectaculaire en doublant quasiment son résultat net conrant (+ 196 % à 120,8 millions de francs). On notait encore la progression de 34,5 % du bénéfice net consolidé de BSN, qui procédera en juin à une augmentation de capital de plus de 1 milliard de francs.

L'engonement des narticuliers nour la mivatisation de entraver la progression du marché, bien au contraire. La

L'engonement des particuliers pour la privatisation de la SOGENAL a montré combien la curiosité et l'attrait du public pour le phénomène boursier restaient importants. Il a fallu suspendre mercredi les cotations de cette valeur arrivée une semaine plus tôt à la cote. Mardi, la demande portait sur 1,3 million de titres, pour 300 000 offerts. La Chambre syndicale a aussi décidé de transférer momentanément le titre du règlement mensuel au momentanément le titre du règlement mensuel au comptant, afin de décourager la spéculation qui s'était manifestée autour de la SOGENAL L'obligation de payer médiatement ses achats, qui est la règle sur le marché au comptant, devait en principe assainir la deman

L'OPA lancée sur la société Dufour et Igon à constitué um autre pôle d'animation. Après Union Carbide et Carburos Metalicos, c'est au tour du groupe d'ingénierie aliemand Lànde de s'intéresser à l'affaire. Une belle allemand Linde de s'intèresser à l'affaire. Une teue bataille est sans doute en perspective. Voilà qui fera patienter les boursiers, un peu désappointés par le délai supplémentaire pris par le gouvernement avant de privatiser la BIMP (Banque industrielle et mobilière privée). M. Balladur semble avoir quelque difficulté à choisir entre les candidats à la reprise, parmi lesquels Michelin et la société financière Marceau lavestissement fondant aux Canaras Péhaceau). Alors que le bétiment. (animée par Georges Pébereau). Alors que le bâtiment,

ÉRIC FOTTORINO.

10-4-87

1 199 1 895 1 130

482 802 939

1 559 496 1 739

651 405

864 3 039

4 437 1 194

294 3 580

Diff.

- 26 - 72 - 78 - 53 - 45 + 4 - 5 - 1

- 1 - 26 - 39 - 15 - 75 - 26 - 45

140

- 250 - 24 - 83

Banques, assurances

Bail Équipement
Bancaire (Cie)
Cetelem
Chargeurs SA
CFF

Hénin (Lo) Imm. Pt.-Morcosa Locafrance

Locindus . . . . . . . Midi Midiand Bank O F P Paris, de réese Prétabail

UCB .....

Valeurs diverses

Arjomari .....

Bic .....

sociétés d'investissement

# BOURSES

après sa folle chevauchée des semaines précédentes, subissait des prises de bénéfices bien légitimes, la Bourse faisait, vendredi, la pause, en attendant de se trouver un

# ÉTRANGÈRES

**NEW-YORK** Repli et incertitude

Après avoir denné l'illusion d'une nouvelle envolée, en franchissant lundi nouvelle envolée, en franchissant lundi la barre des 2 400, le Dow Jones a ensuite évolué sur une note irrégalière et neutre, influencé par la rechute du dollar à son niveau le plus bas depuis 1945 face au yen. Vendredi, l'indice des trente valeurs industrielles terminait à 2 338,78, contre 2 390,34 une semaine plus têt (-51,56 points). La crainte de voir la Réserve fédérale resserrer le crédit pour contenir une hausse des taux d'intérêt et un redémarrage de l'inflation a perturbé les boursiers. La chatte du marché obligataire, marqué par le repli de 20 dollars enregistré jeudi sur les bons du Trésor à trente ans, s'est étendue aux actions. Les aurifères et les valeurs de semi-conducteurs se sont valeurs de semi-conducteurs se sont cependant raffermies en fin de période, permettant au marché de limiter ses

	Cours 3 avril	Cours 10 avri
Alcoa	44 1/2 24 5/8	43 7/1 23 3/-
Boeing Chase Man. Bank	52 38 7/8	51 3/3 36 3/
Du Pont de Nemours Eastman Kodak Exxen	119 5/8 79 90	75.7/ 99.1/
Ford	87 5/8 109 3/4	86 1/ 107
General Motors Goodyear	79 3/4 59 3/8 149 3/4	59 1/1 145
IBM ITT Mobil Oil	62 5/8 49 1/2	60 1/1 48 7/1
Pfizer	747/8 441/4	72 41 3/
Texaco UAL lac. Union Carbide	37 5/8 59 1/8 29	31.7/3 72.1/3 28.7/3
USX	28 7/8 67 3/4	27 7/3 63 5/1
Xerox Corp	77 5/8	75 3/1

# LONDRES

Dans le sillage de Wall Street La menace persistante d'une guerre

commerciale avec le Japon, la rechute de Wall Street et les inquiétudes mucitées par le plongeon du dollar sur le marché des changes ont provoqué une marché des changes out provoqué une nouvelle chute des valeurs cette semaine au Stock Exchange. Les incertimdes politiques en Grande-Bretagne, où la date des élections générales n'a toujours pas été fixée, out également déstabilisé la tendance. Un léger coup de posce a sealement été donné lundi à la cote, anche la maliferie d'une parameter. après la publication d'un nouveau serdage pius favorable aux conservateurs dans la course disctorale.

Indices FT du 10 avril : industrielles 1 523,8 (contro 1 546,4). Mines d'or : 470,4 (contre 415,9). Fonds d'Etaz : 89,68 (contre 89,91).

	3 avril	10 svril
Beecham	524	495
Bowater	465	484
Brit. Petroleum	899	852
Charter	322	330
Courtenids	418	400
De Beers (*)	12 31/64	139/16
Glazzo	149/64	15 1/32
Gt. Univ. Stores	18 1/2	18 1/2
Imp. Chemical	12 61 /64	12 57/6
Shell	129/64	11 45/6
Unikever	25 5/8	26 45/6
Vickers	464	449
	38 13/16	
	77	

₹,

(\*) En dollers.

#### FRANCFORT Effritement

Après un excellent démarrage en début de semaine, du à la victoire des conservateurs aux élections régionales conservateurs aux élections régionales de Hesse, le marché s'est progressive-ment effrité. Les boursiers se sont ment effrité. Les boursiers se sont inquiétés des tensions sociales qui pour-raient déboncher sur des grèves dans l'industrie métallurgique. Certains craignent aussi que le scandaie Volkswagen ne conduise à une surveillance accrue des transactions en devises dans les banques et les grandes entreprises.

Indice de la Commerzbank du 10 avril : 1 795,7 (contre 1 835,3).

	Cours 3 avril	Cours
AEG BASF Bayer Commerzbank Deutschebank Hoechst Karstadt Mannesman Siemens Volkswagen	319,59 276 318,50 280 686 278 429,28 176 714 362,80	305 269,36 310,5 263,56 651 272,16 426 180,16 694 345,56

# TOKYO

La Bourse de Tokyo a monté en fiè-che cette semaine, battant chaque jour son record entre mardi et vendredi. L'annonce de mesures de relance pour stimuler l'économie nippone a poussé les cours, maigré la chute du dollar face an yen, qui continue d'inquiéter les opéra-teurs japonais.

	Cours 3 avril	Cours 10 avril
Aridistanos Lanon Lanon Tuji Bank londa Motors datsushius Electric ditsubishi Heavy Cory Corp. Coyota Motors	439 812 755 3 170 1 319 I 480 535 2 949 1 600	413 860 719 3 719 1 250 1 460 565 2 750 1 460

### Mines, caoutchouc,

	10-4-87	Diff.
Geophysique Inetal INCO Michelin Min, Penarroya RTZ ZCI	516 115 101,78 3 465 56,30 87,28 1,37	+ 89 - 4 + 5,28 - 1,05 - 0,70 + 7,15 + 8,07

# Bâtiment, travaux publics

	10-4-87	Diff.
Auxil Centrept		- 105
Bonygues	1 385 1 050	- 66 - 26
GTM	2 384 757	- 36 + 25
J. Lefebvre Lafarge	2 100	+ 60
Maisons Phénix	152	- 25 - 4
Poliet et Chausson SCREG	2 290 825	- 45 - 25
SGE-SB	109,70	- 2,80

#### Métallurgie constructions mécaniques

	10-4-87	Diff.
Alspi	531	- 9
Avions Dassault-B	1 245	- 75
Chiers-Chatillon		- 0,60
De Dietrich		+ 230
FACOM	1 895	- 54
Fives-Lille	258	- 7,5 - 15
Marine Wendel		
Penhoët	1 610	- 163
Peugeot SA		+ 2
Poclais	14	- 0,10
Sagent	3 810	- 65
Strafor	772	- 57
Vai60	384	+ 0

### Le délit d'initié: une pratique courante pour un tiers des Américains

Le scandale des initiés a-t-il terni la réputation de Wall Street ? Si l'on en croit un sondage effectué par Media General Inc. at l'Associated Press, 65 % des Américains ont une haute opinion de l'éthique existant dans les milieux financiers et boursiers.

Ce sondage demandait aux 1 402 adultes interrogés par téléphone de mesurer de 1 à 5 l'éthique dans le monde financier de Wall Street. 65 % des interwievés lui ont attribué une note de 3 ou au-dessus.

Trois Américains sur dix estiment que les achats de paquets d'actions par des initiés dispo-sant d'informations privilégiées inconnues du public sont une pratique très courante dans les affaires, et 28 % des personnes d'initié est une pratique assez

La moitié des Américains ont, cependant, manifesté leur inquiétude à la suite de ces récents délits d'initiés. 40 % ont dit que ces scandales ne les concernaient pas. Ceux qui possèdent un portefeuille d'actions ont bien entendu été les plus inquiets.

Media General Inc. est une

compagnie de communications

basée à Richmond (Virginie) pro-

priétaire de journaux et de sta-

tions de télévision. - (AFP.)

Alimentation

	10-4-87	Diff.
Béghin-Say Bongrain BSN	610 2 780 5 190	- 32 - 10 - 79
Carrefour	3 750 2 312	- 89 - 78
Euromarché Guyenne et Gase,	3 450 835 1 950 1 880	- 10 - 50 + 146 + 90
Moët-Hennessy Nestlé Occidentale (Gle) .	2 510 38 700 1 336	+ 118 + 750 - 5
Olida-Caby Pernod-Ricard Promodès	189 1 074 2 450	- 6,50 - 26 - 190
St-Louis-Bouchon	1 105 1 120 788	- 17 - 30 - 12
Produits chim	4 350	+ 120
C-HITO CITAL		

	10-4-87	Dui.	
Inst. Mérieux Labo. Bell. Roussel UC BASF Beyer Hoechst Imp. Chemie. Norsk Hydro	2 272 1 840 908 1 022	- 290 - 198 + 8 + 8 - 23 - 36 - 6.88 + 5.5	
Mines d'or. die			

August	201	-	-				
Avions Dassault-B	1 245	l٠	75		10-4-87	Г	Diff.
Chiers-Chatillon		<b>)</b> –	0,60		10-4-01	L	יווע.
De Dietrich		+	230	Angle-American	153,50	4	18
FACOM		ļ-	54	Amgold	723	ı.	68
Fives-Lille		-	7,5	Bef. Gold M.	165	Ľ	19,50
Marine Wendel		!-	15	De Beers		Ľ	6.30
Penhoët	1 610	_	103	Drief. Cons.	163.80		27.20
Pengeot SA	1 497	+	2	Gencor	128	II	14.90
Poclais		-		Gold Field	98.50	II	7,50
Sagent	3 810	-	65	Harmony	162	ш	17,20
Strafor	772	-	57			Ι	179
Val60	584	+	6	Saint-Helena	124.50		
Vallourec	109.20	+	4,26	Western Deep	457	Ι	89

# LES PLUS FORTES VARIATIONS

Valeurs     Hausse g     Valeurs     Baiss g       Géophysique     + 19.7     Venve Cliquot     - 15.       Berger     + 8.8     Union Crésit bit.     - 10.	DEU	SILVE	THE	:BU	UMA	DAIRE	) In	M)
	Vale		Ha	use Z	V	eleurs	Ba	isse é
Majoretts	Géophys Berger Mayorett Letteur Pocheffor SCOA Robur Sahrigue Codeteà	ique	+++++++	19.7 8.8 7.9 7.7 7.4 7.3 6.7 5.2 5.2		Crisis bist.	11111111	5,4 0,9 8,7 8,6 8 7,7 7,2

## Le hors-série Dossiers et documents> < Trente ans de Communauté européenne»

Le premier tirage du hors-serie «Dossiers et documents» édité par le Monde «Trente ans de Communauté européenne » a été épuisé en dix jours. Après réimpression il est à nouveau disponible. Demandez-le à votre marchand de jour-neux. 20 F.

à nouveau disponible

Le Monde **PUBLICITÉ** 

FINANCIÈRE Renseignements: 45-55-91-82, poste 4330 Matériel électrique services publics

	10-4-87	Diff,
Alcatel	2 900	_ 96
Aisthom-Atlantique	442.90	+ 6.10
Crouzet	341.29	- 5.80
Générale des Esux	1 506	_ 19
IBM	224	- 23
Intertechnique	1 751	luch.
ПТ	369	- 2.56
Legrand	5 780	- 49
Lyonnaise des Eaux .	1 736	- 50
Matra	2 625	- 88
Merlin-Gérin	2 765	back.
Monlinex	111	+ 2,98
PM Labinal	933	- 7
Radiotechnique	1 645	- 18
Schlumberger	253.50	<b>-</b> 7.20
SEB	878	- 50
Siemens	2 305	- 25
Signaux	666	- 35
Télémée. Electrique.	3 215	<b>- 279</b>
Thomson-CSF	1745	+ 20

Pétroles

	10-4-87	Diff.
BP France Elf-Aquitaine Esso	146,50 337 581	- 14 - 4,50 - 15
Exxon Prancarep Petrofina	531 345 1 683	- 11 - 4 + 33
Primagaz	865 145	+ 24
Royal Dutch Sogerap	728 465	+ 5 + 17,50

Royal Dutch Sogerap Total	728 465 492	+ 5 + 17,50 - 7
MARCHÉ LIBI	RE DE	L'OR
	Cours 3 avril	Cours 10 peril
Or fin (tile en herre)	81 600 81 500 514	84 000 83 850 518

	3 mmil	10 swrli
Or fin (tille on berre)	B1 600	84 000
- (kilo on linget)	81 500	63 860
Pièce trançaise (20 fr.)	514	518
Pièce française [10 fr.] .	369	348
Pièce suisse (20 fr.)	551	584
Pièce letine (20 tr.)	478	495
@ Pièca temisienne (20 fr.)	455	466
Souverain ,	581	810
Souverain Elizabeth II	625	808
@ Demi-souverain	348	380
Piècs de 20 dollars	2 955	3 006
- 10 dollars	1 496	1 440
0 - 5 dollars	300	920
- 60 peeps	2 130	3 180
6 - 20 meries	590	597
- 10 fortes	495	494
0 - Szoubles	330	330

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME (°) cap. (F)

Valeurs à revenu fixe

10-4-57

8 351 + 102,35 + 102,45 + 102,76 + 102 - 109,80 + 105,75 + 102,75 - 163,34 - 118,65 + 105,75 + 102,75 - 163,34 - 118,65 + 105,75

118.65 +

335,60

Filatures, textiles, magasins

1 669 8 351

Diff.

Jack. 0,95

- 43 - 39 + 9

ou indexé

4 1/2 % 1973 7 % 1973 10,30 % 1975 PME 10,6 % 1976 8,80 % 1977

10 % 1978 ..... 9,80 % 1978 9 % 1979 10,80 % 1979

16.20 % 1982 .... 16 % 1982 ..... 15,75 % 1982 .....

CNB bq. 5 000 F. . . CNB Parisas 5 000 F . . . CNB Socz 5 000 F . .

Agache (Fin.)
BHV
CFAO
Demart-Serviposte

Darty ......DMC

Galcrics Lafayette La Redoute ..... Nouvelles Galeries .

124 022 441 (	141 31
261 212 391 7	716 21
177 322 2961	134 81
194 745 284 9	09 28
462 391 212 1	318 03
119 515 203 5	08 95
l 1987.	
	261 212 391 177 322 2966 194 745 284 462 391 212 119 515 203 70 271 170 131 742 161 118 925 159 202 548 141 26 000 135 4 175 016 130 2

# MATIF

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 10 avril 1987

COURS	ÉCHÉANCES				
COURS	Juin 87	Sept. 87	Déc. 87	Mars 88	
Premier	107,55	107,50	197,50	107,25	
+ hast	107,75	107,85	107,75	107,25	
+ bas	107,30	107,35	197,30	107,15	
Dernier	107,35	107,35	167,30	107,15	
Compensation	167,35	107,40	107,30	107,15	

	6 avril	· 7 avril	8 avril	9 avril	10 avril
RM Comptant	1711885	1 800 344	1 705 782	1 577 175	1 706 787
R. et obl Actions	11 078 683 676 106	10519646 633474	12211551 578633	9 590 952 625 484	9 396 418 1 393 669
Total	13 466 674	12953464	14 495 966	11 793 611	12 496 874

Étrangères 114 113,9 114,6 112.8 COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1986)

Tendance . 115,2 | 114,1 | 113,7 | 114,4 | 113,6 (base 100, 31 décembre 1981) Indice gén. | 459 453,4 449,7 452,9 449,3

de la Bourse » de F. Le Bihan et M. Combes

« Pratique

La littérature existent sur le sujet est abondante, trop sans doute. En plus, elle est encore trop souvent rébarbative. La Bourse a réveillé les épargnants, et ses performances récentes en atti-rent un nombre toujours plus grand. Cet intérêt pour le marché financier s'est accompagné d'une demande croissante fonctionnement.

Les auteurs de la Pratique de la Bourse se sont attelés à la têche. A partir d'une actualité dont les journaux et revues se sont récemment emparés, ils s'efforcent de mettre à nu tous les mécanismes boursiers, depuis les opérations les plus simples du marché au comptant jusqu'à celles, plus complexes, du marché conditionnel. Dans tous les cas de figure, le lecteur est amené à procéder à la comptabilisation des opérations et à l'évaluation du portefeuille des

Conçu comme un jeu pour les non-mittés et pour les habitués des opérations classiques, pou-vant être mis en œuvre seul, en famille, entre amis ou même en classe, cet ouvrage enchantera assurément les futurs candidats à la Bourse.

\* Editions-Librairie Eyrolles, 61, boulevard Saint-Germain, 75240 Paris Cedex 05. Prix: 130 F.

The state of the s

# Crédits, changes, grands marchés

# L'EUROMARCHÉ

Secretary Red

1

The state of the s

A Company

The process of the second

S 100 E22

112

...

arende by

# Retour aux sources

La déchéance du marché des euro-émissions à taux variable et la difficulté actuelle de lever des euro-capitaux à taux d'intérêt fixe autrement que par le truchement de swaps réalisés à partir de devises exotiques ont pour effet de raviver le marché des europrêts bancaires. Ce dernier, qui avait dominé l'ensemble de l'euromarché depuis sa création de l'euromarene uepuis sa creamon jusqu'au début des années 80, a bru-talement décliné à partir de 1982, après qu'eut éclaté la crise de la dette latino-américaine. Depuis cette date, les eurocrédits traditionneis et, jusqu'à un certain degré, les facilités bancaires de toutes sortes ont été progressivement supplantés au profit d'émissions de papier de

Mais l'effondrement du marché des curo-emprunts à taux variables a permis de mesurer l'ampleur de la pénalisation que peut engendrer la « mobilierisation » du marché des prêts bancaires. A partir du moment où les euro-émissions perpétuelles initialement émises au pair perdent de 20 % à 30 % de leurs valeurs originelles sur le marché secondaire, le bilan des banques peut se trouver dramatiquement modifié même si les émissions concernées proviennent d'établissements de tout premier plan. En revanche, les eurocré-dits bancaires comptabilisés au pair conservent leur parité, c'est-à-dire toute leur valeur, lorsqu'ils ont été arrangés pour le compte de débi-teurs solvables.

Alors qu'on les croyait défunts, les eurocrédits et autres facilités bancaires se révèlent donc à nouveau des instruments indispensables pour lever des eurocapitaux sur une grande échelle. Ce phénomène se révèle encore plus véridique lorsque ces euro-opérations bancaires out pour but de financer des acquisitions. Yves Saint Laurent, avec une transaction de 465 millions de doilars signée le 19 décembre dernier, et British Petroleum, avec un coro-crédit de 5 milliards de dollars, dont la toute récente signature ne date que de la semaine dernière, ont été les premiers à appréhender la résur-gence d'un instrument qu'on croyait tout autant dispara que le

Depuis cette somaine, Honeywell Bull Inc (HB1) recherche 400 mil-lions de dollars, afin de financer les 350 millions nécessaires pour HBI pour parachever l'absorption, aux côtés de Bull et du japonais NEC, de Honeywell Information System (HIS).

La transaction HBI, qui s'articule autour d'un MOFF, c'est-à-dire d'un financement à options multiples (multiple option financing facility), est en partie garantie par les comptes clients de la société et non par les actionnaires. Cela signific que les créances de la clientèle de HBI sont nanties en faveur des prê-teurs et que les conditions attachées

au MOFF varieront en fonction de l'ampieur de ces créances.

Comme leur montant sera insuffisant pendant les premières années, on se trouve, en fait, face à un prêt en doux tranches, l'une garantie (A) et l'autre qui ne l'est pas (B). Ceci explique que, pour que B soit tirée, il faudra auparavant que l'encours de A atteigne au moins 250 millions de dollars durant les deux premières années, puis 300 millions par la suite, le corollaire étant que l'atilisa-tion de B n'excède pas 200 millions pendant les deux premières aunées, avant de progressivement diminuer pour devenir nulle la huitième

quatre options à l'emprunteur : un crédit «revolving» cautionnant des avances bancaires directes; des facilités à court terme au travers d'avances on d'euro notes pour lesquelles sommissionnerout un groupe spécifique de banques (Tender Panel); l'émission de papier com-

#### CCF, CERUS: euro-succès assurés

L'ECU continue aussi d'intéreaser la clientèle des institutions japo-naises et, bien qu'à un moindre degré, l'européenne. L'une et l'autre anticipant une détente des taux d'intérêt au sein de nombre de monnaies du serpent européen redécouvrent les charmes de la devise de la CEE.

CEE.

La Caisse nationale des autorontes (CNA), sous la garantie de la République française et la direction du Crédit lyonnais, en a donc profité pour offrir 120 millions d'ECU sur huit ans. Les euro-obligations seront émises à un prix de 101,75 et porteront un intérêt annuel de 7,375 %. Bien que ces conditions soient serrées, puisque, tous frais compris, le coût pour l'emprunteur n'est que de 7,40 %, l'opération a été bien reçue, au début par les Nippons, pais un pen plus tard par les Européens. Sur le marché gris, elle se traitait en fin de marché gris, elle se traitait en fin de semaine à l'intérieur de la commission globale de 1,875 %.

Les émissions d'actions internatiosules restent, malgré tout, celles qui soulèvent le plus d'intérêt. Dans ce domaine, les sociétés françaises continuent d'être en vedette. Alors que le CCF brille de tous ses feux sur les Champs-Elysées, CERUS, la detti, va procéder à une augmenta-tion de capital de 1 milliard de francs français au travers d'une tionale et nationale. Sous la houlette conjointe de la BNP, teneur de plume pour la partie intérieure, et de l'américaine Shearson Lehman, qui enregistrera la demande étrangère, est regroupé un seul syndicat bancaire de direction, composé comme suit : Indosuez, Deutsche Bank, Crédit lyonnais, Crédit suisse, First Boston, Crédit agricole, Dresdmercial aux Etats-Unis sous la cantion de lettres de crédit procurées par la succursale new-vorkaise de la BNP; les avances à très brèves échéances parfois nécessaires entre deux options.

L'ensemble offre donc une grande souplesse, qui s'étend même aux conditions. Sans entrer dans un détail laborieux, il faut souligner que l'empranteur aura également le choix entre trois références de base à partir desquelles sera calculé le taux d'intérêt : Libor, prime rate on taux ajusté des certificats de dépôts,

Cette facilité à multidevises est aussi à multipays. En effet, les comptes clients nantissant le prêt sont ceux tant d'Américains que de Canadicas et de Britanniques. Le sont ceux tant d'Americains que de Canadiens et de Britanniques. Le tout a été monté par la BNP, la banque chef de file avec la collaboration en tant que coleaders, de l'américaine Morgan Guaranty et de la très nippone Industrial Bank of Japan. Nul ne doute que, à l'instar d'Yves. Saint Laurent et de la BNP, la tran-saction HBI soit largement sous-

ner Bank, Schroder Wage et Bar-

clays France. Les actions out été proposées à un prix unitaire de 825 francs, soit une décote proche de 4 % per repport au prix de ciò-ture de 858 francs du 8 avril. Dès jeudi, la demande étrangère se révé-lait très forte. Avec 3 milliards de francs en cash, CERUS va procéder à des «raids», certain de rendre le titre encore plus vivant.

On sait déjà que la privatisation du CCF sera un succès éclatent. La banque, qui tient une place importante sur le marché international des capitaux, est au moins aussi connue à l'étranger qu'en France. En outre, l'opération est modeste. Son montant total devrait être inférieur à l'équivalent de 700 millions de dollars. La part internationale, qui sera vraisemblablement plus proche des 100 millions que des 140 millions de dollars, est déjà sursouscrite bien des fois selon les banquiers qui dirigeront le placement étranger. Sous la conduite du CCF, teneur de livres, le consortium bancaire inter-national sera composé des établisse-ments suivants : Morgan Guaranty (laissant présager un placement eventuel aux Etats-Unis), Indosuez, le groupe de la Kredietbank, Nikko Kleinwort Benson (placement en Grande-Bretagne), UBS (Suisse), BHF (Allemagne), le CCF luimême se réservant le reste du monde. Si, pour les euroinvestisseurs, la partie a été rude avec Paribas, elle va l'être encore bien davantage avec le CCF.

CHRISTOPHER HUGUES.

(1) Grand ciseau coureur de l'île Manrice, qui, ne pouvant voler, a été exterminé dès le dix-huitième siècle.

### LES DEVISES ET L'OR

# Les Japonais vendent le dollar

Et ça continue! En dépit de la réaffirmation solennelle, le mercredi 8 avril, à Washington, par les sept grands pays industrialisés de leur engagement en faveur de l'accord du Louvre du 22 février dernier et de leur volonté de stabiliser les de leur volonté de stabiliser les grandes monnaies - autour de leurs niveaux actuels -, le dollar a continué de plonger à Tokyo, touchant, vendredi 10 avril, son plus bas cours historique à 142,50 yens, après avoir même coté fugitivement 141,60 yens. Depnis le fameux accord du Lonyre le a billet urt à a accord du Louvre, le « billet vert » a chuté de plus de 7 %.

Selon M. Kiichi Miyasawa, ministre japonais des finances, « le yen est resté dans les limites définies par cet accord », mais le ministre 2 pris bien soin d'ajouter que le terme de « niveaux actuels », employé dans le texte de l'accord, était assez vague, en somme qu'il était préféra-ble de donner l'impression que tout le monde s'était montré imprécis, de façon à ne pas donner trop d'indications aux marchés des changes. M. Miyazawa a, ensuite, remarqué - que les mouvements enregistrés sur lesdits marchés, concentrés sur le yen, constituaient une « mise à l'épreuve - de la volonté des Sept de défendre les parités. Cette remarque du ministre vaut son pesant... de yens, car cette semaine, et surtout à la veille du week-end, ce sont ses propres compatriotes qui ont vendu massivement leurs dollars, présents et à venir, escomptant, vraisembla-blement, une nouvelle plongée de la devise américaine. La nouvelle vague de ventes s'est produite au lendemain des déclarations des Sept sur le maintien de l'accord du Louvre, jugées insuffisantes, voire inquictantes. Tel est le cas du moins pour celles du secrétaire américain au Trésor, M. James Baker. Leur contenu a été jugé explosif.

Tout en admettant que la forte baisse du dollar depuis deux ans

avaient amenées - dans des marges à peu près compatibles avec les données économiques fondamentales ». M. Baker a immédiatement exprimé ses préoccupations et ses réticences. Il se demande « si une expansion de la demande intérieure dans les pays estime, enfin, que le déficit comm

En clair, cela veut dire que même l'accord du Louvre étaient trop bas, et qu'une bonne hausse de la devise nippone arrangerait bien leurs affaires...

Le seul soutien apporté au Japon, bien que d'effet très fugitif, a été la réaffirmation, par l'inlassable Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, des conséquences néfastes

avait « amélioré » les perspectives et que les cours des monnaies les

à excédent commercial sera suffisante pour assurer une réduction durable des déficits extérieurs ». Il cial américain record de 170 mil-liards de dollars en 1986, devrait se réduire de 15 milliards de dollars en 1987, mais rester très important en 1988 et au-delà.

l'ambitieux plan de relance japonais (les 34 milliards de dollars d'investissements proposés par le patronat mippon) ne suffira pas et que, très vraisemblablement, il faudra une baisse supplémentaire du dollar pour accélerer la diminution du déficit commercial des Etats-Unis. A Tokyo, les milieux financiers ont reçu le message « cinq sur cinq » et ils ont vendu, propostiquant un recul du « billet vert » en dessous du seuil des 140 yens, en attendant les 130 yens et, pourquoi pas, les 120 yens. La Banque du Japon est, à nouveau, intervenue massivement, rachetant les dollars de ses nationaux, et trouvant un soutien tout à fait symbolique chez les autres banques centrales. Comme si les partenaires du Japon, y compris les Euro-péens, considéraient que les cours du yen pratiqués au moment de

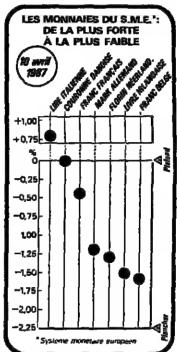
l'évolution de l'économie mondiale et sur la dette du tiers-monde. Mais, apparemment, il ne semble pas y avoir de consensus entre lui et

Jusqu'à présent, la chute du doilar s'est cantonnée au Pacifique et n'a que peu affecté l'Europe, où son cours n'a guère fléchi au-dessous de 1,8050 DM contre 1,8135 DM la semaine précédente, et est venu fleureter avec la barre des 6 F. Mais tout peut changer et, après le yen, c'est le mark qui pourrait repartir à

- Dangereux -, estime M. Karl-Otto Poehl, président de la Bundes-bank, car cela compromettrait la régularité de l'expansion de l'économie allemande. Il aurait souhaité que la réduction d'impôts prévue pour janvier 1988 ait pu prendre effet un an plus tôt, regrettant que le gouvernement de Bonn ne l'ait pas fait. Et dire qu'à l'automne dernier, M. Poehl trouvait que l'économie de la RFA n'avait nul besoin de stimu-

A Paris, le cours du mark est resté remarquablement stable, autour de 3,3275 F avec une légère pointe à 3,33 F à la veille du weck-end. La Banque de France, qui maintient des taux élevés (7 3/4 %) a enregistré de fortes rentrées de devises, 6 à 7 milliards de marks au moins dans la semaine (19 à 22 milliards de francs). Signalons enfin, une assez forte poussée sur l'or, le cours de l'once s'élevant au-dessus de 430 dollars, au plus haut depuis six mois, cela en liaison avec la baisse

#### FRANÇOIS RENARD.



# COURS MOYENS DE CLOTURE DU 6 AU 10 AVRIL 1987

# LES MATIÈRES PREMIÈRES

# Coup de froid sur le thé

Les cours du thé ont enregistré en début de semaine une forte secousse à la baisse aux enchères de Londres. La qualité moyenne (medium) a perda 12 pences, pour s'établir à 106 pences (1,06 livre sterling) par his pences (1,00 hyre stering) par kilogramme tandis que le «low medium» — basse qualité — tombait à 65 pences (— 13 pences). Cette évolution n'est pas en soi surpre-pante, tant le thé souffre depuis plu-sieurs mois de surproduction, l' l'according des pariétés surprientes. l'exception des variétés supérieures.

Mais, moins que le déséquilibre connu du marché, c'est l'éclaiement d'un conflit entre le Pakistan et Unil'un comme de la place de l'ever qui a jeté un froid sur la place britannique. A travers ses deux filiales Brooke Bond et Lipton Tes, le groupe anglo-néerlandais assure 95 % des importations du thé au

PRODUITS	COURS DU 10-4
Caivre h. g. (Losina)	882 (+ 1,5)
Trois mois	Livres/tones
Almohilma (Lockes)	888 (- 9)
Trois mois	Livres/tonne
Nickel (Louis)	2 400 (+ 25)
Trois mais	Livres/toons
Sucre (Paris)	1 163 (- 1)
Maj	Prance/tonne
Café (Louine)	1 276 (+ 36)
Mai	Livros/tonne
Cacao (Nos-York)	1 938 (+ 16)
Mai	Dollars/tonac
Bilé (Chicago)	285,25 (+ 6)
Mai	Conts/boisseau
Mais (Chicago)	165,50 (+ 7,75)
Mai	Cents/bossess
Soja (Chicago)	147,89 (+ 2,69)
Mizi	Dollars/t. courts
1.00-	renthères indique la

Le chiffre entre parentheme

Pakistan. Or les autorités d'Islamabad viennent d'ordonner l'ouverture d'une enquête sur les activités d'Unilever, qu'elles soupçounent de pratiques monopolistiques».

Le gouvernement a constaté que Brooke Bond et Lipton Tea obligeaient les Pakistanais à consommer du thé kényan d'un prix très élevé, et négligeaient les fournisseurs tradi-tionnels que sont Sri-Lanka, le Bangladesh et l'Indonésie. En 1984, le Kenya comptait pour 18 % des achats du Pakistan. La proportion est passée l'an dernier à 56 %...

Pendant la même période, les parts du Bangladesh, de l'Indonésie et de Sri-Lanka ont été ramenées respectivement de 16 % à 9 %, de 18 % à 10 % et de 24 % à 11 %.

Pour Islamabad, la manœuvre est Evidente. Unilever, qui possède des plantations an Kenya, a trouvé un débouché idéal pour sa production. Le Pakistan a ainsi vu monter les prix du thé sur son marché intérieur (la variété de Mombasa est une qualité recherchée), alors que la tendance des cours mondiaux était baissière. Autre inconvénient : le commerce du thé avec le Kenya ne participe à aucun rééquilibrage des échanges. Le Pakistan, qui lui achète pour 75 millions de dollars de thé par an, vend seulement pour 5 millions de dollars de marchandises à Nairobi. Il en va différemment pour Sri-Lanka, l'Indonésie et le Bangladesh dont les achais au Pakistan étaient, jusqu'à un passé récent, échangés contre du thé.

Depais que Unilever a modifié les courants d'approvisionnements, les partenaires commerciaux habituels d'Islamabad ont réduit leurs importations, Sri-Lanka et le Bangladesh

The state of the s

scrajent prêts à commander des biens d'équipement au Pakistan, pour une valeur de 180 millions de dollars par an, mais à condition que ses achats de thé retrouvent un volume «raisonnable». Si l'enquête confirme les soupçons du gouvernement, celui-ci pourrait décider de limiter les importations en prove-nance du Kenya, on exiger d'Unilever qu'il se conforme aux instructions de l'office de négoce pekistanais, un organisme d'Etat chargé de veiller aux échanges com-merciaux.

A la décharge d'Unilever, il fant souligner que le Pakistan a mani-festé ces dernières années un goût accru pour le thé de bonne qualité. La dégradation des variétés nes et sri-lankaises (Ceylan) a donc favorisé le thé kenyan, dont les plantations, qui s'étendent au-dessus de Mombasa, font l'objet de soins intensifs. « La question de la qualité est cruciale », affirme M. Raymond Scala, président du comité français du thé, qui évoque avec regret le «Darjeeling» d'antan. Au temps des empereurs chinois,

seul le bourgeon terminal (pekoe) du plant de thé était cueilli. C'était la «cueillette impériale». Pais les impératifs de production ont poussé les planteurs à cueillir le pekoe plus deux feuilles supérieures (P+2), puis le pekoe plus quatre feuilles (P+4). La recherche de la quantité s'est faite au détriment du fumet, pour la plus grande déconvenue des amateurs de thé. L'agitation politique à Sri-Lanka a, de surcroît, aui an «Ceylan» dont les plantations sont moins bien entretenues que naguère. La baisse des prix est aussi la sanction de ces dégradations.

Notice that the second second

PLACE	Livre	SELL	Franc Empais	Franc misso	D. merk	Franci balge	Floria	
Londres								_
	_	-	-	-		-		
h 11-4	1,6270	-	16,6196		\$5,3250	2,6724	49,9436	0,67
ina-York	1,6155	_	16,5727	66,2832	55,1400	2,6631	48,8519	0,07
	9,7897	6,8178	~	401,54	332,89	16,0796	295,10	4,66
<b>75</b>	9,7479	6,0349		399,47	332,72	16,0692	294,77	4,67
Zerich	2,4356	1,4976	14,8795		82,8215	4,0005	73,4183	1,16
	2,4492	1,5105	25,0331		\$3,2919	4,6226	73,7989	1,16
	2,9408	1,8075	39,0399	128,74		4,8383	88,6464	1,48
Francist	2,9797	1,8135	30,8553	120,06	_	4,8295	28,5930	1,48
	60,8823	37,42	6,2190	24,9967	207,93	-	18,3521	2,90
	68,6628	37,55	6,7730	24,8593	207,95	-	18,3439	2,98
	3,3175	2,6390	33,8873	136,20	112,81	5,4490	-	1,58
Angeries	3,300	2,8470	33,9247	135,51	112,87	5,4513	-	2,58
	2097,20	1289	214,23	861,85	713,14	34,4468	632,17	
	2087,22	1292	214,12	855,35	712,43	34,4874	631,16	-
	23L85	142,50	23,6829	95,1904	78,8382	3,8681	69,2872	4,11
Takyo	235,13	145,56	24,1219	96,3588	88,2591	3,8761	71,1048	6,11

# LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

# Rafale de vent d'Ouest

Assez bien orientés en début de semaine, les marchés financiers mondiaux ont été secoués par un fort coup de vent d'Ouest, en l'occurrence une hausse sensible des taux d'intérêt à long terme aux Etats-Unis et une baisse non moins sensible des cours des obligations outre-Atlantique. A la veille du week-end, l'emprunt du Trésor à 7,50 % et trente ans, échéance 2016, e fameux «Bellwether» (le bélier porteur de cloche qui précède le troupeau), perdait 3 % en une journée, et son rendement bondissait à 8,15%, contre 7,30% il y a un mois, nt 7,90 % la semaine dernière. Motif? Tout simplement les ventes d'obligations détenues par des Japonais qui ont déjà perdu près de 7% sur leur portefeuille en six semaines en raison de la baisse du dollar contre yen. Rendus inquiets par l'accélération de sa chute (140, 130, 120 yens), ils voudraient ne pas perdre davantage. Les ventes, certes, mais aussi sûrement la crainte de voir les investisseurs nippons ne plus apporter leurs capitaux aux Etats-Unis sont le cauchemar des opérateurs new-yorkais.

Les fils de l'empire du Soleil-Levant ne veulent pas vraiment retirer leurs capitaux des Etats-Unis : où iraient-ils? Où sont les marchés suffisamment vastes et liquides pour les accueillir? En outre, leur départ favoriserait la hausse du yeu. Simplement, ils ne sont pas très chauds pour acheter des bons du Trésor américain avant d'être sûrs que la baisse du dollar est terminée. On les voit, maintenant, se diriger vers le une baisse non pas du taux marché des actions, où la hausse de d'escompte et du lombard (tanx des perpétuelles 5 %, et surtout le 3 % Wall Street les attire et vers le mar- avances sur titres), mais bien du

En outre, à New-York, beaucoup redoutaient un durcissement de la politique de la Réserve fédérale (Fed), préoccupés par la baisse du dollar qui pourrait, comme on vient de le voir, inquiéter les prêteurs étrangers et relancer l'inflation en renchérissant les prix des produits importés. Intoxication ou prescience? A Washington, M. Paul Volcker, président de la Fed, a affirmé, devant la commission bancaire du Sénat, qu'une politique monétaire restrictive serait néfaste à l'investissement et qu'il valait mieux précisé que la récente hausse des taux de base des banques américaines était sans relation avec une volonté quelconque des autorités

En Europe, le coup de vent d'ouest a affecté le marché à la veille du week-end, d'autant que, mercredi soir et jeudi matin, on s'était attendu, sur des rumeurs, à une baisse des taux au Japon et en Allemagne, Ces bruits furent démentis à Francfort, la Bundesbank maintenant inchangés ses taux directeurs. Son vice-président, l'intraitable et obstiné. M. Helmut Schlesinger, se déclarait hostile à une nouvelle baisse, répondant ainsi à M. Claus Koehler, membre du directoire de cette même Bundesbank, selon lequel une diminution des taux allemands était nécessaire des emprunts d'Etat. Difficile à pour ralentir une croissance de la négocier, non « dematérialisés », masse monétaire résultant de donc avec coupons détachables, ils l'afflux de capitaux spéculatifs. En sont d'une gestion lourde et coûteuse fait, outre-Rhin, on s'attend bien a pour l'Etat et peu avantageux pour une baisse non pas du taux les porteurs. Adieu donc les rentes taux des prises en pensions tempo-

sentde 3,80 %, pourrait diminuer de 0,25 point. Déjà, cette semaine, on a vu glisser le loyer de l'argent sur le marché interbancaire jusqu'à 3,65 %.

A Paris, le marché est redevenu morose; le MATIF, après un petit galop aux alentours de 108,15 % contre 107,45 à la fin de la semaine précédente, est retombé lourdement à 107,45, le rendement des emprunts d'Etat remontant à plus de 7,50 %. Les opérateurs avaient parié, à tort, sur une baisse en Allemagne, et la Banque de France a maintenu à 7,75 % le taux de son adjudication du jeudi 9 avril, ne servant, au surplus, que 2 % des demandes. Désespérant! Du coup, le loyer de l'argent sur le marche interbancaire a dépassé 8 % à la veille du week-end.

Une seule émission digne de ce nom sur le marché primaire : 1 milliard de francs pour le Crédit national, en deux tranches de 500 millions de francs, an taux de 8,50 %. Mais la première au taux actuariel de 8,51 % et la seconde de 8,80 % par le jeu de bons de souscription pour de nouvelles obligations et de fenêtres de remboursement ouvertes à l'émetteur. Succès très moyen. A noter, enlin, que l'Etat va rembourser sa « vieille dette » à savoir sept emprunts émis avant 1950, dont l'en-cours résiduel est de 680 millions de francs, soit 0,13 % du total cher à Balzac

# Le Monde

### ÉTRANGER

#### 3 Les nouvelles initiatives soviétiques pour le contrôle des armements en Europe.

4 Israël : le procès Demjan-Pologne : la visite de

### POLITIQUE

5 L'absentéisme perlementaire en France et ailleurs. - Un an de cohabitation ∢ à la française ».

6 Le débet parlementaire sur la Nouvelle-Calédonie. - Communication.

### SOCIÉTÉ

7 Grands travaux de l'Est parisien : les Quinze-Vingts embastillés.

- Le tribunal de Paris ordonne la suppression d'un passage du livre Palais de iustice. 8 L'accident de

#### CULTURE

9 Polyeucte, de Corneille, à le Comédie-Française. - Cinéma : Sacrée barbaque, d'André Klotzel.

DOCUMENT 2 Une nouvelle du poète et

#### ÉCONOMIE

13 Le directeur du FM! demande un effort « exceptionnel » pour financer les pays endettés. Jean Saint-Geours à la

tête du CIC. 14 Revue des valeurs. 15 Crédits, changes et grands marchés

### SERVICES

Météorologie ......11 Spectacles .....10

CHRONOLOGIE 12 Mars 1987 dans le monde.

## MINITEL

Etudiants : leurs coûts en 1987. Politique : le bilan de la

**⊕** Gagnez ∢ l'Histoire au jour le jour ».

Sports, immobilier, Bourse, Loisirs. Télémerket. FRAIM. 36-15 Tapez LEMONDE

1. 1. 16 B

a -- 442 男

(1) SA

ne.

中華

 $\sim 2/4 \, {\rm erg}$ 

11813

. 3 t sp

1.15

witter it 🛎

ा है∉ा देवी

4

and the safe is 🐗

4.4

# Téhéran souhaite reprendre des relations diplomatiques avec Tunis

Le représentant de l'Iran aux Nations unies, M. Saïd Rajaie Khorassani, a indiqué, le vendredi 10 avril, que son pays souhaite le rétablissement rapide de ses relations diplomatiques avec la Tunisie. Adoptant un ton modéré pour parler des événements qui ont abouti, le 26 mars deruier, à la rupture, il a sonligué que l'Iran « regrette » la décision tunisienne, ajoutant : « Nons espérons

que ce n'est là qu'une situation temporaire qui sera rapidement réglée. »

Cette initiative de Téhéran intervient alors que le gouvernement tunisien poursuit une campagne de dénonciation du « courant khomeiniste », en s'en prenant au passage aux associations de défense des droits de l'homme.

# Mise en garde contre la Ligue des droits de l'homme

La Ligue tunisienne des droits de l'homme est accusée par le pouvoir de s'être transformée en - structure partisane -. Dans une lettre adressée cette semaine aux dirigeants de la Ligue, le ministre de l'intérieur leur reproche d'user d'- une procédure discriminatoire - pour écarter de l'organisation tous ceux dont les convictions politiques ne concordent pas avec les leurs. Il leur demande de faire en sorte que soient évitées à l'avenir toute pratique sélective et toute confusion entre la mission de la Ligue telle qu'elle est définie par son statut et l'usage qui en est réellement fait ».

Une telle démarche ne manque pas de surprendre quand on sait que le comité directeur de la Ligue est

Le chef de l'Etat a confié, le

ent au démocrate

10 avril, la charge de former le pro-

chrétien Oscar Luigi Scalfaro,

naire de la précédente équipe diri-gée par M. Bettino Craxi. M. Scal-faro a aussitôt déclaré qu'il tenterait

d'abord de reconstruire la coalition à

pays d'août 1983 juqu'an 3 mars

Si, comme il est probable, cette hypothèse de travail se révélait

impraticable, M. Scalfaro devrait alors constituer un gouvernement à

base beaucoup plus réduite, peut-être avec la seule DC qui, une fois mise en minorité au Parlement,

n'aurait plus alors que deux missions

très précises : accueillir à Venise

débui juin le sommet des sept pays

industrialisés, puis organiser les élections législatives anticipées, sans

Avant de convoquer M. Scalfaro,

le chef de l'Etat avait longuement

reprendre du service.

ROME

de notre correspondant

ITALIE

M. Scalfaro est chargé

de former un gouvernement

composé de personnalités indépendantes et de représentants de tous les courants politiques, y compris du Parti socialiste destourien, dont les voix, il est vrai, ne sont pas, comme ailleurs, prépondérantes. Aussi doiton surtout voir dans la raison si peu convaincante qui est avancée un prétexte à une sérieuse mise en garde après la récente prise de position de la Ligue exprimant ses « très vives préoccupations - à la suite des nombreuses arrestations opérées ces dernières semaines dans les milieux

La Ligue manifestait aussi son inquiétude devant les dangers « d'une amplification des faits et d'un amalgame dans cette affaire » qui ont déjà donné lieu à l'interpella-

la première fois secrétaire d'Etat en 1954. Pourfendeur inlassable de la

criminalité organisée, il est, en même temps, favorable à une appli-

cation libérale des lois, ce qui l'a

amené à défendre les récentes

mesures d'amnistie et la nouvelle loi initentiaire améliorant la condition

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) La majorité sortante comprend

#### de « recours à la violence et de collusion avec l'étranger en vue de por-ter atteinte au régime ». La presse officielle dénonce quotidiennement les « menées » de ce « courant destructeur khomeiniste », sans apporter d'autre preuve de la «subversion - que des photographies de brochures à la gloire de l'imam, saisies lors de perquisitions.

Sans préjuger des suites de

dirigeants et de militants de Mouve-

ment de la tendance islamique

(MTI). Alors que, de tout temps, ceux-ci ont uié être en rapport avec

l'Iran, ils sont aujourd'hui accusés

l'enquête en cours, la Ligue s'est donc bornée – comme elle le fait si souvent depuis sa création en 1977 a demander à ce que tout excès soit évité, et que les droits des per-sonnes impliquées soient préservés. Cela a, semble-t-il, irrité un peu plus contre elle le pouvoir, qui n'accep-tait déjà qu'à contrecteur ses interventions nombreuses et souvent effi-caces, alors que les différents partis d'opposition, soit par apathie, soit par prudence, se cantonnent depuis quelque temps dans la plus grande

L'existence de la Ligne, qui reste, non sans courage, la seule organisation à faire entendre une voix quel-quesois discordante dans un concert d'autosatisfaction générale, est-elle pour autant menacée? Après la let-tre que lui a adressée le ministre de l'intérieur, il est permis de penser que le gouvernement va tout au moins s'efforcer, d'une manière ou d'une autre, de l'amener à faire preuve à l'avenir d'un peu plus de

## Les obsèques de Jean-Baptiste Doumeng Le silence...

de notre envoyé spécial

Trois mille personnes ont agné Jean-Baptiste Doumeng, paysan, communiste. globe-trotter, dans son demier voyage, le vendredi 10 avril, jusqu'au cimetière de Noé, où il repose face à un Mémorial pour les juifs déportés, internés dans ce village de Haute-Garonne, entre 1941 et 1943.

Pas de discours, pas de musique, le silence. Dans la salle des que, le sience. Dans la saine des fêtes de Faugères, où à le Saint-Jean quand il était maire, Jean-Baptiste Doumeng feisait venir Mikis Théodorakis, Jean Ferrat, sa dépouille a été exposés enfouie sous les gerbes de fleurs commandées du monde entier. Il y a là les nombreux amis com-munistes du village, de la région, du comité central : MM. Georges Marchais, Gaston Plissonnier, André Lajoinie, René Piquet ; pour le gouvernement, M. Fran-çois Guillaume, ministre de l'agricultura. Les élus locaux et régio-naux, MM. Lionel Jospin, Dominique Baudis, Jean-Michel Baylet symbolisent l'étrange cocuménisme qu'inspirait ce communiste pur et dur. Les grandes maisons du commerce international, de la banque, sont là aussi, parmi les amba des pays de l'Est, d'Afrique, et des dirigeants d'offices agricoles. Mais le gros de la foule se compose des paysans du cru. «Je l'avais encore vu en décembre, » « Il a fait plus de chemin que les chefs d'Etat. » « Les fils, la route est tracés maintenent... >

Les deux « églises » de Jean-Baptiste Dourneng, celle de son groupe interagra, celle du Parti mmuniste, kui ont organisé, à lui le Gascon, le tonitruant, un adieu sobre. Le seul langage fut celui des fleurs, des centaines de gerbes, de bouquete. Une adresse parmi cent, lue sur une Castro à son ami Jean-Baptiste

## Crise dans l'Hérault

# Des « rénovateurs » dénoncent « un coup de force » de la direction du PCF

Les communistes « rénovateurs » de Bédarieux (Hérault) se fâchent! An cours d'une assemblée générale, le jeudi 9 avril, ils auraient adopté à une écrasante majorité (76 voix contre 3 et une abstention) un texte dénonçant ce qu'ils appellent « un coup de force » de la direction fédérale du PCF. Il s'agit de la convocation, le 30 avril, d'une conférence extraordinaire de section qui vise, selon eux, à « écarter des commu-nistes dits « rénovateurs » de la direction » de cette section de Bédarieux. Ils indiquent que cette procé-dure est le résultat d'un « semblant de réunions de cellules » qui se scraient déroulées « sans ordre du

jour » et dans la précipitation. La fédération affirme, de son côté, qu'à la demande de neuf cel-lules sur douze (175 adhérents sur 223) une conférence extraordinaire est organisée suivant « un processus normal - car elles ont fait - le constat de l'impossibilité d'aider les communistes à mettre en œuvre la politique du Parti». Un dirigeant fédéral ajoute que ces cellules récla ment « une nouvelle direction de section ». Actuellement, les « rénovateurs - sont majoritaires au comité de section, et le bureau de section, qui en est logiquement l'émanation, est qualifié d'« ortho-

#### Remodeler pour « noyer »

Les « rénovateurs », selon lesquels la section compte 130 adhé-rents à ce jour, rejettent cette confé-rence « antidémocratique (...), qui laisse la porte ouverte à toute espèce de magouilles ». Ils s'en tien-nent à la conférence statutaire qui dovrait avoir lieu, dans le cadre de la préparation du prochain congrès national, au dernier trimestre. « Ne voulant pas participer à cette parodie de démocratie», les «rénovateurs - soulignent qu'ils « ne participeront ni aux réuntous de cellule conférence extraordinaire. » Par

avance. Ils considèrent que « les comarades élus dans ces conditions [au nouveau comité de section] le seront illégitimement », n'étant pas, selon eux, représentatifs de la majorité des commun de Bédarieux.

De l'avis de certains comme nistes, la préparation administrative du XXVI congrès du PCF se profile derrière cette « restructuration », qui n'est, du reste, pas unique. enjeu, en effet, est la éésie férentes instances décentralisées du parti. Là où ils sont minoritaires, les -rénovateurs - sont «ignorés - per les directions locales ; là où ils sont majoritaires, ils sont combattas par le biais de remodelages administratifs visant à les « noyer » dans les ins-tances dirigeantes. La position des contestataires de Bédarieux (refus de la conférence extraordis illustre l'approfondissement de la cassure au sein du PCF.

Deux mois après avoir constitué une «coordination nationale» qui regroupait alors trente-cinq membres venant de quinze départements (le Monde du 3 février), les «résovateurs » ont implanté des « coordi-nations décentralisées » dans une soixantaine de départements. Para-doxalement, face à l'accélération de ce processus de fracture, ni la direction du PCF, ni les « hétérodoxes» ne semblent vouloir porter le comp de grâce. Si la direction jone sur la lassitude, voire la mise à l'écart, des opposants, les «rénovateurs» sont de plus en plus confrontés à ce qui apparaît, seion l'expression d'un diri-geant communiste, à la préparation d'un « congrès unanimiste et osep-tisé». Il ne fait pas de donte, — élément sur lequel compte probable-ment l'équipe de M. Georges Marchais - qu'ils seront conduits, à brève échéance, à en tirer les consé-quences. A cet égard, la prochaine ésignation du candidat communiste à l'élection présidentielle se présen-

OLIVER BIFFAUD.

# Le chiffreur français agent du KGB aurait fourni des renseignements importants

aux premières indications fournies par le Quai d'Orsay, la «taupe» uti-iisée pendant dix ans par les services secrets soviétiques dans plusieurs ambassades de France au Proche-Orient, puis en Autriche aurait communiqué à Moscou des renseigne-ments jugés à Paris - très

conféré avec le démocrate-chrétien Amintore Fanfani. Le président du Recruté en 1973-1974 par le Sénat a sans doute jugé qu'il KGB, cet agent, Maurice Abrivard, alors chiffreur à l'ambassade de n'appartenait pas à une personnalité ayant déjà été cinq fois président du France à Damas, aurait été classé conseil de se lancer dans une tenta-«KR» an sein des services soviétitive destinée, selon toute apparence, à durer quelques semaines. Il a donc courtoisement décliné l'offre de ques. Autrement dit, il aurait été considéré comme un informateur de valeur. En tant que chiffrenr, il avait en effet accès aux codes du Le choix de M. Scalfaro était un ministère des affaires étrangères et à des rares possibles, pour deux rai-sons au moins. D'une part, cette per-

tous les messages émis ou transitant

qu'il aura très vraisemblablement la charge d'organiser prochainement. Agé de soixante-neuf ans, ce Piénais est magistrat de formation. Il a participé à la résistance contre l'occupant nazi et fut élu en 1945 à été réélu depuis et est devenu pour

sonnalité, pondérée et intègre, est de

celles, bien rares, qui ont sur forcer l'estime de M. Craxi. En second

lien, il est ministre de l'intérieur du

gouvernement démissionnaire et, à ce titre, responsable des élections -

# M. PIERRE MESSMER

invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Pierre Messmer, président du groupe RPR, à l'Assemblée nationale, député de Moselle, sera l'arité de l'émission hebdomadaire «Le grand jury RTL-le Monde», dimunche 12 avril, de 18 h 15 à

L'ancien premier ministre repondra aux questions d'André Passeron et de Pierre Servent, du Monde, et de Paul-Jacques Truf-fant et de Gilles Leclore, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier

EFGH

ABC

Washington. - Contrairement par les ambassades où il avait été

successivement en poste. Connu comme un «père trapquille », Maurice Abrivard n'aurait pas agi par sympathie idéologique pour le régime soviétique, mais pour des motifs financiers. Séparé de sa femme, il connaissait des problèmes familiaux. Son état de santé - il était atteint d'un cancer, dont il mourut en 1984 - nécessitait, en outre, des soins importants. Selon des proches, il avait subi plusieurs

> Après Damas, Beyrouth et Ryad notamment, Maurice Abrivard avait été accrédité auprès des autorités autrichiennes à l'ambessade de France à Vienne dès le 1ª août 1978. Son nom est resté mentionné sur l'annuaire diplomatique autrichies jusqu'à l'édition de 1984.

# Le Japon et les armements nucléaires

# Démenti américain équivoque sur un pacte secret

Le département d'Etat américain a apporté, le vendredi 10 avril, un démenti pour le moins équivoque à des informations publiées ces derniers jours, faisant état d'un pacte secret que Washington et Tokyo auraient passé en 1960, pour permettre aux avions et navires américains transitant par le Japon de auragements confidentées » auxagements aux auxagements auxagements » auxagements auxagements aux transporter à leur bord des armements medéaires (le Monde du 8 et da 11 avril).

M. Charles Redman, rapporte l'Agence France-Presse, a confirmé que le document publié par le Parti communiste japonais pour étayer ses assertions était authentique. Mais il a souligné que ce câble de M. Dean Rusk, alors secrétaire d'Etat, à

e arrangements confidentiels = auxquels faisait allusion M. Rusk auraient concerné, selon le départe-ment d'Etat, le traité de coopération et de défense de 1960.

L'« imprécision » du télégramme est toute relative puisqu'il mentionne explicitement l'introduction d'armes nucléaires américaines au Japon, et le traité de 1960 n'a rien de confidentiel paisqu'il est dans le domaine public. L'embarras de cette réponse traduit, en fait, le souci de Washington de désamorcer à l'avance toute polémique au sujet de cette affaire an Japon, en raison de l'extrême sensibilité de l'opinion sur la question des armes nucléaires. Sans une possibilité de transit de ces dernières au Japon, toute la stratégie américaine en Asie serait à

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + LEMONDE

# La calase primaire d'assurance-maladie de la Dor-

dogne s remboursé à trois reprises en 1986 des médicaments prescrits per un médecin pour soigner un cheval. L'animal appartenant à un couple de Périgourdins, souffre de rhuma-tismes et de dégénérescence des cartilages, maux qui peuvent être solgnés avec des médicaments destinés aux humains, en sugmentant les doses.

Un cheval

remboursé

Les pharmaciens n'ont rien remarqué, mais la caissa primaire s'est inquiétée après avoir rem-boursé la troisième feuille de maladie. Son enquête a abouti à la suspension du praticien pendant deux mois par l'Ordre des médecins. Poursuivi ensuite devant le tribunal, il a été condamné à 1 000 F d'amende et à rembourser les sommes versées. - (Corresp.)



# Le Monde sur minitel

# **VOTRE PORTEFEUILLE** PERSONNEL

Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.

36.15 TAPEZ LEMONDE

# **EN BREF**

· Les grèves dans les transports aériens. - Air Inter prévoit un retour à un trafic normal le dimanche 12 avril, après les deux jours de grève des officiers mécaniciens navigants. Vendredi, les vols ont pu être assurés à 85 %, selon la direction, grâce à la mise en place d'affrètements supplémentaires. Les gré-vistes contestent le passage de trois à deux des équipages des A-320 qui entreront en service en 1988.

Par ailleurs, à l'appel de FO, de la CFDT et de la CFTC, certaines catégories de personnels au soi d'Aéro-ports de Paris ont débrayé, vendredi 10 avril, pour une « durée indéterminée», entramant des retards d'enregistrement ou d'information des passagers. Les revendications portent sur les salaires, les qualifica la titularisation des temporaires.

Sahara occidental: le blian de Rabat sur les derniers combats. - L'état-major marocain a indiqué, le vendredi 10 avril, que quatre-vingts combattents du Front Polisario ont été tués lors des affrontements qui se sont déroulés, mercredi dernier, au nord-est du Sahara occidental, dans la région de Haouza. Les Forces armées royales ont eu, pour leur part, vingt-trois tués lors de

 Le COPA organise une mani-estation à Bruxeiles. — Le Comité des organisations professionnelle agricoles de la CEE prépare pour le-19 mai prochain une manifestation à les, où il attend environ dix mille agriculteurs. Ils défileront pendant la tenue du conseil des ministres pour réclamer le maintien de leurs revenus, l'amélioration des conditions de vie et de travail, ainsi que la préservation des emplois dans l'agriculture et les régions rurales.

SRI-LANKA : trêve. - Le gouvemement de Sri-Lanka a décrété une trêve unitatérale de dix jours, couvrent notamment la période du Nouvel An cinghalais et hindou, à compter de semedi 11 avril, dans les opérations contre les séparatistes tamouls, a annoncé, vendredi 10, le ministre de la sécurité, M. Lalith Athulathmudali. Il a toutefois précisé que si les troupes gouvernementales étaient attaquées, elles riposteralent, et que des patrouilles navales destinées à empêcher des transports d'armes à travers le détroit de Paik

se poursuivraient. - (AFP.) M. Edouard Bailadur a décoré de la Légion d'honneur, à Washington, le professeur Paul Craig Roberts, un des théoriciens de l'économie de l'offre (supply-side) aux Etats-Unis.

e Primes « au mérite » pour l'UNICEF. – Les militants du syndi-cat FO du Trésor qui ont perçu une prime « au mérite » sur les crédits récupérés par les suppressions d'emplois intervenues en 1986, en ont, selon leur syndicat et à la ont, selon leur syndicat et a la demande de celui-ci, reversé le mon-tant à l'UNICEF, afin de protester contre « un système préfigurant le salaire personnalisé et, à terme, la remise en cause des conventions collectives ».

 « Accord de non-agression »
 entre Pretoria, le Ciskeï et le Transkei. - Les autorités sudafricaines ont signé, le vendrecti 10 avril, au Cap, avec deux bantoustans « indépendants », le Ciskei et le Transkei, un accord destiné à prévenir toute agression contre l'un des signetaires à partir du territoire des deux autres. Cet accord intervient après plusieurs incidents ayant opposé le Ciskeï et le Transkeï, notamment le 19 février demier, lorsqu'un commando venu du Transkei a lancé un raid (qui a échoué) contre la résidence du « président »

Le munéro du « Monde » daté 11 avril 1987 a été tiré à 498 655 exemplaires

